

L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE ET L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 16 décembre 1938, à 14 heures

PAR

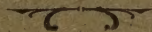
PIERRE L. KATZ

Avocat à la Cour de Paris

JURY :

Président : M. William OUALID, Professeur

Suffragants { M. LESCURE, Professeur
 { M. DOLLÉANS, Professeur



LES PRESSES MODERNES

96, Galeries Beaujolais — Palais-Royal

PARIS (1^{re})

1938

L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE
ET L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES

*"The cause of industrial peace
does not depend on the mere
machine that is set up for the
settlement of differences."*

Lord AMULREE.

L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE ET L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 16 décembre 1938, à 14 heures

PAR

PIERRE L. KATZ

Avocat à la Cour de Paris

JURY :

Président : M. William OUALID, Professeur

Suffragants { M. LESCURE, Professeur
M. DOLLÉANS, Professeur

LES PRESSES MODERNES

96, Galeries Beaujolois — Palais-Royal

PARIS (1^{er})

1938



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ou improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Introduction

Les controverses du passé sur la valeur et l'opportunité de l'arbitrage obligatoire comme moyen de solution des conflits collectifs du travail, perdent beaucoup de leur intérêt du fait que l'institution, entrée dans notre droit positif par la loi du 31 décembre 1936, paraît, depuis celle du 4 mars 1938, destinée à s'y maintenir.

Si les organisations ouvrières françaises ont témoigné pendant longtemps d'une hostilité systématique à l'égard de toute forme d'arbitrage obligatoire, c'est pour des motifs qui dépassaient de beaucoup le cadre de la législation sociale. Les influences anarchistes dont les syndicats d'avant-guerre ont longtemps été victimes, l'abus de la « *phrase révolutionnaire* » que Lénine lui-même leur a reproché, avait amené leurs adhérents et leurs théoriciens à envisager les conflits sociaux comme les grandes manœuvres préparatoires à la « grève générale ».

Georges Sorel avouait ainsi que « *les syndicats révolutionnaires... voient dans chaque grève une imitation réduite, un essai, une préparation, du grand bouleversement final* ». Obligé, il est vrai, de définir la notion de « grève générale », Sorel adresse à la philosophie bergsonnienne un appel quelque peu imprévu, pour admettre qu'il s'agit seulement d'obtenir « *une intuition du socialisme que le langage ne pouvait pas donner d'une manière parfaitement claire* » (1). C'est admettre, avec un cynisme que la pédan-

(1) *Réflexions sur la violence*, Ed. Marcel Rivière, 1936, P. 168. 2 Eod. P. 182.

terie dissimule à peine, que l'on cherche simplement à fournir aux masses ouvrières ce que Sorel appelle lui-même un « mythe » susceptible de les entraîner à l'action.

La cruelle expérience de la guerre et des années qui la suivirent ne devait pas être suffisante pour mettre un terme à ces extravagances. Tandis que les plus purs disciples de Sorel passaient de la « phrase révolutionnaire » à l'action anti-ouvrière, les communistes parisiens du groupe Barbé-Célor affirmaient avec emphase que l'époque des grèves revendicatives était passée. Ils devaient bientôt renier avec beaucoup d'aisance un idéal auquel ils firent le plus grand tort.

Mais plus encore que les abus de langage de théoriciens douteux, la possibilité même d'existence d'une procédure collective de solution des conflits collectifs du travail, se trouvait écartée par les divisions du mouvement syndical. L'arbitrage de ces conflits était paralysé en fait, au même titre que l'élaboration de conventions collectives à l'échelle locale, régionale ou nationale, dès l'instant que la dualité et l'antagonisme des deux grandes centrales syndicales, C. G. T. et C. G. T. U., se retrouvaient tout au long de l'échelle syndicale, de l'Union nationale ou régionale et de la Fédération d'industrie, à la section d'entreprise ou d'atelier. A cette désorganisation des forces ouvrières s'opposait un égal manque de cohésion du patronat, si l'on fait exception pour les mines et la métallurgie.

C'est une réalité de cet ordre que traduit la pensée de Lord Almuere, ancien Président de l' « Industrial Court » de Grande-Bretagne, lorsque dans l'ouvrage consacré aux institutions d'arbitrage de son pays, il constate que

« la cause de la paix sociale ne repose pas simplement sur le mécanisme mis en œuvre pour trancher les conflits » (1). Lorsque, au cours des pages qui suivent, nous retracerons le tableau des institutions d'arbitrage de divers pays, nous verrons que cette réalité est commune à toutes les nations, dans la mesure du moins où le patronat ne bénéficie point d'institutions qui consacrent brutalement sa domination totale, comme il est advenu par exemple en Allemagne, depuis la loi du 23 janvier 1934.

Tous les Etats, en effet, dont nous examinons plus loin les institutions d'arbitrage, ne confèrent pas aux sentences arbitrales — ou aux actes judiciaires ou administratifs qui en tiennent lieu — une égale force obligatoire; la mesure dans laquelle le recours mène à l'arbitrage est obligatoire, est essentiellement variable. Mais les sentences arbitrales ne comportent de sanction ou de force exécutoire que là où les organisations ouvrières qui s'y trouvent parties ont véritablement et sans discussion possible, le caractère d'organisations « les plus représentatives » dont parle notre loi du 20 juin 1936 sur les conventions collectives. Ces syndicats ne seront pas toujours groupés dans les mêmes centrales syndicales, mais dans une même industrie, ou dans une même entreprise, ou à l'occasion d'une convention collective ou d'une procédure d'arbitrage déterminées, il n'y aura jamais qu'un syndicat véritablement représentatif.

La toute récente histoire du mouvement ouvrier tant dans notre pays qu'aux Etats-Unis, par exemple, montre que les difficultés surgissent dans l'application des contrats

(1) Lord Amulree, *Industrial arbitration in Great Britain*. Oxford University Press, Londres, 1929.

collectifs et l'exécution des sentences arbitrales, lorsque deux ou plusieurs syndicats se disputent l'influence prédominante. On peut avancer sans crainte que l'ensemble de la législation sociale des deux dernières années deviendrait rapidement inapplicable, si le mouvement syndicat français connaissait une nouvelle scission.

Notre observation paraît exacte même dans le cas tout à fait particulier de l'Italie fasciste, où la Magistrature du Travail ne peut fonctionner que grâce à l'institution, dans chaque branche d'industrie, d'un syndicat unique et obligatoire. Ce qui crée la différence entre la situation concrète des travailleurs en Italie et celle qu'ils ont conquise dans les pays démocratiques, c'est beaucoup moins le détail des institutions que le fait de la liberté syndicale. Lorsque, dans ces derniers pays, un syndicat acquiert sur la base locale, régionale ou nationale le caractère d'organisation la plus représentative de la profession, ce n'est pas parce que l'administration a enlevé tout choix à ses adhérents, mais parce que les intéressés ont, en majorité, rallié cette organisation.

La comparaison prend plus de relief encore si l'on évoque la prohibition de la grève par l'article 18 de la loi italienne du 3 avril 1926, ainsi que de toute forme d'organisation spontanée de la classe ouvrière. Les syndicats eux-mêmes n'ont pas la personnalité juridique, mais sont des « organes de l'administration de l'Etat » ; leurs secrétaires sont nommés par l'administration, en fonction de leur attachement au régime. En face d'eux, existent des organisations patronales qui préexistent de beaucoup à la « marche sur Rome », la Confédération générale de l'Industrie et la Confédération générale de l'agriculture, auxquelles le gouvernement de M. Mussolini n'a jamais réussi, ni essayé sérieusement, d'imposer l'intégration dans le système corporatif.

Le caractère révolutionnaire que M. Lescure (1) croit apercevoir dans la composition paritaire des Conseils des Corporations paraît bien anodin lorsque l'on constate que, pour combattre toute velléité d'indépendance des représentants ouvriers, eux-mêmes soigneusement choisis pour leurs opinions fascistes et leur docilité, le Gouvernement se fait représenter par un nombre égal de membres des organisations fascistes dont la compétence technique n'a pas nécessairement déterminé la nomination.

Par contre, lorsque M. Lescure met en relief l'action du système corporatif en vue de la constitution de trusts puissants, protégés par l'Etat, subventionnés et périodiquement sauvés par lui, il semble avoir aperçu le véritable visage du Corporatisme italien, dont l'aspect social est essentiellement démagogique.

C'est pourquoi nous ne traiterons pas, dans l'étude de droit comparé qui suit, de la Magistrature italienne du travail. Nous estimons, en effet, que l'étude des institutions selon la lettre des textes perd tout l'intérêt, dès l'instant que la pratique de leur application entre en contradiction avec leurs dispositions de principe.

(1) *Le nouveau régime corporatif italien* Ed. Domat Montchrestien, 1934.

CHAPITRE PREMIER

Les institutions d'arbitrage à l'Etranger

I

LA GRANDE-BRETAGNE

Il est assez piquant de remarquer que la guerre faite par l'Angleterre à la France de la Révolution et de l'Empire n'a pas empêché que, dans les deux pays, d'identiques mesures législatives fussent prises à l'égard de la classe ouvrière naissante. Si l'Assemblée Constituante vota, en 1791, la loi Le Chapelier prohibant les « coalitions », prohibition que la Révolution de 1848 ne leva qu'un instant et que l'Empire dit « libéral » dut se résigner à abroger, c'est en 1799 que Pitt fait adopter le « *Combination Act* » qui édicte des défenses analogues.

Dès l'année suivante, toutefois, Pitt eut à cœur de compenser cette prohibition par l'institution d'une procédure d'arbitrage destinée à déterminer les salaires des contrats de travail *individuels*; mais la discussion de l'Act fut interrompue à la demande de certains membres de la Chambre des Communes « qui avaient de l'adversion pour toute intervention dans le jeu des *forces naturelles* qui président à l'établissement du niveau des salaires » (1), et après une

(1) Lord Amulree, *Industrial Arbitration in Great Britain*.

suspension d'audience et des manœuvres de couloir du style le plus correct, le projet fut rejeté.

Pendant toute la durée du xix^e siècle, les « forces naturelles » se donnèrent libre carrière, pour s'épanouir en un « sweating system » qui n'a jamais réussi à perdre sa dénomination anglaise, bien qu'il fût appliqué avec persévérance dans bien d'autres pays. Mais dans le domaine de la conciliation, sinon dans celui de l'arbitrage, un peu de bien sortit de l'excès même du mal. C'est en 1860 qu'un M. Mundella, manufacturier en chaussures à Nottingham, prit l'initiative, à l'occasion d'une grève générale de sa corporation, d'instituer un comité paritaire de conciliation, dont l'action permit de mettre fin au conflit.

Plus tard, c'est sous l'influence d'un magistrat, M. Kettle, que se constituèrent de véritables comités d'arbitrage, paritaires eux aussi mais présidés par une personne indépendante, en général, un juriste professionnel. Sur divers points du territoire, comités Mundella et comités Kettle constituèrent les deux degrés d'une procédure de conciliation et d'arbitrage, purement officieuse du reste.

Le mouvement législatif ne fit que suivre l'initiative privée, et encore paraît-elle avoir eu pour principal objectif de la freiner. Le respect pour les « forces naturelles » joint à un solide préjugé défavorable au mouvement ouvrier, teintent encore les deux « Conciliation Acts » de 1872 et 1892. On est loin, de toutes façons, de quelque système d'arbitrage obligatoire que ce soit.

Mais l'expérience des Comités Mudella et Kettle devaient néanmoins influencer toute la législation et la pratique ultérieure cette dernière étant presque constamment, jusqu'à la Grande Guerre, plus avancée que celle-là. L'attitude résolument collaborationniste que prit à ce moment la direction

des Trade-Unions — et qu'à ce jour elle ne devait plus perdre — devait venir à bout du préjugé anti-ouvrier qui était celui de la bourgeoisie et des classes moyennes anglaises. Dans l'ardeur de la lutte, et de même qu'en France, un arbitrage obligatoire des conflits du travail, complété par la prohibition de la grève, allait s'instaurer et faire ses preuves.

Dès la cessation des hostilités, il était à prévoir que les prix, livrés à nouveau aux « forces naturelles » de la paix, allaient croître, et que la course que leur livreraient les salaires serait âpre. L'arbitrage obligatoire qui s'était jusque là exercé au détriment d'une classe ouvrière entravée par l'interdiction de la grève et par la pression d'une opinion publique toute entière ralliée à la guerre et à ses buts, allait peut-être s'exercer au détriment de l'industrie anglaise, obligée d'effectuer son difficile passage du pied de guerre au pied de paix. Le Gouvernement suspend donc, par un Act du 21 novembre 1918, la législation ouvrière du temps de guerre; il nomme une Cour d'arbitrage intérimaire pour six mois, stipule que les salaires ne devront pas être réduits au dessous de leur niveau au 11 novembre 1918, et met à l'étude une nouvelle législation de l'arbitrage.

Ces études, menées par une Conférence présidée par M. Whitley, devaient avoir des résultats très complets, les uns sous forme législative, les autres, réalisés beaucoup plus rapidement sous la forme officieuse des « Whitley Councils ».

Les Whitley Councils. — Sans attendre, en effet, la consécration officielle des conclusions de la Conférence, mais avec l'encouragement du Gouvernement, un certain nombre d'organisations ouvrières et patronales se mirent d'accord pour constituer des organismes de conciliation et d'arbitrage officiels, connus sous le nom de Comités Whitley, qui conti-

nuent à fonctionner. A la base existent des « shop committees », ou comités d'atelier, chargés des rapports entre la direction d'une entreprise déterminée et son personnel; à l'échelle régionale existent des comités de district; enfin, à l'échelle nationale, les JOINT INDUSTRIAL COUNCILS réunissent les délégués patronaux et ouvriers de toute une industrie. A ces J. I. C., les pouvoirs publics ont donné une consécration quasi-officielle, en décidant de les considérer comme l'organisme représentatif de l'industrie considérée.

Mais quelle que soit la portée de cette reconnaissance « de facto » et l'importance des J. I. C. (1), ces derniers n'ont évidemment jamais pu rendre de sentences ayant d'autre force exécutoire que celle qui résulte de la pression de l'opinion. Celle-ci serait, à vrai dire, très forte, car aux dires des spécialistes anglais, il est très rare que leurs décisions soient enfreintes. Il semble que cette forme volontaire d'organisation soit plus proche d'un véritable système corporatif que toutes les tentatives du Gouvernement de M. Mussolini, imposant des formes collaborationnistes à un désaccord perpétuel et latent.

Le second effet des travaux de la *National Industrial Conference* de 1919 fut l'adoption, cette même année, de la législation des « Trade Boards » ou conseils des métiers, et de celle de l'« Industrial Court », ou Cour du Travail.

Les Trade Boards ne sont pas, à vrai dire, une création originale de la Conférence, qui n'a fait que jeter les bases de leur réorganisation. Leur institution remonte à deux Acts, l'un de 1909 et le second de 1918. Leur composition et leur fonctionnement sont analogues à ceux des Whitley Councils. Mais à la différence de ces derniers, ils rendent des

(1) En 1929, 54 *Joint Industrial Councils* groupaient 2.500.000 travailleurs.

sentences qui ont force exécutoire dans deux cas bien définis : 1) si elles reçoivent l'assentiment exprès des parties, et 2) si l'exécution forcée a fait l'objet d'un vote du Board à la majorité.

Dans ces deux cas, non seulement la sentence a force exécutoire, mais son inexécution ou sa violation entraîne des pénalités sous forme d'amendes. Des types particuliers de Trade Boards existent dans les chemins de fer, les tramways, les mines, etc. Il est curieux de constater qu'avant la crise, les Trade Boards étaient moins nombreux et groupaient un nombre de travailleurs inférieur à celui des Comités Whitley : 39 Trade Boards intéressaient, en 1929, 1.250.000 travailleurs. Toutefois, sous l'effet de la crise économique des années 1931 à 1935, il semble que la proportion ait eu tendance à s'inverser.

La Cour du Travail est une institution assez originale, qui ne ressemble rien à notre actuelle Cour supérieure d'Arbitrage. Présidée par un magistrat, elle est divisée en plusieurs sections ayant à leur tête un « Chairman » indépendant, et composées de membres ouvriers et patrons en nombre égal, tous nommés par le Ministre du Travail. Il n'y a pas de ministère public. C'est une juridiction de premier et dernier ressort.

L'Industrial Court a la plus grande latitude dans l'élaboration de son régime intérieur, et fixe sa propre procédure. Elle peut être saisie soit par le Ministre, soit par les parties, mais celles-ci doivent, dans tous les cas, accepter de se soumettre à ses décisions. C'est en ce sens un organe facultatif. Quant à ses sentences, elle n'ont pas de force exécutoire directe, mais tout comme celles de la République allemande de Weimar, elles valent comme conventions collectives ou s'y incorporent. Lord Amulree constate que, sur 1.400 sen-

tences rendues depuis 1919 par la juridiction qu'il a présidée, trois ou quatre seulement ont été violées ou inexécutées.

Comme nous l'avons dit, la Cour a les plus larges libertés pour fixer sa procédure. Elle en use parfois pour vérifier par elle-même les problèmes techniques qui lui sont soumis, et l'on cite le cas où une section s'est transportée en entier vers un port éloigné pour vérifier le nombre d'ouvriers nécessaire pour assurer le fonctionnement d'une trémie de dragage. Ses règles de fond sont également très larges, et en exception à la règle commune aux autres juridictions arbitrales anglaise, ses décisions sont motivées. Tout en posant le principe du respect des droits acquis et celui de la nécessité de salaires assurant aux travailleurs un niveau de vie digne et suffisant, elle refuse généralement d'établir une relation constante entre le niveau des salaires et celui du coût de la vie, et tient le plus grand compte de la situation des entreprises. Elle a, au cours de la crise économique mondiale, ordonné des compressions de salaires assez considérables.

**

La pratique anglaise est donc un compromis entre le libéralisme économique traditionnel et les nécessités élémentaires de la vie sociale contemporaine. Elle est toute empreinte de l'esprit expérimental et quelque peu empirique qui est, dans bien des domaines, la caractéristique de cette nation. Mais il apparaît surtout que ces expériences n'ont pu avoir de résultats positifs que grâce à la faible combattivité et la forte centralisation des Trade-Unions, qui demeurent, à ce jour, l'unique forme d'organisation syndicale que connaisse la Grande-Bretagne. Tout le système que nous venons d'analyser brièvement tend plutôt, nous le répétons, à un

système corporatif nettement collaborationniste; ce n'est ni la solution de force des Etats totalitaires, ni la solution d'esprit essentiellement juridique qui a prévalu en France, mais un ensemble sans cohésion de principe, où l'initiative privée continue à jouer un rôle, avec l'appui d'une opinion publique dont la principale vertu est le respect des conventions.

II

L'AUSTRALIE

Bien que l'industrie australienne soit peu développée par rapport à celle de sa métropole, le mouvement législatif pour la protection du travail a précédé de beaucoup l'action des pouvoirs publics en Angleterre et a été beaucoup plus loin dans la voie de l'arbitrage des conflits collectifs.

C'est d'abord que le caractère extensif de l'agriculture et de l'élevage a créé un type de travailleurs agricoles, en tous points comparables à ceux de l'industrie; les lois sur l'arbitrage obligatoire y intéressent en fait la plus grande partie des salariés de l'agriculture, de l'élevage et des industries annexes, groupés dans d'importants syndicats. En 1929, 59,4 % du nombre total des salariés était syndiqué. Par ailleurs, si le « sweating system » a sévi durement aux premiers âges de l'économie capitaliste en Australie, l'action ouvrière s'exerçant dans un pays neuf, peuplé d'immigrants pauvres en majorité, ne s'est pas heurté comme en Angleterre aux préjugés hostiles de la petite bourgeoisie.

L'action des pouvoirs publics dans le domaine de l'arbitrage remonte à 1884, lorsqu'une commission royale siégeant à Victoria, recommanda l'institution de tribunaux du travail, au nombre d'autres moyens destinés à prévenir les conflits sociaux. Les recommandations de cette commission

ne furent pas suivies assez rapidement pour prévenir, en 1890, une pénible grève des marins et dockers. A la suite de cette grève, un projet dû à M. Kingston fut discuté au Parlement fédéral, mais non adopté; il eut néanmoins une grande influence sur la législation fédérale ultérieure, ainsi que sur celle des Etats. Ces derniers se donnèrent des législations particulières assez longtemps avant le Commonwealth. Il existe donc une législation fédérale, et autant de législations particulières que d'Etats.

Le système fédéral remonte à la loi de 1904 qui a subi jusqu'en 1930, 13 révisions. Il comporte deux organismes distincts, qui ont autorité sur tout le territoire de l'Union, et dont l'action se superpose à celle des Tribunaux arbitraux des Etats et la coordonne.

Le premier de ces organismes est le *Tribunal fédéral de conciliation et d'arbitrage*. Il est présidé par un magistrat de la Cour suprême, nommé, comme ses assesseurs, par le Gouverneur Général en Conseil. Il ne comprend pas, à proprement parlé, de ministère public, mais le Secrétaire du Tribunal (registrar), a qualité pour le saisir. Il peut également être saisi par l'assignation d'une organisation professionnelle enregistrée, ou par une autorité compétente de l'un des neuf Etats ou territoires, ou enfin par un « commissaire conciliateur » (V. Infra), lorsque ce dernier n'a pu remplir sa mission.

Selon les cas, ce Tribunal fédéral sera donc une juridiction du premier ou du second degré. Mais en aucun cas ses décisions ne sont susceptibles de voies de recours; elles ont une valeur réglementaire, puisqu'aucune juridiction arbitrale inférieure ne peut, à peine de nullité, adopter un avis contraire à celui que le Tribunal fédéral a précédemment exprimé.

C'est dire que les sentences du Tribunal ont également un caractère obligatoire; outre leur force exécutoire, elles sont sanctionnées par des amendes de 100 £ au maximum pour un refus d'application, et de 500 £ pour la rupture d'un accord enregistré par le Tribunal.

Le travail du Tribunal fédéral est déblayé par les *Commissaires conciliateurs*, au nombre de trois, nommés pour cinq années par le Gouvernement. Ces fonctionnaires ont, sur tout le territoire, des pouvoirs d'enquête étendus, ainsi qu'un rôle de conciliateurs; s'ils ne parviennent pas à obtenir des parties la signature d'un procès-verbal de conciliation, ils saisissent le Tribunal fédéral auquel ils adressent un rapport. Parfois aussi, ils peuvent saisir le Tribunal avant toute procédure de conciliation, si leurs investigations en font ressortir la nécessité et si aucun accord ne paraît possible. Par contre, s'ils parviennent à obtenir une conciliation, leurs procès-verbaux sont exécutoires sous peine d'amende.

Enfin, le Gouvernement fédéral a le pouvoir de désigner, en vue de la solution d'un conflit déterminé, des *commissions de conciliation* dont le rôle est analogue à celui des commissaires permanents.

Les systèmes des Etats n'ont entre eux qu'un point commun : c'est de comporter tous l'institution de tribunaux arbitraux qui rendent des sentences exécutoires. La plupart d'entre eux ont le droit de prendre des décisions dont les dispositions seront la « règle commune » d'une industrie ou d'un district. Mais sur tous les autres points règne la plus grande diversité quant à la composition des juridictions, leur répartition locale, leur organisation, etc. Les légis-

lations qu'ils appliquent sont différentes, puisque certains Etats reconnaissent comme parties aux conflits les syndicats enregistrés seuls, alors que d'autres admettent à leur barre les représentants élus d'ouvriers inorganisés. Le seul lien commun à ces diverses juridictions est leur soumission obligatoire aux décisions de principe du Tribunal fédéral.

**

La législation australienne, ainsi que la Néo-Zélandaise que nous examinons au paragraphe suivant, ont soulevé de vives controverses à une époque où les statuts sociaux des Etats présentaient des contrastes moins vifs et obéissaient à des nécessités moins graves que celles que nous avons aujourd'hui sous les yeux. Avec le recul des années, il paraît surprenant que l'adoption de l'arbitrage obligatoire ait pu paraître aux uns le signe d'une véritable révolution sociale, et que certains autres aient âprement défendu une mesure qu'ils refusaient de voir adopter dans leurs pays respectifs. Le sens de ces controverses apparaît assez nettement lorsqu'on constate que les détracteurs de la mesure se sont empressés de crier à la faillite du « socialisme » lorsque, au cours de la crise économique, les arbitrages ont donné lieu à des réductions de salaires.

Quant aux effets concrets de la législation australienne, il ressort des statistiques dressées par le B. I. T. dans l'étude qu'il a publiée en 1933 sur les institutions d'arbitrage des divers pays, qu'elle n'a, à aucun moment, empêché les grèves; par contre, un nombre infime de conflits a eu pour cause des questions de salaires.

III

LA NOUVELLE-ZÉLANDE

La première loi sur la conciliation et l'arbitrage en Nouvelle-Zélande a été promulguée en 1894 par le Gouvernement de l'Australie, à laquelle elle était alors rattachée du point de vue administratif. De nombreux remaniements ont abouti à la réforme fondamentale de 1925.

Le fonctionnement de l'arbitrage obligatoire en Nouvelle-Zélande évoque celui des Etats australiens qui attribuent aux seuls syndicats enregistrés le droit d'ester devant les juridictions arbitrales. La constitution de syndicats patronaux ou ouvriers est entièrement libre; mais pour être admis à signer une convention collective, toute association syndicale doit être inscrite sur un registre spécial tenu au chef-lieu de district.

Le mécanisme de l'institution est simple : dans chaque district, existe un *Conseil de Conciliation* présidé par un Commissaire de conciliation, lequel est choisi par le Gouverneur Général pour une période de quatre ans qui peut être renouvelée trois fois. Ce Commissaire s'entoure de deux assesseurs qu'il choisit lui-même en vue de chaque conflit qui lui est soumis, l'un patronal et l'autre ouvrier. Le Conseil ne peut être saisi qu'à la suite d'un vote de l'organisation syndicale intéressée.

Le Conseil de Conciliation est l'organe de conciliation du Tribunal arbitral, et ce préliminaire de conciliation est obligatoire. Les parties se présentent devant le Conseil en personne, sans assistance d'avocat. Si une conciliation intervient, l'accord des parties équivaut à une convention collec-

tive; dans le cas contraire, l'affaire est renvoyée devant le Tribunal.

Dès que le Conseil est saisi, toute grève et tout lock-out sont interdits sous peine d'une amende de 50 £ par contre-venant. Si les parties étaient déjà liées par une convention collective ou par une sentence arbitrale, l'amende est de 10 £ par ouvrir et de 500 £ par patron. Il existe même une amende de 25 £ par infraction constatée contre l'employeur qui a congédié des membres de son personnel pour leur activité syndicale.

Le Tribunal arbitral est composé de trois membres nommés par le Gouverneur général : le président, qui est un magistrat, et deux assesseurs choisis parmi les syndiqués, l'un patron et l'autre ouvrier. Le Tribunal rend des sentences arbitrales qui sont exécutoires pour toutes les entreprises nommément désignées dans son texte, et pour leur personnel.

Ce système a subi, en 1932, une modification assez sensible, bien que temporaire : l'arbitrage n'était en effet la suite nécessaire de l'échec de la conciliation que dans le cas où les membres de la commission l'avaient réclamé à l'unanimité. C'est que la crise économique avait incité le Parlement à voter, en 1931, une loi autorisant le Tribunal arbitral à rendre des ordonnances générales réduisant les salaires. De là de très nombreux conflits qui menaçaient de submerger le Tribunal, les ouvriers étant peu enclins à la conciliation, et les employeurs ayant tendance à tirer des ordonnances de l'année précédente des conséquences excessives. La loi de 1932 eut donc eu pour effet provisoire de réduire les arbitrages aux cas particulièrement graves. Mais en 1936, une nouvelle loi a rendu à l'arbitrage obligatoire ses caractéristiques et son domaine de 1925.

*
**

Comme en Australie, et malgré les peines pécuniaires que nous avons vues, l'arbitrage obligatoire n'a pas, en Nouvelle-Zélande, empêché les grèves. Mais il a certainement permis la solution de très nombreux conflits déjà nés. Bien qu'il ait fait, dans le pays même et selon les époques, l'objet de critiques assez vives de la part des ouvriers comme des employeurs, son abrogation pure et simple n'a jamais été réclamée. Dans un territoire relativement limité (269.000 km². la moitié de la superficie de la France), isolé de tout autre continent à plusieurs jours de navigation, il paraît certain que l'arbitrage obligatoire répondait à une nécessité positive, et qu'il a rendu ce que l'on en attendait : une atténuation des antagonismes sociaux.

IV

LES ÉTATS-UNIS

L'âpre brutalité des luttes sociales aux Etats-Unis a longtemps été éclipsée pour l'observateur étranger par l'éclat d'une prospérité dont l'écroulement, en 1930, a laissé apercevoir d'horribles plaies sociales. Un paupérisme toujours latent s'est développé dans d'immenses proportions à partir de 1931. Toute l'œuvre sociale de l'administration créée par le **NEW INDUSTRIAL RECOVERY ACT** (N. I. R. A.), a eu beaucoup moins pour objet d'instituer une protection des travailleurs dont on n'avait guère, jusque là, reconnu le besoin, que de créer les conditions favorables à une reprise économique par la restauration du pouvoir d'achat des masses.

Le préjugé auquel s'est heurté le mouvement ouvrier aux Etats-Unis a longtemps été, en effet, plus défavorable et plus

féroce encore que celui qui s'est manifesté en Angleterre avant la guerre. Ce que l'attitude des Trade-Unions à l'égard de la guerre avait fait gagner aux revendications ouvrières dans l'esprit du public anglais, les concessions plus considérables encore de l'AMERICAN FEDERATION OF LABOUR (A. F. L.) ne suffirent pas à l'obtenir de l'esprit critique des masses petites-bourgeoises d'Amérique. Si en Angleterre, l'action des groupements d'intellectuels tels que la Fabian Society avait pu familiariser les esprits avec certains problèmes que l'on n'aimait guère considérer en face, les tentatives identiques de quelques milieux américains n'avaient rencontré aucun écho.

Il en résulte que la législation du travail a conservé jusqu'en 1933, et exception faite des quelques mois de guerre, un caractère presque aussi rudimentaire que celui de la Russie tsariste. La violence des conflits qui suivirent la cessation des hostilités ne trouva aucun obstacle légal. « *Au cours de la grève des métallurgistes (1919), une opinion publique hystérique, soutenue par la presse, la chaire et les tribunaux, vint au secours d'un trust puissant, afin de briser une grève qui avait pour objet l'abolition de la journée de 12 heures, la reconnaissance du droit syndical et de meilleurs salaires* » (1). Les scènes d'une sauvagerie incuë décrites par John Dos Passos dans son roman « 1919 » seraient, aux dires de témoins, la relation fidèle de l'histoire de ces semaines.

Quelle était donc, à cette époque, la procédure en vigueur pour la solution des conflits ? La grève n'était admise comme légale que dans un très petit nombre de cas. La seule organisation de piquets de grève destinés à empêcher l'entrée dans

(1) Stein, Raushenbusch et Mac Donald, *Labor and the New Deal* (New-York, Crofts et C°, 1934-35).

l'entreprise de « jaunes » recrutés pour le compte de l'employeur, par des agences spécialisées, rendait la grève illégale. Or, la pratique de la mobilisation massive de briseurs de grève était si répandue qu'il fallut une loi, celle du 24 juin 1936, pour la prohiber formellement, sous peine d'une amende de 5.000 dollars contre quiconque recrute ou utilise les services de briseurs de grève professionnels. Avant 1936, et surtout avant l'adoption des Codes de Concurrence loyale de 1933 l'action des Tribunaux se bornait à enjoindre aux grévistes, au nom de la liberté du travail ou du droit de propriété, etc., de reprendre le travail. Si cette « *injunction from Court* » n'était pas obéie, les grévistes étaient livrés au « bras séculier » du Gouverneur de l'Etat, qui lançait contre eux sans la moindre modération ses forces de police, ou pis encore, la milice.

Secondé par une presse entièrement à sa dévotion, le patronat américain réussit à isoler totalement les organisations syndicales qui, par leur opportunisme, par la corruption de certains de leurs chefs, avaient mérité l'indifférence, et même l'hostilité d'un grand nombre de salariés. Rien de surprenant, par conséquent, à ce que le numéro de février 1935 du « *Quarterly Journal of Economics* » pût affirmer que « *au cours des vingt-cinq dernières années, les syndicats américains n'ont progressé énergiquement que lorsqu'ils eurent l'appui du gouvernement, en 1917-18 et en 1933-34* ». Il est clair qu'au cours des deux périodes signalées par la revue, le Gouvernement obéit à de tout autres préoccupations que celle du bien-être de la classe ouvrière; il s'agissait, dans le premier cas, d'intensifier la production en vue des besoins de la guerre; dans le second, de ranimer une économie parvenue au dernier stade de l'anémie.

Les origines historiques des Codes de Concurrence loyale soulignent encore ce parallèle. C'est en 1917, en effet, que le Général Crozier, membre influent de la Taylor Society, qui occupait à l'époque les fonctions de Directeur des fabrications de guerre, publia un Ordre général pour son département, connu sous le nom d' « *Industrial Employment Code* ». Ce document, qui n'avait aucune portée législative ni réglementaire, avait pour but de préciser les pratiques que l'administration souhaitait voir s'établir pour les besoins de la guerre, entre la direction des industries et leur personnel. Comme les suggestions qu'il retenait émanaient des éléments les mieux éclairés du monde industriel et bancaire, elles furent très généralement suivies sur un certain nombre de points repris depuis par les Codes de M. Roosevelt : durée du travail, fixation des salaires, taux des heures supplémentaires, hygiène et sécurité, embauchage et licenciements, et enfin conclusion de conventions collectives avec sa conséquence logique : reconnaissance du droit syndical. Ces directives furent suivies aussi longtemps que le Gouvernement y prêta la main et eut à cet effet l'assentiment des employeurs, c'est-à-dire pendant un peu plus d'un an.

Aussi, lorsqu'en 1929, les premiers signes de fléchissement furent ressentis par les industriels d'Amérique, ces derniers ne rencontrèrent aucune difficulté de droit ni de fait, à réaliser la compression nécessaire de leur prix de revient par l'unique et paresseux moyen des réductions de salaire. De là un effondrement plus rapide encore de la production, lorsque le dernier soutien du marché intérieur vint à manquer.

C'est à la restauration de ce marché que M. Roosevelt consacra tous ses efforts dès sa venue au pouvoir. Le NEW INDUSTRIAL RECOVERY ACT du 19 juin 1934 énonce

les divers moyens envisagés à cet effet, et les mesures d'ordre social ne sont qu'une partie d'un plan d'ensemble qui contient des éléments d'un tout autre ordre. C'est ainsi que pour assainir le marché, l'Act prévoit que les Codes de Concurrence loyale devront obligatoirement contenir la prohibition du « dumping » et de certaines méthodes de corruption, les règles auxquelles devront obéir les employeurs dans la tenue de leur comptabilité, et généralement la renonciation à toute pratique tendant à avilir les prix.

*
**

Le NEW INDUSTRIAL RECOVERY ACT (N. I. R. A.), pose les règles principales auxquelles devront se conformer les Codes de Concurrence loyale. Les articles 7 a, 7 b et 7 c fixent les règles relatives à la protection du travail. Leur analyse établit bien que, sur ce point, la législation — au moins fédérale — des Etats-Unis, était dans l'enfance.

L'article 7 a ordonne que chaque Code de concurrence loyale contienne une clause relative à la liberté syndicale des salariés, dont le principe est ainsi posé pour la première fois dans une loi fédérale. Les adhérents aux Codes devront en outre s'engager à se soumettre aux mesures relatives à la durée du travail, aux salaires, etc., approuvées ou prescrites par le Président.

L'article 7 b donne tous pouvoirs au Président pour amener les patrons et les ouvriers à se mettre d'accord sur les conditions du travail. C'est le principe des conventions collectives, dont la conclusion demeure, à ce jour, une des principales préoccupations de l'administration du N. I. R. A.

L'article 7 c enfin, permet au Président de promulguer sur tous ces points des Codes limités aux régions et aux bran-

ches d'industries où il n'existe ni Codes ni conventions collectives.

Le *NATIONAL LABOR RECOVERY BOARD* ou Comité national du travail pour la reconstruction, fut institué par la loi du 19 juin 1934. Il comportait des sections régionales, mais ses pouvoirs d'arbitrages étaient encore mal définis. La gravité des grèves de l'été 1934, en particulier à San-Francisco, ne devait pas tarder à souligner ses insuffisances.

Ce Conseil, présidé par le Sénateur Wagner, avait pour rôle de mettre fin à certaines pratiques « déloyales », telles que les « contrats jaunes », les renvois pour activité syndicale, les syndicats d'inspiration patronale, etc. — Un commencement d'obligation résultait du fait que les infractions aux prohibitions édictées comportaient, dans certains cas, des sanctions pénales. L'Act pose en outre le principe qui doit déterminer la représentation ouvrière à la discussion et à la signature des conventions collectives : est « syndicat le plus représentatif », celui qui a obtenu la majorité dans des élections spécialement organisées à cet effet.

Mais le Conseil ainsi constitué était doté, nous le répétons, de pouvoirs insuffisants, et surtout mal définis. C'est pour les élargir et les préciser que M. Wagner proposa, le 21 février 1935, le texte qui deviendra l'Act du 5 juillet 1935 qui s'intitule : « *An act to diminish the causes of Labor disputes burdening or obstructing interstate and foreign commerce, to create a New Labor Recovery Board, and for other purposes* » (1). Cet intitulé s'explique par la nécessité de trouver à la loi une justification basée sur les intérêts

(1) Loi destinée à restreindre les motifs des conflits du travail de nature à gêner ou arrêter le commerce entre les Etats (de l'Union) ou avec l'étranger, à créer un Nouveau Conseil du Travail, et à d'autres objets.

communs des Etats de l'Union, les rédacteurs du texte craignant pour la constitutionnalité de la loi aux yeux de la Cour suprême.

L'article 1 est un exposé des motifs qui donne une idée assez exacte des intentions du Gouvernement. Après avoir, toujours par méfiance envers la Cour suprême, constaté que les grèves ont un effet unisible aux rapports économiques entre les divers Etats de l'Union, les rédacteurs du texte entrent dans le vif du sujet en soulignant l'inégalité du développement des organisations ouvrières par rapport à la puissance et la cohésion des organisations patronales. Cette rupture du rapport des forces a pour conséquence directe une baisse des salaires et une lourde diminution du pouvoir d'achat des salariés. Le malaise social qui en résulte présente un caractère d'exceptionnelle gravité. Or, l'expérience prouve que la pratique des conventions collectives est de nature à réduire la fréquence et la gravité des conflits du travail. La politique des Etats-Unis aura donc pour objet de favoriser la conclusion de telles conventions.

Après ce préambule, les deux articles suivants sont consacrés à l'institution du NATIONAL LABOR BOARD. Les articles 4 et 5 traitent de son fonctionnement.

Le Conseil est composé de trois membres nommés par le Président sur l'avis du Sénat. Il est renouvelable par roulement, et ses membres sont en fonctions pour cinq ans. Il siège à Washington, mais ses pouvoirs d'enquête et d'action s'étendent à tout le territoire. A cet effet, il peut déléguer ses pouvoirs à des agents ou agences locales, le personnel étant celui de l'ancien Labor Board qui est dissous.

L'article 6 laisse au Conseil le soin d'élaborer son propre règlement intérieur; il est toutefois précisé qu'il délibère

valablement en présence de deux de ses membres seulement, sans que l'un d'eux soit nécessairement son Président.

Avec *l'article 7*, on entre dans la solution de questions de principe que l'Act tranche pour la première fois, dans la législation fédérale des Etats-Unis, par voie législative directe. C'est d'abord l'affirmation du droit syndical des salariés, et c'est un trait bien caractéristique de ce pays de soi-disant démocratie, qu'il ait fallu attendre l'année 1935 pour que pût être posé un principe dont la classe ouvrière d'un pays comme le nôtre, bien moins industrialisé que les Etats-Unis à quelque époque et dans quelque domaine qu'on se place, avait imposé la reconnaissance, au moins juridique, cinquante ans auparavant.

La terminologie des Codes est conservée dans *l'article 8*, qui énumère les « pratiques déloyales » dont les employeurs sont susceptibles de se rendre coupables. Constituent des pratiques déloyales :

1) Le fait de limiter, restreindre ou mettre obstacle à l'exercice du droit syndical proclamé par l'article 7.

2) L'immixtion, de quelque façon que ce soit, dans le fonctionnement d'un syndicat de salariés.

3) Le fait d'établir une distinction quelconque entre les membres du personnel, selon qu'ils appartiennent à telle ou telle autre organisation syndicale.

4) Le renvoi d'un salarié pour le motif qu'il aurait introduit une demande en vertu de la présente loi.

5) Le refus de conclure une convention collective avec les représentants du personnel régulièrement mandatés à cet effet.

Cette dernière prohibition amène tout naturellement à la question de la représentation du personnel aux conventions

collectives. Au lieu de poser le principe abstrait du « syndicat le plus représentatif de la profession », l'Act de 1935 s'en remet, dans chaque cas, à la volonté directement exprimée par les salariés dans un vote. Les élections ont lieu sur des bases diverses, et à tous les échelons : profession, entreprise, usine ou atelier ; il convient, en effet, de ne pas perdre de vue la forte concentration industrielle et commerciale qui a pour conséquence la dissémination des établissements d'une même entreprise sur tout le territoire d'un ou plusieurs Etats de l'Union. A tous ces degrés, le secret et la régularité du vote est contrôlé par les représentants du Board.

Les articles suivants fixent les attributions du Conseil en fonction des principes qui viennent d'être posés.

1) Le Board a le droit de s'opposer à l'utilisation des procédés déloyaux énumérés par l'article 8, et d'assurer l'application de toutes autres lois sociales (et notamment celles sur la durée du travail, sur l'interdiction du recrutement des briseurs de grève, etc.). A cet effet, deux procédures sont mises à sa disposition. La première, qui constitue en quelque sorte un préliminaire de conciliation, consiste à charger les agents locaux du Board de citer devant eux le ou les contrevenants, et de recueillir leurs explications ; il est dressé de cette comparution un procès-verbal sur le vu duquel le Board prononce telle injonction qui lui paraît utile.

Si les contrevenants ne se soumettent pas, le Conseil a qualité pour porter l'affaire devant tout Tribunal de District ou toute Cour d'Appel de l'Union, afin qu'il donne, en dernier ressort, force exécutoire à la décision.

2) Dans l'accomplissement de sa mission, le Conseil et ses agents disposent des pouvoirs d'enquête les plus étendus.

3) Le Conseil peut enfin agir par les voies pénales, et faire sanctionner la résistance à ses injonctions par une amende qui peut atteindre 5.000 dollars (environ 185.000 fr. au cours actuel...), ou par un emprisonnement d'un an au maximum, ou enfin par les deux peines réunies.

L'Act se termine par la proclamation du droit de grève, ce qui constitue, pour le pays, une innovation hardie.

**

Tout cet édifice législatif s'est trouvé un instant compromis par la lutte engagée contre l'œuvre du New Deal par la Cour Suprême; par chance, le « Wagner Act » ne lui a été soumis qu'après son « épuration », et c'est par 5 voix contre 4 qu'il a été déclaré constitutionnel le 13 avril 1937. Certes, il y aura fort à faire aux Etats-Unis pour faire entrer ce nouveau statut dans les mœurs d'un patronat particulièrement combattif et autoritaire. Il ne rencontre pas encore une aide suffisante des autorités administratives, et le Gouvernement a les plus grandes difficultés à empêcher les Gouverneurs des Etats à faire de leur force armée un usage immodéré, tel que celui qui en fut fait au cours des grèves de la métallurgie du printemps 1937. Nous estimons néanmoins que tant qu'il existera aux Etats-Unis un Gouvernement décidé à tenir fermement la main à l'application de la loi de 1935 et de celles qui la complètent, cette Nation fera figure de grande démocratie, dont elle n'avait jusqu'ici que les apparences les plus spectaculaires.

V

L'ALLEMAGNE DE WEIMAR

Les douloureux événements des années 1933 et suivantes, accélérés par la capitulation sans combat des syndicats alle-

mands et de leur chef, Leipart, nous dispensent de donner à ce paragraphe de notre revue de Droit comparé une très grande extension. L'institution de l'arbitrage obligatoire dans le Reich d'après-guerre par le décret de 1923 et la loi du 23 décembre 1926 a fait couler dans le passé, beaucoup d'encre, et ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif, si ce n'est pour redresser quelques notions inexactes sur les causes de la chute de la République.

La conciliation et l'arbitrage étaient, dans l'Allemagne républicaine, le domaine exclusif des syndicats groupant le personnel de plusieurs entreprises : les conflits communs à toute une branche régionale ou nationale d'industrie faisaient seuls l'objet de l'arbitrage obligatoire, et les conditions générales du travail étaient seules régies par les conventions collectives (*Gesamtvereinbarung*). Dans le cadre de ces dernières, il y avait place pour les conventions d'entreprise (*Betriebsvereinbarung*), conclues par les conseils d'entreprise (*Betriebsräthe*).

En ce qui concerne les conflits collectifs proprement dits, deux observations sont nécessaires. Tout d'abord, la procédure d'arbitrage avait pour unique objet la conclusion ou la modification de conventions collectives, au point qu'il y avait égalité absolue entre sentence arbitrale et convention collective. D'autre part, il n'y avait pratiquement aucune distinction à faire entre la conciliation et l'arbitrage, sinon du point de vue de la procédure, puisque l'une et l'autre avaient pour objet exclusif la conclusion de conventions collectives.

La procédure préliminaire se déroulait devant des fonctionnaires dépendant du ministère du Travail du Reich et appelés « conciliateurs » (*Schlichter*) ; les uns, temporaires, étaient nommés pour une durée, une industrie ou un con-

flit déterminés; les autres étaient des fonctionnaires permanents, dont l'activité s'exerçait dans les plus importants centres industriels.

Si ces conciliateurs parvenaient à donner au conflit qu'ils étaient chargés de résoudre, la solution qu'il comportait normalement, en faisant signer aux parties une convention collective, leur rôle était terminé, et il n'y avait lieu à aucune procédure supplémentaire.

Au cas où les parties ne consentaient à aucun accord, l'affaire était portée devant des Commissions de Conciliation (*Schlichtungsausschüsse*), installées par les autorités des pays (*Länder*). Elles étaient composées d'un Président, engagé par le Gouvernement local par un contrat à durée indéterminée, et des membres ouvriers et patronaux en nombre égal mais variable.

Ce qui doit être souligné, c'est que le recours à l'arbitrage n'était jamais obligatoire; toutefois, au cas où l'une des parties l'engageait, l'autre partie ne pouvait s'y soustraire. Quant à la convention collective, que constituait nécessairement la sentence arbitrale rendue, elle n'avait qu'exceptionnellement force exécutoire, et cela dans l'unique cas où le Ministre du Travail du Reich avait recours à une formalité dite « déclaration d'obligation ». Ainsi, la sentence arbitrale ne pouvait tirer son plein effet que d'un acte du pouvoir exécutif. Cette particularité aurait pu échapper à toutes critiques autres que celles qu'eût pu inspirer l'attachement au principe de la séparation des pouvoirs, si l'abus qui ne tarda point à en être fait n'avait amené les parties à s'en remettre entièrement au Gouvernement du soin de fixer les conditions du travail, et à rejeter sur lui la responsabilité d'accords pris sans réflexion suffisante. De là une indifférence certaine de la classe ouvrière pour une institution dont elle tirait

certaines des avantages, mais qui rendait à peu près inutile toute vigilance et toute combattivité.

On peut remarquer, à ce propos, que le III^e Reich n'a fait que suivre la voie tracée par la République de Weimar en confiant à certains de ses fonctionnaires (*Treuhänder der Arbeit*), la solution de tous les problèmes du travail, y compris le taux des salaires (loi du 23 janvier 1934) (1). En fait, et dans le dernier état de sa gestion sociale, principalement sous le gouvernement de M. Brüning, la République allemande se borna à suivre une procédure d'allures judiciaires pour imposer, sur la suggestion de ses magistrats, de véritables « règlements de travail ». La différence essentielle, là encore, est dans les faits et non dans les institutions : alors que l'arbitrage de la République tendait généralement à l'augmentation des salaires et à l'amélioration ou au moins à la défense des conditions d'existence des salariés, l'administration nationale-socialiste a usé de ses pouvoirs illimités pour imposer de massives réductions de salaires, des heures de travail plus nombreuses et une rationalisation accrue.

Les sentences arbitrales devaient, comme les conventions collectives elles-mêmes, être appliquées par tous les Tribunaux Civils et Tribunaux du Travail, qui avaient un droit de contrôle sur la régularité et la légalité de la sentence; ils pouvaient en prononcer la nullité lorsque, par exemple, elles avaient été rendues à l'occasion d'un conflit qui ne supposait pas la conclusion d'une convention collective ou lorsque la sentence ne pouvait s'appliquer comme telle; il en allait de même lorsque les parties n'avaient pas la capacité

V. notre étude sur « la loi allemande sur le travail national » dans le *Bulletin de l'Association Juridique Internationale*, novembre 1934.

requis pour se pourvoir en conciliation, ou au cas de sentence par défaut.

Ainsi, l'arbitrage obligatoire a eu, dans l'Allemagne de Weimar, un domaine limité à la seule intervention de l'administration, laquelle présentait un caractère facultatif, bien que très fréquent. Elle n'a revêtu une telle fréquence que par suite du besoin qu'éprouva souvent le Gouvernement de soustraire les salaires aux fluctuations monétaires et aux attaques de la direction des principaux « conzerms » ; le statut du travail de l'Allemagne hitlérienne marque le triomphe de ces derniers, au détriment à la fois des salariés et des petites et moyennes entreprises.

VI

LES ÉTATS SCANDINAVES

Si nous traitons des institutions d'arbitrage obligatoire des trois Etats scandinaves : Danemark, Norvège et Suède sous le même paragraphe, c'est à seule fin d'éviter des répétitions fastidieuses. En effet, les trois pays présentent, du point de vue social comme du point de vue juridique, d'évidentes similitudes, qui marquent d'un caractère commun les modalités de leurs législations du travail.

Si le développement industriel des trois Etats est inégal, la Suède occupant sans conteste la première place et la Norvège la dernière, tous trois offrent en commun cette caractéristique que les ressources forestières et agricoles dont ils disposent sont à la base de leur économie. Seule déroge à ce caractère l'industrie sidérurgique suédoise, qui s'est surtout développée depuis la Grande Guerre, grâce à une remarquable mise en valeur des possibilités de la Suède en houille blanche ; bien que, dans ce dernier pays, la population

ouvrière occupe une place assez considérable dans le nombre total d'habitants, ses caractères sociaux ne diffèrent pas sensiblement de ceux de la Norvège et du Danemark.

De ce dernier point de vue, la caractéristique commune aux Etats scandinaves est d'avoir, dès la fin du xix^e siècle, laissé se constituer de très puissantes organisations tant patronales qu'ouvrières, qu'ils ont encouragé dans la voie de la conclusion de conventions collectives. A cet égard, la pratique sociale de ces Etats présente une avance considérable sur la plupart des législations des débuts du xx^e siècle. Au Danemark, la Confédération patronale danoise groupe depuis 1896 la quasi-totalité des employeurs, tandis que la Confédération des Syndicats danois réunit l'immense majorité des salariés; ces deux Confédérations ont conclu, en 1899, à l'occasion d'un conflit du bâtiment, un accord analogue à nos accords Matignon de 1936, connu sous le nom de « concordat de septembre », qui demeure à ce jour la charte fondamentale des rapports du travail.

De cette première particularité résulte une très grande facilité dans la conclusion des conventions collectives, et par voie de conséquence la possibilité d'arbitrages obligatoires aisément exécutables, les syndicats étant généralement considérés comme responsables des agissements de leurs membres au cas de cessation concertée du travail ou de rupture des conventions. Au reste, dans aucun des trois pays l'arbitrage obligatoire n'a été adopté sous la pression des organisations patronales ou ouvrières, qui en éprouvaient une certaine méfiance, mais l'action des gouvernements libéraux, émanations des classes moyennes, a été prépondérante.

D'autre part, et sous l'angle juridique, les trois Etats ont du domaine de l'arbitrage la même notion. Leur Droit,

comme leur pratique, distingue les conflits dits « justiciables » des conflits « d'intérêt ». Par « conflits justiciables » il faut entendre ceux qui ont trait à l'interprétation ou à la validité des conventions collectives : eux seuls sont du domaine de l'arbitrage obligatoire des Tribunaux du Travail que les trois Etats connaissent sous des formes à peu près identiques. Quant aux conflits d'intérêts, ce sont ceux qui ont pour objet la conclusion ou le renouvellement des conventions collectives; ils sont du domaine exclusif de la conciliation, qui n'est nulle part obligatoire; mais dans les trois Etats, et étant donné le domaine propre des « conflits d'intérêt », la conciliation a pour résultat normal la conclusion ou le renouvellement d'une convention collective; elle s'accompagne partout d'une prohibition de la grève et du lock-out pendant un temps variable au cours de la procédure, et de l'obligation pour les parties de donner un préavis avant de les déclencher. La seule différence essentielle dans le fonctionnement de la conciliation au Danemark, d'une part, et en Suède et en Norvège de l'autre, est que dans le premier de ces pays, les conciliateurs sont élus par les deux grandes centrales syndicales, alors que dans les deux autres ils sont nommés par le Gouvernement.

Quant aux Tribunaux du Travail, leur rôle est identique dans les trois pays. Ils rendent des sentences exécutoires, complétées le cas échéant par des amendes et des dommages-intérêts, dans tous les litiges concernant la validité, l'interprétation, l'existence ou la rupture d'un contrat collectif, ainsi que ceux relatifs à la légalité des grèves. En Norvège, le Tribunal du Travail peut condamner les auteurs d'une grève ou d'un lock-out illégal, c'est à dire déclenché sans préavis ou en rupture d'un accord, à une amende qui peut

atteindre 25.000 couronnes, et à un emprisonnement de trois mois au maximum.

Les pays scandinaves paraissent être actuellement la terre d'élection de la paix sociale. Ils présentent une originalité certaine : patrons et ouvriers y sont satisfaits des lois sociales.

CHAPITRE II

L'arbitrage obligatoire

dans la loi française du 31 Novembre 1936 et le décret du 17 Janvier 1937

Ce n'est que pour mémoire qu'avant d'aborder l'objet essentiel de notre étude, nous ferons mention de la loi du 27 décembre 1892, insérée au Code du Travail sous les articles 104 et suivants du Livre IV, sur la conciliation et l'arbitrage en matière de différents collectifs du Travail.

La procédure instituée par ce texte, dans laquelle le rôle essentiel était joué par le Juge de Paix, président du comité de conciliation, était assez compliquée. Au cas d'échec de la conciliation, l'arbitre était nommé par le Président du Tribunal Civil, et rendait une sentence qui n'était pas plus obligatoire que le recours même à la conciliation et l'arbitrage, et qui ne comportait pas d'autre sanction que l'affichage dans les locaux de la mairie.

En fait, ce texte est depuis longtemps tombé en désuétude. On peut discuter du point de savoir s'il a, ou non, été abrogé par les récentes lois sur l'arbitrage obligatoire. Nous nous bornerons à constater, avec M. l'Avocat général Lyon-Caen, que cette ancienne législation « ne paraît plus avoir d'application pratique possible ».

Quant aux décrets des 17 janvier et 7 septembre 1917, qui ont institué l'arbitrage obligatoire pour la durée des hostilités, ils n'offrent plus qu'un intérêt historique.

**

Les dernières semaines de l'année 1936 virent une recrudescence des grèves qui avaient paru, un moment, en voie d'apaisement. Les causes principales en étaient les difficultés rencontrées, notamment dans les industries métallurgiques de la région de Valenciennes-Maubeuge, pour l'établissement des conventions collectives prescrites par les accords Matignon et par la loi du 21 juin 1936. Ces conflits avaient été l'occasion de la rupture des entretiens et des études poursuivis en commun par la Confédération Générale du Travail et la Confédération Générale du Patronat Français. L'émotion provoquée par cette rupture avait conduit M. Jouhaux à tenter auprès de M. Léon Blum, Président du Conseil, une démarche ayant pour but de demander l'adoption de diverses mesures, spéciales ou générales, destinées à régler les conflits en cours et à prévenir les conflits futurs. Au nombre de ces mesures, M. Jouhaux recommandait l'adoption d'un texte sur l'arbitrage précédemment élaboré en commun par les représentants de la C. G. T. et ceux de la C. G. P. F.

C'est ce texte qui fut déposé par le Gouvernement et que la Commission du Travail de la Chambre rapporta, avec quelques modifications de détail, au cours de la séance du 1^{er} décembre 1936. Bien qu'il fût né des délibérations communes des deux grandes organisations patronale et ouvrière, le texte subit à la Chambre de vives critiques des parlementaires appartenant aux sphères patronales. Il fut, au Sénat, assez sérieusement modifié, et après plusieurs discussions

dans les deux Assemblées, ne fut définitivement adopté que le 31 décembre 1936.

A vrai dire, les organisations ouvrières n'ont accepté la mesure qu'afin de pouvoir obtenir, sans avoir recours à la grève, la garantie d'une solution pratique aux conflits dont les conventions collectives et leur élaboration étaient l'occasion. Lorsque le 11 juin 1936, la loi sur les conventions collectives était venue en discussion, M. Ambroise Croizat, Député et Secrétaire de la Fédération des Métaux, avait demandé et obtenu que l'on disjoigne du texte tout ce qui évoquait l'arbitrage obligatoire. C'est lui qui, au moment de la discussion du projet sur l'arbitrage, avait déclaré au cours d'une intervention à la Chambre : « Nous n'avons jamais été enchantés de l'application de l'arbitrage obligatoire ». Il serait donc inexact de présenter la mesure sous un autre jour que celui d'une transaction défendue par le Gouvernement d'alors dans un but d'apaisement social, et acceptée comme telle par les organisations ouvrières; on s'explique donc mal l'hostilité manifestée à l'égard de la mesure par certaines fractions du Parlement.

Il nous a paru qu'il était, au contraire, d'autant plus facile d'aborder avec sérénité l'étude de ce texte qu'il paraît avoir été imposé par des circonstances qui ont fait passer au second plan les préférences ou les hostilités de principe dont l'arbitrage obligatoire avait pu être l'objet. Son importance demeure considérable, même depuis la promulgation de la loi du 4 mars 1938 qui n'a pas abrogé celle de 1936, mais a modifié la procédure de l'arbitrage, précisé et étendu ses effets.

I

ANALYSE DE LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1936

L'article 1^{er} de la loi pose un principe qui nous paraît avoir une grande portée en ce qui concerne les effets juridiques de la grève et du lock-out : ces mesures de coercition devront à l'avenir, pour être licites, avoir été précédées par l'accomplissement des procédures de conciliation et d'arbitrage. Tel est, à notre avis, le sens véritable de cet article ainsi conçu : « *Dans l'industrie et le commerce, tous les différents collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou tout lock-out* ». C'est en somme l'extension législative de la clause suivante, insérée dans la grande majorité des conventions collectives : « Dans tous les cas de réclamations collectives, les parties s'engagent à respecter un délai d'une semaine franche en vue de l'examen en commun desdites réclamations, et avant toute mesure de fermeture d'établissement ou de cessation du travail ». Ce n'est donc que dans le cas où les parties ne parviendraient pas à un accord ou si l'arbitrage était inopérant ou inexécutable, que le recours à la grève ou au lock-out serait licite.

Le second article de la loi souligne encore le rôle qu'ont joué les événements dans son élaboration, du fait qu'il est tout entier consacré aux modalités de solution des conflits en cours au moment de sa promulgation. Quant aux deux articles suivants, ils ont trait aux procédures de conciliation et d'arbitrage : dans tous les cas où les conventions collectives n'organisent pas de telles procédures, il y serait suppléé par un décret, qui devait être publié le 16 janvier 1937.

Mais si on laisse de côté les modalités de ce décret qui n'ont, comme les premiers articles de la loi, qu'une valeur purement réglementaire, les articles 5 et 6 renferment, sous une forme condensée assez exceptionnelle dans notre législation, à la fois toute la substance de la nouvelle institution et la source de toutes les difficultés d'application et de toutes les controverses auxquelles elle allait donner lieu.

Article 5. — Les procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire seront organisées dans le cadre des lois existantes.

« Les deux arbitres et le sur-arbitre auront les pouvoirs d'amiables compositeurs .

« L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail, en vue de créer, aux lieux d'emploi, une atmosphère de collaboration, dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale ».

Article 6. — La sentence sera motivée et sans appel.

Elle sera obligatoire.

Elle sera rendue publique.

Le décret d'application ne donnait aucun développement ni aucun commentaire aux dispositions si concises des articles que nous venons de reproduire. Il est donc très remarquable que la Jurisprudence ait pu, en un peu plus d'une année, dégager de ce texte un certain nombre de conséquences précises et presque unanimement concordantes. Le fait est attribuable en grande partie à la perspicacité des magistrats auxquels des problèmes nouveaux dans notre pays ont été sou-

mis, et qui ont résolu à la fois la question de la nature juridique des sentences arbitrales de la loi de 1936 et celle de leur valeur obligatoire, avec une claire conscience du caractère exceptionnel de ce texte et des conditions dans lesquelles il a été promulgué.

C'est à l'étude de ces deux questions, au reste intimement liées, que nous allons maintenant nous appliquer.

II

LA NATURE JURIDIQUE DES SENTENCES DE LA LOI DE 1936

Le problème de la nature juridique des sentences arbitrales rendues en matière de conflits collectifs du travail, est inséparable de celui de leur exécution. En fait, ce n'est qu'à propos des difficultés auxquelles celle-ci a donné lieu, que l'examen attentif de leur nature juridique s'est imposé.

Dès les premiers mois de 1937, des controverses assez animées s'élevèrent sur le point de savoir s'il convenait de soumettre les sentences arbitrales de la loi du 31 décembre 1936, à l'exequatur du Président du Tribunal Civil, en vertu des articles 1020 et suivants du Code de Procédure civile. Si la tendance à l'affirmative prévalait dans certains milieux patronaux, l'accord était loin d'être fait dans les milieux syndicaux ouvriers. C'est ainsi que l'occasion fut donnée à un certain nombre de juristes d'émettre leur avis, et que parmi quelques dizaines de consultations assez discordantes, nous concluions au rejet absolu de la thèse de l'exequatur, affirmant par contre que l'application des sentences arbitrales était de la compétence exclusive du Conseil des Prud'-

hommes saisi des litiges individuels auxquels leur exécution pouvait donner lieu.

La solution apportée par la Jurisprudence à la discussion qui s'était alors instituée a apportée à notre point de vue une confirmation assez éclatante pour que nous nous sentions en droit de reproduire les principaux arguments que nous développons.

Si, disions-nous, on prend le terme d'arbitrage dans son sens strict de procédure consécutive à un compromis, il est bien certain que ce sont les dispositions du Code de Procédure qui doivent s'appliquer. De là les conséquences suivantes :

1) Les sentences ne deviennent exécutoires qu'en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal Civil, laquelle sera susceptible d'opposition dans les termes du Droit commun.

2) Le Tribunal Civil dont le Président a rendu l'ordonnance est seul compétent pour connaître de l'exécution de la sentence.

En faveur de cette thèse, on fait valoir les arguments suivants :

A. — La compétence des Conseils de Prud'hommes est déterminée par l'article 1^{er} du Titre I du Livre IV du Code du Travail. Or, leur juridiction étant exceptionnelle, ils ne peuvent connaître des litiges qui ne leur sont pas expressément attribués par une loi.

B. — Les Conseils de Prud'hommes, pas plus que les Tribunaux de Commerce, ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugements : à plus forte raison ne peuvent-ils pas connaître de l'exécution des décisions d'une juridiction arbitrale qui leur est étrangère.

C. — A la différence de la procédure d'arbitrage instituée par la loi de 1892, la loi du 31 décembre 1936 n'a pas été incorporée au Code du Travail.

D. — L'article 5 de la loi du 31 décembre 1936 décide, dans son premier alinéa, que « ces procédures de conciliation et d'arbitrage seront organisées dans le cadre des lois existantes ». C'est donc bien une référence au droit commun de l'arbitrage, constitué par les articles 1003 et suivants du C. Pr. Civ.

Aucun de ces arguments, et pas plus le dernier que les autres, ne résistait à un examen sérieux.

Et tout d'abord, il n'est indiqué nulle part que les Conseils de Prud'hommes soient compétents pour connaître de l'exécution des conventions collectives. Personne ne discute toutefois le droit, et même l'obligation, qu'ils ont de veiller à l'application de ces conventions : c'est qu'en effet les modalités des contrats individuels en découlent de la façon la plus directe (1). Pourquoi raisonner autrement lorsqu'il s'agit de sentences arbitrales, dans la mesure où elles affectent l'existence ou les modalités de ces contrats individuels ? La sentence a pour objet, dit la loi, d'établir aux lieux d'emploi un règlement équitable des conditions du travail. N'est-ce pas aussi l'objet des conventions collectives ?

En outre, et c'était surtout vrai sous l'empire de la loi de 1936, les arbitres ou sur-arbitres des conflits collectifs n'avaient nullement les caractéristiques d'une juridiction civile. Leur rôle, comparable à celui des membres de la Commission mixte que convoque le Ministre du Travail en vue de la conclusion des conventions collectives, est essentielle-

(1) Voir en ce sens Cass. civ. 19 octobre 1937, Gaz. Pal. 1937-2-784.

ment de prendre les mesures nécessaires à la solution d'un conflit, par voie d'autorité et sans recours, sans aucun contrôle juridictionnel tel que celui de la Cour de Cassation ni même du Conseil d'Etat.

Pour répondre au troisième argument, il suffisait de faire remarquer que l'incorporation d'un texte au Code du Travail n'a nullement pour effet de déterminer la compétence du Conseil des Prud'hommes. C'est ainsi que ces derniers ne sont pas compétents pour faire appliquer les règles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs fixées par les articles 65 et suivants du Livre II du Code du Travail, alors qu'ils doivent appliquer les règles du Droit énoncées par d'autres textes, codifiés ou non.

Le dernier argument enfin, qui pouvait paraître le plus solide puisqu'il reposait sur le texte même de la loi, était en fait bien mince. Si l'alinéa 1 de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1936 stipule que « ces procédures seront organisées dans le cadre des lois existantes », deux interprétations en étaient possibles : ou bien la phrase voulait dire que le Gouvernement, en élaborant le décret fixant les modalités de la procédure d'arbitrage, ne pouvaient s'écarter du cadre des lois existantes, et en ce cas il s'agissait d'une pure et simple superfétation, car il est bien évident que le Gouvernement ne peut jamais prendre de décrets contraires aux lois. Ou bien, au contraire, le sens de la phrase n'était pas celui qui résultait de sa simple lecture, et il convenait alors de se reporter aux travaux préparatoires.

Or, cet alinéa 1 n'existait ni dans le projet du Gouvernement, ni dans celui qu'avait voté tout d'abord la Chambre. Par contre, lorsque le texte vint en discussion au Sénat, l'un des membres de l'Assemblée, M. Champetier de Ribes, redoutant peut-être que la pression des organisations syndicales

ne parvînt à faire adopter aux arbitres des mesures attentatoires aux droits des employeurs, avait tenu à ce qu'il soit précisé que « *les procédures nouvelles devraient se dérouler à l'intérieur des cadres légaux, du système de liberté et de propriété individuelles qui est le système actuel de la France* ». Le contexte de la brillante intervention de l'orateur établit bien qu'il avait bien moins en vue les détails de la procédure que les décisions des arbitres; malheureusement, il parla des procédures, et l'amendement qu'il soutenait et qui fut adopté en parle aussi; malheureusement encore, l'éminent sénateur n'avait pas remarqué que le dernier alinéa de l'article 5 disait, mais plus clairement, la même chose que l'amendement qu'il avait fait adopter. L'argument de texte s'effondrait donc à son tour.

**

La thèse que nous engageons ceux qui nous avaient fait l'honneur de nous consulter à adopter, nous paraissait en premier lieu plus conforme aux intérêts des ouvriers. Ils n'ont aucun intérêt, disions-nous, à revendiquer les règles formalistes du Code de Procédure civile. Tous les litiges où ils sont intéressés, particuliers ou collectifs, doivent recevoir leur solution selon les règles les plus simples et les plus rapides. C'est précisément là ce qui justifie l'institution des Conseils de Prud'hommes et généralement de tous les organismes du Droit du Travail.

Ce Droit obéit à des règles propres, qui participent à la fois du Droit civil et du Droit public; dès l'instant qu'il s'agit de conflits collectifs, c'est ce dernier caractère qui prédomine, et lorsque le législateur crée de nouvelles institutions pour la solution de ces conflits, les règles qu'il édicte se suffisent à elles-mêmes et n'ont pas à être comparées aux

règles du Droit civil ni complétées par elles. Les mesures de protection des conditions d'existence des travailleurs ont rejoint, dans le droit public, celles qui ont trait à leur sécurité et leur hygiène.

L'examen attentif du texte de la loi et de celui de son décret d'application montre bien que ces notions ont été présentes à l'esprit du législateur.

Et tout d'abord, après avoir décidé que la sentence arbitrale sera motivée et *sans appel*, l'article 6 de la loi décide : « Elle sera obligatoire; elle sera rendue publique ». C'est donc bien que le caractère obligatoire ne dépend de l'accomplissement d'aucune autre formalité que celles qui sont indiquées par la loi et son décret d'application. Il faut donc, et il suffit, que la sentence soit déposée au Ministère du Travail dans le délai prescrit. Moyennant cette formalité et celle de la publication, la sentence a pleine valeur obligatoire.

A cela on aurait pu répondre que le caractère obligatoire de la sentence déposée et publiée n'était pas en jeu, mais qu'en la soumettant à l'exequatur du Président du Tribunal, on cherchait précisément à lui donner la *force exécutoire* au sujet de laquelle la loi était muette. Mais s'il est exact que, comme les conventions collectives, les sentences arbitrales ont leurs ultimes effets dans les contrats individuels, il est bien évident qu'en demandant au Conseil des Prud'hommes de donner force exécutoire à la sentence à l'égard de l'un des salariés ou employeurs qui y était partie, soit personnellement, soit par son organisation professionnelle, on aboutit au même résultat pratique.

Quelles sont donc, en dernière analyse, les raisons qui militent contre la thèse de l'exequatur ? Ce sont celles qui

ont trait aux différences fondamentales qui existent entre l'arbitrage du Droit du Travail et celui du Droit privé.

a) L'arbitrage de la loi de 1936 est obligatoire, c'est-à-dire que sa mise en œuvre ne dépend pas essentiellement de la volonté des parties; or, en Droit privé, non seulement il n'est plus jamais forcé, mais il est encore prohibé en certaines matières (causes communicables).

b) Dans la loi de 1936, c'est la solution d'un conflit collectif, alors que dans le Code de Procédure, il s'agit d'un véritable procès privé, qui se déroule devant des juges privés.

c) Les arbitres du Droit commun sont librement choisis par les parties; ceux qui tranchent les conflits du travail doivent obligatoirement être pris sur certaines listes, dressées dans les conditions fixées par le décret d'application.

d) L'arbitrage du Code de Procédure civile est, sauf clause contraire, susceptible d'appel. La sentence du sur-arbitre ou des arbitres de la loi de 1936 ne l'est jamais; de même pour la requête civile.

e) Les arbitres du droit commun sont mis en action par un acte juridique appelé compromis, à défaut duquel leur sentence est nulle; au contraire, si l'une des parties à un conflit collectif du travail refuse de nommer un arbitre, celui-ci peut être nommé d'office par le Ministre du Travail, et la possibilité même de rédaction d'un compromis se trouve ainsi écartée.

Ainsi, nous pensons avoir amplement démontré l'inexactitude de la thèse de l'exequatur, et par là même précisé la véritable nature des sentences arbitrales de la loi de 1936. Ells constituent sans doute possible des actes spéciaux au Droit du Travail, soumis à certaines formalités qui se suffisent à elles-mêmes, et qui ne tirent aucun de leurs effets de

l'accomplissement des formes prescrites par le Code de Procédure civile.

**

Peut-on soutenir que cette controverse a perdu tout intérêt du fait de la promulgation de la loi du 4 mars 1938 et que, pour reprendre la formule de M^e Pitard dans une étude parue dans la « Vie Ouvrière » du 10 mars 1938, la loi de 1936 « a vécu » ? Nous ne le pensons pas.

Si, comme nous le verrons, la loi de 1938 a déclaré exécutoires les sentences qui n'étaient jusque là qu'obligatoires, si elle a définitivement tranché la question des voies de recours, il n'en résulte nullement une modification de la nature juridique de la sentence elle-même. Remarquons d'abord que la loi de 1936 n'a pas été abrogée par celle de 1938, qui a eu surtout pour but de la perfectionner et de fixer les règles d'établissement du taux des salaires. Dès lors, si les sentences arbitrales sont exécutoires désormais, elles ne cessent point, pour cela, d'être obligatoires, ce qui serait une absurdité. L'article 15 de la loi du 4 mars 1938 précise, au reste, que les sentences arbitrales sont obligatoires, indépendamment des formalités qui leur confèrent force exécutoire.

De plus, l'établissement d'un contrôle juridictionnel de la légalité des sentences ne modifie nullement le caractère propre de l'arbitrage obligatoire. Comme par le passé, les sentences arbitrales s'imposent aux Conseils des Prud'hommes; mais tandis que la jurisprudence antérieure à la loi du 4 mars lui reconnaissait le droit de contrôler la régularité de la sentence, en particulier du point de vue des droits de la défense, il n'y a plus lieu de lui reconnaître ce droit depuis l'institution de la Cour supérieure d'arbitrage.

Enfin, pas plus que par le passé, le Conseil des Prud'hommes ne peut se faire l'interprète de la sentence dont l'application lui est demandée : cette question va faire l'objet du chapitre suivant.

III

L'INTERPRÉTATION DES SENTENCES ARBITRALES

C'est un des plus anciens principes de notre Droit que le Juge de l'action est également juge de l'interprétation : « *ejus est interpretari cujus est condere* ». Ce principe s'applique-t-il aux arbitres et sur-arbitres statuant en vertu de la loi de 1936 et de celle du 4 mars 1938 ? Dans l'affirmative, sont-ils seuls investis du droit d'interpréter leurs sentences, ou partagent-ils ce droit avec le Conseil des Prud'hommes chargé de l'application de la sentence ?

Pour ceux qui veulent assimiler l'arbitrage obligatoire du Droit du Travail à l'arbitrage facultatif du Droit privé, la réponse ne saurait faire de doute : les arbitres, dessaisis par la sentence qu'ils ont rendue, ne peuvent interpréter leur sentence, à moins que les parties ne concluent à cet effet un nouveau compromis (V. Rep. Prat. Dalloz, Arbitrage, n° 487 et suivants), et l'interprétation appartient exclusivement au Tribunal civil.

Mais une telle argumentation ne fait encore que souligner l'impossibilité d'une assimilation des deux espèces d'arbitrage. Ce qui justifie le dessaisissement des arbitres, c'est tantôt l'expiration du délai prévu par le compromis, tantôt le fait qu'ils ont accompli le mandat que les parties leur ont confié par le compromis. Or, en matière de conflits collectifs du travail, il n'y a, par définition, pas de compromis. On peut même ajouter que, sous l'empire de l'ancien Code de Procédure civile, lorsqu'il existait en matière civile ou com-

merciale des litiges dont l'arbitrage était obligatoire, la Jurisprudence admettait que les arbitres puissent interpréter leurs sentences (V. Civ., 28 mars 1815, Req. 18 novembre 1818, R. 1133-1°). Cela prouve bien à quel point l'existence ou l'absence de compromis est le criterium de la distinction.

Dès lors, si l'on reconnaît aux arbitres des conflits collectifs du travail le caractère juridictionnel spécial qui est le leur, il n'y a aucune raison valable pour leur refuser le droit d'interpréter leur sentence, s'ils en sont requis par les parties. Nous estimons seulement que les conditions de régularité qui s'imposent dans l'élaboration de la sentence principale doivent être également appliquée à la sentence interprétative. C'est au reste ce qu'a décidé un Jugement du Tribunal Civil de la Seine (7^e Chambre, 20 décembre 1937, Gaz. Pal. 1938-1-74), qui, inaugurant la Jurisprudence attribuant au Conseil des Prud'hommes le droit de vérifier la régularité des sentences arbitrales dont l'application lui était demandée, a prononcé la nullité d'une sentence interprétative rendue à la requête d'une seule des parties, sans que l'autre ait été appelée; mais elle n'a nullement contesté le droit des arbitres et sur-arbitres à interpréter leurs décisions.

Nous verrons, à propos de la loi de 1938, que ces règles trouvent à s'appliquer, compte tenu des modifications de fond et de procédure qu'elle a apportées à celle de 1936, dans les mêmes conditions.

**

Il ne nous reste donc qu'à résoudre la dernière question posée plus haut : les arbitres partagent-ils l'interprétation des sentences avec le Conseil des Prud'hommes, dans les cas où ceux-ci sont chargés de leur application à un litige individuel ? Nous ne le croyons pas. Nous estimons, au

contraire, que le Conseil des Prud'hommes doit appliquer purement et simplement la sentence, en l'adaptant au litige et au contrat individuels qui lui sont soumis, mais qu'au cas où la sentence contient quelque obscurité ou imprécision, il doit renvoyer les parties à se pourvoir en interprétation devant les arbitres qui l'ont rendue. Ou bien en effet on adopte la thèse de l'assimilation des deux sortes d'arbitrage, et en ce cas le Tribunal Civil est seul compétent pour procéder à l'interprétation de la sentence; ou bien, au contraire, on se rallie à notre thèse, et en ce cas, il n'y a aucune raison pour que les arbitres des conflits collectifs n'aient pas, comme tous les juges, civils, criminels ou administratifs, le droit exclusif d'interpréter leurs sentences.

En appliquant ces principes, on doit considérer comme ayant abouti à des conclusions correctes par une argumentation vicieuse le jugement du Conseil des Prud'hommes de Clermont-Ferrand en date du 20 octobre 1937 (Gaz. Pal. 1938-1-78) : saisi d'une demande en paiement d'un complément de salaires dû en vertu d'une sentence arbitrale dont les termes présentaient quelque ambiguïté, le Conseil a refusé d'interpréter cette sentence; mais il a invoqué pour parvenir à ce résultat les articles 1020 et 1021 du Code de Procédure, et le fait que le Tribunal Civil serait seul compétent pour interpréter la sentence.

A plus forte raison, un Conseil de Prud'hommes saisi de l'application d'une sentence arbitrale obscure ne peut-il se permettre de n'en tenir aucun compte pour lui préférer les conclusions d'un expert nommé par lui, ainsi que l'a fait M. le Juge de Paix de Grand-Couronne statuant en matière prud'hommale, par un jugement (non publié) en date du 11 mai 1938, et actuellement frappé d'appel.

IV

L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DE 1936

On a, dans tous les milieux, reproché à l'arbitrage obligatoire de la loi de 1936, d'être dépourvu de sanctions pratiques; de fait, ce grief était surtout celui des milieux ouvriers, puisque au mois de février 1938, M. Chautemps pouvait déclarer à la tribune de la Chambre, que sur cinquante-trois cas d'inexécution de sentences arbitrales portés à sa connaissance, quarante-trois étaient le fait des employeurs.

Le principal obstacle à l'exécution forcée des sentences ne résidait pas tant dans l'absence de force exécutoire que dans le fait que l'exécution concernait essentiellement les individus représentés à l'arbitrage par leur organisation syndicale, alors que cette dernière seule était partie à la procédure; il ne s'offrait dès lors que deux voies : celle du recours en dommages-intérêts formé par l'organisation qui se plaignait de l'inexécution de la sentence, devant le Tribunal Civil; et celle de l'action individuelle des membres de l'organisation devant le Conseil des Prud'hommes. Tout autre procédé se heurtait à la règle : nul en France ne plaide par procureur.

Assez habilement, certaines organisations syndicales ouvrières avaient tenté de tourner cette règle en demandant l'application au cas d'une sentence arbitrale de l'article 31 v du Livre 1 du Code du Travail ainsi conçu : « *Les groupements capables d'ester en justice qui sont parties à une convention collective de travail peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention en faveur de chacun de leurs membres, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé, pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait déclaré*

s'y opposer ». La distinction à faire entre une convention collective et une sentence arbitrale est bien souvent assez mince, quant à leur contenu au moins, pour que l'on ait eu l'idée de chercher à faire appliquer cette disposition aux sentences arbitrales elles-mêmes.

Un jugement fort intéressant du Tribunal Civil de Montpellier, en date du 18 mars 1938, paru dans « La Voix des Industries Chimiques » de juin-juillet 1938, a rejeté cette assimilation, et déclaré que l'article 31 v ne pouvait s'appliquer au cas d'inexécution d'une sentence arbitrale. Notons qu'à notre sens, et ainsi que nous l'exposerons plus loin, une solution toute différente devrait prévaloir sous l'empire de la loi de 1938 (1).

Quant à l'action en dommages-intérêts devant le Tribunal Civil, il semble qu'il en ait jusqu'ici, été fort peu fait usage; un des seuls exemples parvenus à notre connaissance est celui du jugement de Montpellier que nous venons de citer : c'est qu'elle est généralement l'occasion de longueurs et de frais trop considérables, et que les milieux syndicaux hésitent généralement à mettre en œuvre une procédure avec laquelle ils sont peu familiarisés. Elle offre pourtant l'avantage certain de permettre d'obtenir, contre la partie récalcitrante, une astreinte élevée qui l'amène à composition.

Enfin, dans un litige au moins, une initiative du sur-arbitre avait amené un syndicat ouvrier, partie à un arbitrage, à tenter l'exécution directe de la sentence et à la considérer comme un titre suffisant pour justifier d'un commandement. Le sur-arbitre, M. Mosse, s'était en effet cru autorisé à revêtir la sentence qu'il avait rendue le 20 janvier 1938 de la formule exécutoire, et sa sentence étant con-

(1) Les décrets-lois du 14 novembre 1938 ont encore élargi le droit d'action directe et personnelle des syndicats (V. *Infra*, annexe I).

que de façon à pouvoir être exécutée sans liquidation préalable des droits des parties, le syndicat ouvrier avait fait commandement en vertu de cette sentence. Les employeurs ayant fait opposition au commandement, l'affaire venait devant le Tribunal Civil de Beaune; bien que ce dernier n'ait rendu son jugement que le 4 avril 1938, il ne s'est pas cru autorisé à faire rétroagir la loi du 4 mars, a déclaré que la sentence arbitrale ne pouvait avoir force exécutoire, et a critiqué nettement le procédé imaginé par le sur-arbitre; en conséquence, il déclare le commandement nul et non avenue. (Gaz. Pal. 1938-1-856).

V

LA JURISPRUDENCE

La jurisprudence devait apporter une confirmation très substantielle à la thèse que nous défendions. Dès le mois de décembre 1937, à l'occasion du pourvoi interjeté par une société fabricant des produits chimiques contre une sentence arbitrale, un certain nombre de principes devaient être formulés sinon dans l'arrêt lui-même, du moins dans le rapport présenté par M. le Conseiller Le Grix et surtout dans les remarquables conclusions de M. l'Avocat Général Lyon-Caen.

L'arrêt du 7 décembre 1937 (Gaz. Pal. 1937-2-931), est en effet très concis, et sa rédaction même rend un accent assez dubitatif. *A supposer*, dit la Cour, que les articles du Code de Procédure relatifs à l'arbitrage du Droit privé soient applicables à celui des conflits collectifs du travail, le recours en Cassation contre une sentence arbitrale n'est possible qu'autant que la sentence a fait l'objet d'un jugement ou arrêt rendu en dernier ressort, soit sur requête civile, soit sur appel, soit sur opposition à l'ordonnance d'exequatur.

Ainsi, la Cour évite de trancher la question. Mais beaucoup plus sûrement que cet arrêt, qui laissait la porte ouverte à bien des interprétations, le rapport du Conseiller rapporteur et les conclusions du Ministère public devaient avoir une influence sur la jurisprudence ultérieure. Nous donnons donc une brève analyse de ces dernières.

Après avoir constaté que dans le cadre même du Code de Procédure civile, les sentences arbitrales n'étaient pas directement susceptibles de pourvoi, seul argument retenu par la Cour, M. l'Avocat Général Lyon-Caen se demande ce qu'il faut entendre par l'expression « *dans le cadre des lois existantes* » employée par le premier alinéa de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1936. Pour répondre à cette question, il écarte tout d'abord la possibilité d'une référence aux dispositions des articles 104 et suivants du Livre IV du Code du Travail qui traitent de la procédure d'arbitrage facultatif devant le Juge de Paix, comme n'étant plus susceptible d'applications pratiques.

Reste donc l'éventualité d'une allusion aux articles 1020 et suivants du Code de Procédure civile. Or, M. l'Avocat Général fait d'abord remarquer que, devant la Chambre des Députés, le 29 décembre 1936,, M. Albin Paulin, rapporteur de la loi, a déclaré : «...Il n'y a aucune assimilation possible entre les arbitrages civils d'ordre individuel, visés par le Code, et les arbitrages des conflits collectifs du travail ». Idée profondément juste, dit M. Lyon-Caen, qui ne peut être qu'approuvée. Puis il rappelle les conditions dans lesquelles M. le Sénateur Champetier de Ribes a fait adopter l'amendement qui a donné naissance au premier alinéa de l'article 5.

Il en résulte donc que les arbitrages des conflits collectifs du travail échappent au contrôle de la Cour de Cassa-

tion : est-ce là une particularité, dès lors que les arbitres des conflits du travail ont des pouvoirs d'amiabiles compositeurs, et qu'en pareil cas, les sentences du Droit privé ne sont elles-mêmes susceptibles ni d'appel ni de pourvoi ? N'en est-il pas de même lorsque les parties s'abstiennent de soumettre la sentence à l'exequatur du Président du Tribunal ? « La situation créée par la loi du 31 décembre 1936 n'a donc rien, en soi, dans le droit commun de l'arbitrage, d'extraordinaire, et l'objection soulevée par le demandeur ne peut nous arrêter ».

Enfin, le distingué magistrat s'étend sur le caractère essentiellement administratif de l'arbitrage de la loi de 1936. Il se demande même si le Conseil d'Etat ne serait pas compétent pour connaître des sentences rendues en vertu de cette loi, vu qu'il s'agit là d'un véritable acte de contentieux administratif. Pour terminer, et après avoir fait une rapide incursion dans le domaine du Droit comparé et dans celui de l'arbitrage forcé de notre ancien Droit privé, M. l'Avocat Général montre l'impossibilité pratique à laquelle se heurterait la Cour si elle venait à casser une sentence arbitrale : tenue de renvoyer les parties devant un nouveau sur-arbitre ou de nouveaux arbitres, elle empièterait sur les attributions du pouvoir exécutif, puisque la loi confère le choix du sur-arbitre au Président du Conseil. « Tout, dit-il pour conclure « aussi bien dans le mécanisme et l'économie de la législation spéciale et nouvelle que dans le droit commun de l'arbitrage, s'oppose à la recevabilité d'un pourvoi en Cassation contre la sentence arbitrale qui vous est déférée ».

**

Bien que le texte même de l'arrêt du 7 décembre 1937 fût quelque peu ambigu, le remarquable développement dont

nous venons de donner l'analyse devait avoir sa répercussion immédiate sur les procès pendants sur des problèmes connexes. Dès le 21 décembre 1937 (Gaz. Pal. 1938-1-70), la Cour de Lyon reprenait les arguments que nous venons de reproduire pour rejeter l'appel interjeté contre une sentence arbitrale par une importante entreprise de textiles. A vrai dire, les appelants avaient conscience de se heurter dès l'abord aux dispositions de l'article 6, premier alinéa, de la loi de 1936, qui décide que « la sentence arbitrale sera motivée et sans appel ». Mais ils avaient tourné la difficulté en basant leur appel sur l'incompétence du sur-arbitre, et en invoquant l'article 454 du Code de Procédure civile, qui prévoit que l'appel est recevable du chef de la compétence même contre les jugements en dernier ressort.

Mais la Cour de Lyon a estimé que les motifs d'ordre public qui avaient poussé le Gouvernement à rejeter un amendement soutenu devant la Chambre par M. Dommange et tendant à permettre un pourvoi en cassation contre les sentences arbitrales en matière de conflits collectifs, valaient également en ce qui concerne l'appel. *« Attendu, dit la Cour, que si l'ordre public est intéressé à ce qu'un juge ne dépasse pas les limites de la compétence qui lui est attribuée par la loi et à ce qu'une telle violation puisse toujours être l'objet d'un recours, il l'est bien davantage à ce que soient exécutées sur le champ, à l'exclusion de tout procédé dilatoire, les sentences tranchant des conflits susceptibles de troubler la paix publique, et cela d'autant plus qu'ils se compliquent d'une déclaration de grève ».*

Ainsi, même du chef de la compétence, la Cour de Lyon écarte la possibilité de l'appel que l'article 6 de la loi de 1936 exclut formellement. Elle proclamait ainsi le caractère

spécial de l'arbitrage des conflits du travail, qui demeure étranger à toute règle de la procédure civile.

**

La question de savoir si les sentences arbitrales de la loi de 1936 devaient, pour être exécutoires, recevoir l'exequatur du Président du Tribunal Civil a été résolu, dans le sens de la négative, par deux jugements du Tribunal Civil de la Seine (7^e Chambre, appels de Prud'hommes), en date du 20 décembre 1937 (Gaz. Pal. 1938-1-74). Ces jugements ont, par la même occasion, résolu deux autres questions fort importantes : celle de l'interprétation des sentences et celle du contrôle de la régularité des sentences arbitrales.

Nous nous sommes précédemment suffisamment étendus sur la question de l'exequatur pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici très longuement. Bien que les deux jugements du 20 décembre déclarent qu'il serait téméraire de chercher une solution au problème dans les termes de l'arrêt de la Cour de Cassation du 7 décembre 1937, il se trouve que les arguments retenus par les jugements sont presque exactement ceux qu'à développés M. l'Avocat Général Lyon-Caen dans ses conclusions. L'opinion du Tribunal ne s'en écarte que dans la mesure où il met l'accent sur le caractère judiciaire des sentences et des procédures arbitrales, alors que M. l'Avocat Général avait surtout insisté sur le caractère administratif de l'institution.

En ce qui concerne le fond du débat, il convient de remarquer que les deux jugements infirmaient des décisions du Conseil des Prud'hommes de la Seine; dans la seconde affaire, le Conseil étant partagé avait fait appel à un juge de paix départiteur, qui avait en partie aperçu le problème, puisque son jugement commence par poser la distinction

entre « obligation » et « exécution » ; mais d'une façon assez paradoxale, il avait conclu que le caractère « obligatoire » de la sentence ne suffisait pas à entraîner son application par le Conseil des Prud'hommes saisi d'un litige individuel, et qu'il manquait à la sentence dont l'application était requise, d'avoir été soumise à l'exequatur du Président du Tribunal Civil.

La distinction ne fut pas perdue de vue par le Tribunal, qui décida qu'aucun exequatur n'était nécessaire pour faire naître une obligation que la loi ne subordonnait qu'aux conditions de publicité et de dépôt au Ministère du Travail, et que le Conseil des Prud'hommes devait nécessairement sanctionner à l'occasion des litiges individuels qui lui étaient soumis. Quant à l'exécution forcée et directe de la sentence, le Tribunal constatait très justement que la loi ne l'avait pas prévue, et que c'était volontairement que le législateur s'était abstenu de la prescrire. Il semble qu'ainsi le Tribunal ait épuisé définitivement le débat, car si l'exequatur du Président avait pu conférer force exécutoire à la sentence, les intentions du législateur eussent été violées ; par ailleurs, même une sentence arbitrale du droit commun est obligatoire par elle-même, indépendamment de tout exequatur : il n'y avait aucune raison de ne pas faire le même raisonnement à l'égard des sentences de la loi de 1936, que la loi déclarait expressément obligatoires.

En ce qui concerne, par ailleurs, le contrôle juridictionnel de la régularité des sentences, le premier des jugements du 20 décembre constate « qu'aucun texte, et en particulier aucune disposition de la loi du 31 décembre 1936 n'interdit à la juridiction prud'hommale d'examiner la validité des sentences arbitrales ». Il en tire cette conséquence que non seulement ce droit lui appartient, mais encore que c'est à

elle qu'est dévolu le soin de veiller à ce que les sentences arbitrales respectent « les lois existantes ». C'est ainsi que ce jugement déclare nulle et non avenue, comme ayant porté atteinte aux droits de la défense, une sentence interprétative rendue à la requête d'une seule des parties, l'autre n'ayant été ni admise à présenter ses observations, ni même convoquée.

Cet élément du jugement perd presque tout intérêt pour l'avenir depuis qu'il existe une juridiction spécialement chargée de vérifier la légalité des sentences arbitrales, qui est la Cour supérieure d'Arbitrage. Il va sans dire que, depuis la promulgation de la loi du 4 mars 1938, la prérogative que se reconnaissait le Tribunal de la Seine disparaît entièrement, et que le Conseil des Prud'hommes ne saurait partager les attributions de la Cour. Mais il reste de cette partie du dispositif que le Tribunal reconnaît implicitement le droit qu'ont les sur-arbitres et arbitres d'interpréter leurs sentences, ce qui n'est qu'un corollaire de leur caractère judiciaire spécial.

La Jurisprudence de la 7^e Chambre du Tribunal de la Seine a généralement été suivie par les Tribunaux de province. Nous pouvons citer en ce sens un jugement du Tribunal Civil de Versailles en date du 9 février 1938 (1). En sens contraire, outre les deux jugements du Conseil des Prud'hommes infirmés par les jugements du 20 décembre 1937 du Tribunal de la Seine et le jugement du Conseil des Prud'hommes de Clermont-Ferrand, en date du 20 octobre 1937 dont nous avons parlé ci-dessus à propos de l'interprétation des sentences, nous n'avons guère eu connaissance que d'un jugement du Tribunal Civil de Compiègne, actuel-

(1) V. la *Vie Ouvrière* du 10 mars 1938 et le commentaire de M^r Georges Pitard, et Gaz. Pal. 1938-1-662.

lement pendant devant la Cour de Cassation, et d'un jugement du Tribunal Civil de Bayonne en date du 5 février 1938, rendu par défaut, mais frappé d'opposition.

Notons, pour terminer, que la thèse de l'assimilation des deux espèces d'arbitrage soutenue par les quelques décisions ci-dessus, paraît avoir reçu son coup de grâce des mains de la Cour supérieure d'arbitrage qui, dans son arrêt du 15 juin 1938 (Gaz. Pal. 22 juillet 1938), a décidé très brièvement mais avec beaucoup de fermeté que « la procédure de conciliation et d'arbitrage est obligatoire; que par suite, l'absence de compromis d'arbitrage ne saurait entacher d'irrégularité les sentences arbitrales et surarbitrales ».

CHAPITRE III

La loi du 4 Mars 1938

L'application de la loi du 31 décembre 1936 avait révélé ses graves lacunes. L'absence de toute sanction pratique était parmi les plus graves. En outre, l'insuffisance des règles de solution des conflits apportées par le texte, l'incertitude quant aux voies de recours, leur inexistence même, avaient vivement attiré l'attention du Gouvernement et des syndicats ouvriers.

Au surplus, la plupart des lois de juin 1936, appliquées à contre-cœur par la direction des plus importantes entreprises, avaient révélé des inconvénients ou des insuffisances du même ordre. Aussi le Gouvernement de M. Chautemps avait-il élaboré un projet de « statut moderne du travail », destiné à combler les lacunes des lois de 1936 et à étendre les garanties qu'elles offraient aux intéressés. Ce statut devait régler six grandes questions : embauchage et licenciements, placement, statut de la grève, conventions collectives, statut des délégués ouvriers, et enfin arbitrage obligatoire. Bien que, dans l'esprit du Gouvernement, ce « statut moderne » constituât un ensemble indivisible, seul le projet sur l'arbitrage est entré, jusqu'ici, dans le domaine des réalités.

S'il en est ainsi, c'est principalement du fait que la réforme de l'arbitrage obligatoire était l'occasion de régler un des plus urgents problèmes qui se posaient aux salariés : celui de l'adaptation du niveau des salaires à celui du coût

de la vie toujours croissant. Au moment même où se discutait au Parlement le point de savoir si l'échelle mobile des salaires, admise par d'assez nombreuses conventions collectives, allait entrer dans le domaine législatif, un très grave conflit avait éclaté dans l'industrie des produits chimiques de la région marseillaise, à propos de l'interprétation de la convention collective de cette branche d'industrie, qui prévoyait, quoique en termes équivoques, l'adaptation des salaires au niveau du coût de la vie. Le conflit ne devait prendre fin qu'à la veille de la promulgation de la loi, lorsque le Ministre du Travail eût promis de déférer à la Cour supérieure d'Arbitrage qui allait être instituée, une sentence arbitrale qui portait atteinte aux droits acquis des ouvriers de certaines entreprises qui appliquaient l'échelle mobile, en décidant qu'à l'avenir, elle devait cesser de s'appliquer.

Ainsi, indépendamment du problème de bonne législation qui se posait au Gouvernement, les événements économiques et sociaux donnaient à la discussion du texte un grave caractère d'urgence. A vrai dire, la revendication de l'échelle mobile automatique fut repoussée, en grande partie par suite de l'hostilité du Sénat. Ce ne fut même qu'à grand peine que pût être instituée une révision périodique des salaires, combinée avec une adaptation aux augmentations anormales du coût de la vie.

L'ensemble du projet fut l'occasion, dans les deux assemblées, de longues discussions qui se prolongèrent tout au long du mois de février 1938 et des premiers jours de mars. Plusieurs « navettes » furent nécessaires pour mettre en harmonie le point de vue des deux Chambres. Le texte qui en résulta donna satisfaction, dans ses grandes lignes, aux organisations ouvrières qui, à l'époque, ne lui ont généra-

lement reproché que de comporter de trop grandes complications, et d'autre part, d'organiser un contrôle insuffisant de la situation des entreprises en vue de l'adaptation des salaires aux hausses du coût de la vie. Depuis la mise en application du texte, ce dont elle se plaignent le plus, c'est le caractère excessivement juridique des décisions de la Cour supérieure d'arbitrage et de la rigueur avec laquelle elle interprète l'article 10 : ils ont généralement du mal à concevoir une juridiction qui ne statue pas en fait et qui n'ait pas à se préoccuper des conséquences très graves que peut avoir, dans certains cas, l'annulation d'une sentence qui avait commencé à faire la loi des parties.

Quant aux milieux patronaux, leur hostilité à l'égard de la loi du 4 mars participe de celle qu'ils ont manifestée depuis deux ans à l'ensemble des lois sociales. Bien que le recours devant la Cour supérieure d'arbitrage ne soit pas suspensif, ils en ont fait, aux débuts de son fonctionnement surtout, un usage quelque peu immodéré, qui a immédiatement empêché la Cour de pouvoir statuer dans les délais qui lui étaient impartis, un peu avarement peut-être, par la loi (1).

II

ANALYSE DE LA LOI DU 4 MARS 1938

Avant d'aborder l'étude de la loi du 4 mars 1938, nous tenons à faire remarquer à nouveau qu'aucune de ses dispositions n'abroge celle du 31 décembre 1936, l'article 20 du

(1) Du 16 mai au 15 juin, la Cour a tranché 116 recours, 81 requêtes étaient d'origine patronale, sur lesquelles 55 ont été rejetées, 6 accueillies en partie, et 20 seulement accueillies pour le tout; du côté ouvrier, sur 32 recours, 15 ont été acueillis et 17 rejetés. Le Ministre du Travail avait introduit 3 recours. Au 15 juin 1938, la Cour a connu de la requête portant le numéro 297.

texte nouveau se bornant à déclarer abrogées « toutes dispositions contraires à la présente loi ». C'est ainsi que le principe général de l'arbitrage obligatoire continue, à notre sens, d'être énoncé par l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1936 : « Dans l'industrie et le commerce, tous les différents collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou tout lock-out ». Si le nouveau texte est muet sur ce point, c'est sans doute parce que, dans l'esprit des rédacteurs du projet primitif, la législation de l'arbitrage formait dans le « statut moderne du travail » un tout avec le texte sur le « statut de la grève » et les autres projets. Ce que la loi de 1938 modifie, c'est précisément les modalités des procédures de conciliation et d'arbitrage, en même temps qu'elle précise leur portée et les entoure de garanties supplémentaires (1).

La procédure de conciliation et d'arbitrage. — Les huit premiers articles de la loi ont pour objet l'organisation, dans le cadre des conventions collectives, des procédures d'arbitrage et de conciliation. C'est en effet aux conventions collectives qu'il appartient obligatoirement de créer les commissions paritaires de conciliation auxquelles devront être soumis les différents collectifs que les parties n'auront pu résoudre dans le délai que la convention devra également impartir. Cette commission est présidée par le Préfet ou son représentant (art. 1 et 2). Son rôle est particulièrement important, car c'est à elle qu'il appartient, au cas où l'accord ne peut être obtenu, de consigner dans un procès-verbal

(1) La Cour supérieure d'arbitrage a précisé, par un arrêt du 15 juin 1938 (Rec. des décisions de la C.S.A., J.O. p. 37, n° 280), que l'article 5 de la loi du 31 décembre 1936, qui donne mission aux arbitres d'établir un « règlement équitable des conditions du travail », reste en vigueur sous l'empire de la loi de 1938 et se combine avec les dispositions de cette dernière.

les motifs du différend; or, l'article 9, alinéa 1, interdit aux arbitres et surarbitres de se saisir des contestations non mentionnées dans le procès-verbal ou qui ne seraient pas la suite naturelle du conflit primitif.

La convention collective doit également désigner pour chaque partie un arbitre qui restera en fonctions pendant toute sa durée, et contenir une liste d'au moins cinq surarbitres. (Art. 3 et 4).

Pour les entreprises qui ne seraient pas liées par une convention contenant organisation de telles procédures, ou qui auraient pour objet l'exploitation d'un service public concédé, le décret prévu a été publié le 20 avril 1938; il prévoit également la procédure applicable aux conflits s'étendant à plusieurs entreprises régies par des conventions différentes, et à ceux qui intéressent différentes catégories de travailleurs liés par une même convention collective. La loi prévue sur la conciliation et l'arbitrage dans l'agriculture (art. 7), et qui devait être votée avant le 15 avril, n'a jamais vu le jour.

Les règles de fond. — Nous avons déjà vu que l'article 9 interdisait aux arbitres de statuer « ultra petita », et fixait à la commission paritaire de conciliation le soin de délimiter leur mission au moyen de la rédaction du procès-verbal de non-conciliation. Ce même article apporte une distinction qui rappelle celle du Droit scandinave, entre les conflits d'ordre juridique et les conflits économiques, en ce qui concerne les règles qui s'imposent aux arbitres et surarbitres chargés de les trancher; les conflits juridiques, en effet, sont ceux qui sont relatifs à l'interprétation d'une convention collective, d'une loi ou d'un décret sur le travail, et doivent être résolus selon les règles du Droit commun. Les seconds ont trait aux salaires et à leurs accessoires, ainsi

qu'aux conditions générales du travail, et les arbitres peuvent les trancher en équité.

A vrai dire, ce droit de juger les conflits économiques « en équité », est limité non seulement par l'article 10, autour duquel se livrèrent, au Parlement, les plus âpres combats, mais surtout par l'interprétation très stricte qu'en donne la Cour supérieure d'Arbitrage.

Pour qu'une demande de révision des salaires soit recevable, deux hypothèses sont à envisager : ou bien la variation de l'indice du coût de la vie n'a pas excédé 5 % depuis le moment où les salaires ont été fixés, et en ce cas la révision ne peut être effectuée que tous les six mois; ou bien, au contraire, la variation est égale ou supérieure à 10 %, et en ce cas, la demande est recevable à tout moment. La demande d'augmentation peut porter non seulement sur les salaires, mais aussi sur les allocations familiales.

Le taux de variation du coût de la vie détermine exactement le taux de variation des salaires, et par plusieurs arrêts, la Cour supérieure d'arbitrage a décidé que la proportion ne devait pas être excédée, de si peu que ce fût. Par contre, dans l'hypothèse actuelle de hausse des prix, si la hausse des salaires ne doit pas excéder celle du coût de la vie, elle peut ne pas l'égaliser si les représentants patronaux apportent la preuve que leur branche d'industrie locale, régionale ou nationale n'est pas en situation de supporter tout ou partie de la hausse des salaires envisagée. Ce n'est guère que sur ce point que peuvent s'exercer les pouvoirs d'appréciation des arbitres et surarbitres. La question avait du reste fait l'objet de discussions très énergiques entre les membres du groupe communiste à la Chambre d'une part, le Gouvernement et les autres groupes de l'autre, les premiers demandant que chaque employeur fut personnelle-

ment tenu de fournir les justifications de la situation de sa propre entreprise. Le différend était d'importance, car sur bien des points de la France, certaines entreprises prospères et puissantes existent à côté de concurrents moins heureux ; lorsqu'il s'agit de fixer les salaires, les entreprises les plus prospères bénéficient de la gêne des autres, la situation moyenne de la branche d'industrie apparaissant comme médiocre. La solution qui a prévalu est certainement contraire à l'esprit de collaboration au sein des entreprises que le Gouvernement d'alors s'efforçait d'établir.

Le procédé imaginé en ce qui concerne les justifications à fournir par les employeurs est plus heureux : ils ne sont pas tenus de produire leur comptabilité ni leurs bilans du seul fait qu'ils contestent le taux d'augmentation qui leur est réclamé ; mais s'ils n'en fournissent pas, il est bien évident que leur prétention doit être rejetée. Les pièces doivent être communiquées aux deux arbitres, patronal et ouvrier, qui en discuteront contradictoirement en présence du surarbitre. L'avis d'un expert peut être sollicité, mais l'expert comme les arbitres et le surarbitre seront tenus au secret professionnel (article 11).

Le contrôle de la légalité des sentences. — Cette question est traitée par les articles 12 et suivants. En premier lieu, le législateur n'a pas perdu de vue les difficultés auxquelles avaient précédemment donné lieu les questions de compétence « *ratione materiae* » : lorsque, sous l'empire de l'ancienne loi, une partie, généralement patronale, contestait le caractère collectif du différend et que le surarbitre passait outre, aucun recours ne s'offrait à elle, puisque, comme nous l'avons vu, la jurisprudence refusait, à juste titre du reste, d'appliquer en la matière l'article 454 du Code de Procédure. Désormais, les arbitres et surarbitres devront rendre

leur sentence sur la compétence dans les trois jours à compter de celui où ils auront été saisis, et ils ne pourront rendre leur sentence sur le fond que lorsque la sentence sur la compétence sera devenue définitive, c'est-à-dire lorsque le délai de trois jours à dater de la notification imparti pour se pourvoir devant la Cour supérieure d'Arbitrage sera expiré (art. 13). La Cour doit elle-même statuer dans les cinq jours du recours (art. 13, 2^e alinéa), obligation à laquelle elle n'a jamais, jusqu'ici, eu le loisir de se conformer.

Quant au recours devant la Cour supérieure d'Arbitrage, il s'effectue par une déclaration au Greffe du Tribunal Civil du lieu où la sentence a été rendue, ou au secrétariat de la Cour supérieure d'Arbitrage. La requête doit être signée du demandeur, ou d'un mandataire, ou d'un avoué ou avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. Le recours n'est pas suspensif, ce qui était indispensable pour éviter les procédures dilatoires, bien que le Sénat ait, par deux fois, voté le contraire.

Tandis que le recours des parties ne peut s'exercer que pour incompétence, excès de pouvoir et violation de la loi, le Ministre du Travail peut déférer la sentence à la Cour sur le fond dans la huitaine de sa date; en ce cas, deux représentants des employeurs et deux représentants des salariés sont appelés à siéger à côté des Conseillers permanents.

Enfin, comme tous les actes du Droit du travail, les pièces, sentences et arrêts sont dispensés de timbre et d'enregistrement.

L'application des sentences. — L'alinéa 1^{er} de l'article 15 décide que l'accord intervenu devant la commission de conciliation, ainsi que les sentences arbitrales et surarbi-

trales, sont *obligatoires*. En celà, la loi ne fait que maintenir les dispositions de la loi de 1936, et nous avons vu plus haut les conséquences que l'on peut tirer de ce caractère. Mais de plus, les deux alinéas suivants font aux arbitres deux obligations bien précises : 1) Ils doivent, dans les vingt-quatre heures de la date de leur sentence, la notifier aux parties; 2) Ils doivent, dans le même délai, déposer la sentence au Greffe du Tribunal Civil, et du seul fait de ce dépôt, la sentence n'a plus seulement valeur d'obligation, mais *force exécutoire*. C'est là une innovation importante, pour peu que l'on parvienne à préciser sa portée. Nous y reviendrons dans un chapitre spécial.

Quant à l'article 18, il stipule que lorsqu'une sentence arbitrale porte sur l'interprétation d'une convention collective ou sur les salaires, elle vaudra comme convention collective à la seule condition qu'elle ait fait l'objet du dépôt au secrétariat du Conseil des Prud'hommes ou au greffe de la Justice de Paix, prescrit par l'article 31 c du Livre 1 du Code du Travail. Le second alinéa de l'article 18 tire de ce principe sa conséquence logique : si la sentence a été rendue à l'égard d'organisations professionnelles considérées comme les plus représentatives, la sentence pourra faire l'objet d'un arrêté d'extension au même titre qu'une convention collective proprement dite. L'équivalence ainsi créée, qui rappelle les dispositions de certaines législations étrangères, ouvre de très intéressantes perspectives à l'exécution des sentences arbitrales, et nous y reviendrons dans le chapitre suivant. Elle innove hardiment sur le texte de la loi de 1936 qui ne donnait jamais à la sentence que la valeur d'un « règlement des conditions du travail ». C'est sans doute pour toutes ces raisons que certains membres du Parlement demandèrent, au cours de la discussion de la loi, la suppression de cet

article 18, en invoquant qu'il était inacceptable qu'un acte judiciaire pût imposer aux parties des conventions dont l'établissement ne pouvait résulter que de l'accord de leurs volontés.

Les conséquences juridiques de la loi. — Les règles de Droit imposées au surarbitre et le contrôle de l'application de ces règles qu'institue la loi du 4 mars 1938, ont-ils pour effet de modifier la nature juridique des sentences arbitrales, telle que nous l'avions dégagée des éléments offerts par la loi de 1936 ? Nous estimons au contraire que les caractères que nous avons relevés se trouvent encore précisés par la loi nouvelle.

En ce qui concerne le domaine propre de l'institution, nous avons vu, par l'examen de la jurisprudence relative à l'application de la loi de 1936, que l'opinion des Tribunaux était assez variable, les uns y voyant une dépendance du Droit administratif, les autres une institution originale et autonome du Droit du Travail. La première opinion manqua de peu s'inscrire dans la loi, puisque le projet gouvernemental primitif prévoyait un recours devant le Conseil d'Etat. L'institution de la Cour supérieure d'arbitrage, au contraire, devait faire prévaloir la seconde tendance.

Quoi qu'il en soit, les termes de la nouvelle loi sont suffisamment explicites pour que toute référence au Droit civil soit définitivement écartée. Il ne peut plus être question d'exequatur des sentences, puisque leur force exécutoire est expressément subordonnée à leur dépôt aux Greffes des Tribunaux civils. La question de l'appel, même sur la compétence, ne se pose plus, puisque l'article 13 l'interdit et fait juge de la compétence la Cour supérieure d'arbitrage elle-même. Le même article écarte la possibilité d'un pourvoi

devant la Cour de Cassation ainsi qu'auprès du Conseil d'Etat. Enfin, l'existence d'un compromis d'arbitrage n'est pas plus nécessaire aujourd'hui qu'hier à la validité de la sentence; on peut même dire que le procès-verbal de désaccord de la commission paritaire de conciliation en tient lieu.

Par contre, dès l'instant que la sentence arbitrale déposée au Greffe acquiert la force exécutoire, elle présente tous les caractères d'un jugement. De là diverses conséquences fort importantes.

1) Ainsi que nous l'avons vu, les arbitres et surarbitres sont exclusivement compétents pour interpréter leurs sentences. Ce droit, qui leur a été implicitement ou expressément reconnu par plusieurs arrêts de la Cour supérieure d'Arbitrage, peut, à notre avis, s'exercer sous deux conditions, dont la première exclut, du reste, la seconde : a) les parties doivent être d'accord pour demander au surarbitre d'interpréter sa sentence, ou dans le cas contraire, b) la partie qui sollicite l'interprétation doit saisir à nouveau la commission paritaire; la procédure suivra, en ce dernier cas, son cours habituel. Nous estimons également nécessaire que la sentence interprétative fasse l'objet du dépôt au Greffe prévu par l'article 15, faute de quoi l'interprétation serait seulement obligatoire au lieu d'être exécutoire comme la sentence principale, avec laquelle elle se confond; si la sentence principale vaut comme convention collective, la sentence interprétative devra, comme elle, faire l'objet du dépôt prescrit par l'article 31 c du Livre 1^{er} du Code du Travail. Comme toute juridiction, la juridiction arbitrale doit seulement s'abstenir de modifier sa première sentence

sous couleur de l'interpréter, et cela sous peine d'une nullité que la Cour ne manque pas de prononcer (1).

2) Dès qu'elle est devenue définitive, la sentence possède l'autorité de la chose jugée. Il en résulte d'abord que le même litige ne peut, en principe, faire l'objet d'un second arbitrage entre les mêmes parties, jusqu'à ce que la Cour ait annulé la première sentence et nommé un nouveau surarbitre. D'autre part, aucune juridiction n'est en droit de méconnaître la sentence ni de rendre un jugement contraire aux injonctions qu'elle contient; si la solution du litige dépend de celle d'une procédure d'arbitrage en cours, cette juridiction doit même surseoir à statuer jusqu'à ce que la sentence soit rendue et soit devenu définitive.

3) La juridiction arbitrale est seule compétente pour liquider les dommages-intérêts ou les astreintes auxquels elle a pû condamner. Si une nouvelle sentence est nécessaire à cet effet, il devra être procédé comme en matière d'interprétation.

4) La loi du 4 mars 1938 tire elle-même diverses conséquences du caractère juridictionnel des sentences; en premier lieu, elle doivent, comme tous les jugements, être motivées; elles doivent, de plus, être signifiées aux parties dans les formes spéciales de l'article 15, alinéa 3; enfin, les arbitres doivent statuer sur toutes les demandes des parties telles qu'elles sont déterminées par le procès-verbal de la commission paritaire de conciliation, mais ne peuvent statuer sur les faits survenus postérieurement à la rédaction du procès-verbal que s'ils sont la conséquence directe du ou des litiges primitifs.

(1) V. *Journal Officiel, Recueil des décisions de la Cour supérieure d'arbitrage, mai-juin 1938*, n° 29, pages 8 et 9, et n° 67, p. 7.

5) Enfin, comme toute juridiction d'exception, les arbitres et surarbitres ne peuvent connaître de l'exécution de leurs sentences.

II

L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES

Les sentences arbitrales de la loi de 1938 ne sont pas seulement obligatoires, mais elles sont encore exécutoires. Avant d'aborder l'examen des conséquences de ce dernier caractère, nous croyons le moment venu de préciser les conséquences de leur valeur obligatoire, telle qu'elle a été étendue par l'article 18.

A. — *Les conséquences du caractère obligatoire.* — Les sentences font naître, à la charge des parties à l'arbitrage, des obligations, qui entrent nécessairement dans le cadre classique des obligations de donner, de faire ou de s'abstenir. Les exemples d'obligations de donner que peut imposer une sentence sont nombreux : augmentation de salaires avec ou sans rappel au jour de la demande, indemnités diverses, etc. Comme exemple d'obligations de faire ou de s'abstenir, citons celle de reprendre le travail, de remettre une usine en marche, de réintégrer un ouvrier congédié pour son activité syndicale, etc.

D'autre part, des distinctions sont nécessairement à faire quant à la personne des créanciers et des débiteurs de ces obligations. Une procédure d'arbitrage peut en effet opposer à un syndicat ouvrier tantôt un syndicat patronal ou un groupe d'entreprises, tantôt une entreprise isolée; au contraire, le caractère collectif exigé du conflit pour qu'il soit de la compétence des arbitres, s'oppose absolument à ce qu'un salarié puisse s'y trouver individuellement partie. Or,

nous l'avons vu, la sentence arbitrale aura, dans la grande majorité des cas, des effets déterminants sur les contrats de travail individuels. Du côté ouvrier, le créancier — ou le débiteur — de l'obligation sera donc tantôt l'organisation syndicale et tantôt les ouvrier de l'industrie ou de l'entreprise représentées à l'arbitrage. Comme exemple, on peut citer le cas bien évident des augmentations de salaire : le syndicat se trouve, en pareil cas, créancier d'une obligation de faire, alors que les ouvriers se trouvent individuellement créanciers d'une obligation successive de donner; de même au cas de sentence ordonnant, sous peine d'une astreinte ou d'une indemnité, la réintégration d'ouvriers congédiés : l'astreinte ne pourra bénéficier qu'à l'organisation syndicale, alors que l'indemnité sera accordée aux ouvriers pris personnellement, qui ne sont pourtant pas parties à l'arbitrage.

Lorsque la sentence fait naître une obligation au bénéfice des salariés pris individuellement, le Conseil des Prud'hommes — et lui seul — est compétent pour en connaître. Nous pouvons laisser immédiatement de côté cette hypothèse qui ne comporte aucune difficulté. Rappelons seulement qu'à notre avis le Conseil des Prud'hommes ne peut interpréter les sentences dont l'application lui est demandée.

Telle était au moins la situation sous l'empire de la loi de 1936. La loi du 4 mars 1938 l'a modifiée par son article 18 de façon très importante, dans tous les cas où la sentence vaut comme convention collective, c'est-à-dire lorsqu'elle interprète une convention existante ou lorsqu'elle porte sur les salaires. En ce dernier cas, le tarif nouveau s'incorpore aux lieux et place de l'ancien dans cette convention, et l'ensemble de la législation constituée par les articles 31 et suivants du Livre 1 du Code du Travail s'applique à la convention ainsi modifiée.

De là diverses conséquences fort importantes :

1) La sentence peut faire l'objet d'un arrêté d'extension, si elle a été rendue à l'égard des organisations professionnelles les plus représentatives. Cette conséquence est expressément indiquée par le texte de l'article 18, 2^e alinéa.

2) L'interprétation ainsi que les tarifs successifs sont valables pour toute la durée de la convention : on ne peut admettre, en effet, que les parties puissent dénoncer le tarif ou l'interprétation séparément, étant donné le caractère juridictionnel de la sentence. Mais il va sans dire que si les parties usent de la faculté de dénonciation qui leur est offerte par les articles 31 m et 31 n, de même que si la convention, conclue pour une durée déterminée, vient à expiration et que les parties conviennent de ne pas la renouveler, la modification de la convention par la sentence cesse de produire ses effets en même temps que la sentence principale.

3) Inversement, si une organisation professionnelle ou un employeur use de la faculté que lui offre l'article 31 j d'adhérer à la convention collective, il doit y adhérer dans l'état où elle se trouve au jour de la notification au secrétariat du Conseil des Prud'hommes, avec toutes les modifications de tarif et interprétations qui résulteraient de sentences arbitrales.

4) Enfin, l'exécution de la sentence valant convention collective se trouve garantie par l'article 31 v, qui prévoit que les syndicats capables d'ester en justice qui y sont parties « peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention en faveur de chacun de leurs membres sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé, pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer ».

C'est là une exception unique dans notre Droit à la règle : « nul en France ne plaide par procureur ». Elle est à tel point exorbitante du droit commun, que le Tribunal de Montpellier a pû, à bon droit, refuser d'appliquer l'article 31 v à une sentence arbitrale de la loi de 1936 (V. supra page 28). Dans le cadre de l'article 18 de la loi nouvelle, un tel refus ne se justifierait plus. La combinaison de ces deux dispositions confère donc à un syndicat ouvrier le droit de se substituer à ses adhérents pour obtenir, par exemple, le paiement d'un rappel de salaires dû par suite de la fixation du point de départ d'une augmentation de salaires à la date de la demande, antérieure de plusieurs semaines à la date de la sentence.

Mais quel sera, en ce cas, la juridiction compétente ? La loi confère au syndicat un mandat « ad litem » pour exercer les droits et actions de ses adhérents. Peut-on concevoir que, du seul fait de la personnalité du mandataire, les règles ordinaires de la compétence soient modifiées ? Nous ne le pensons pas. Aux termes du Livre IV du Code du Travail, le Conseil des Prud'hommes est compétent pour connaître du contrat de louage de services ». Or, c'est bien à l'occasion de ce contrat que se pose la question de l'augmentation des salaires. Le mandat légal conféré au syndicat n'a d'autre intérêt que de faciliter l'application de la convention ou de la sentence arbitrale aux contrats individuels, en centralisant les demandes et en évitant la multiplication de procédures identiques et des frais qu'elles entraînent. Si la loi permet aux membres du syndicat de plaider « par procureur », ce n'est certainement pas pour les distraire à leurs juges naturels.

Il va sans dire que le syndicat ne pourrait pas user des latitudes que lui offre l'article 31 v pour greffer sur son action devant le Conseil des Prud'hommes une autre action qui lui serait propre, telle qu'une demande de dommages-intérêts née de l'article 31 u. Ce droit, qui a été expressément reconnu par le jugement de Montpellier en date du 18 mars 1938 que nous avons examiné, ne pourrait évidemment s'exercer que devant le Tribunal civil. Ce sera le cas pour toutes les obligations dont l'organisation professionnelle sera en propre la créancière.

Il semble que les syndicats n'aient pas, jusqu'ici, fait grand usage des moyens d'action judiciaire que leur offre le caractère obligatoire des sentences. Pourtant, outre la pure et simple action en dommages-intérêts complétée au besoin par une demande d'astreinte, le droit des obligations comporte des possibilités intéressantes. C'est ainsi que l'article 1144 du Code Civil dispose que « *le créancier peut aussi, en cas d'inexécution (d'une obligation de faire), être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur* ». Dans tels conflits récents où le gouvernement fut obligé d'avoir recours à la réquisition pour obtenir la réouverture d'usines non nationalisées travaillant pour la défense nationale, l'usage d'une telle faculté eût pu être du plus haut intérêt pour le syndicat ouvrier contre lequel était dirigé le lock-out. Certes, le Tribunal est juge de l'opportunité d'accorder ou de refuser l'autorisation sollicitée, mais dans des hypothèses aussi extrêmes que celle à laquelle nous venons de faire allusion, il n'y a guère de motifs pour refuser à une organisation syndicale le droit de procéder à la remise en route d'une usine fermée en contravention aux stipulations d'une sentence arbitrale, en fournissant toutes

les garanties pécuniaires et morales de nature à protéger l'employeur contre des abus de droit, toujours possibles.

B. — *Les conséquences du caractère exécutoire.* — Les sentences arbitrales de la loi de 1938 sont exécutoires, c'est-à-dire qu'elles sont susceptibles d'exécution forcée, sous la seule réserve de l'accomplissement de la formalité du dépôt au Greffe du Tribunal Civil prescrit par l'article 15, alinéa 4. Quelle est la portée pratique de cette disposition ? Telle sera la dernière question à laquelle nous devons répondre.

Une première remarque s'impose : il ne peut être question d'exécution forcée que dans la mesure où le jugement dont l'exécution est poursuivie a prononcé une condamnation. Or, le fait que les sentences arbitrales du Droit du Travail ne puissent contenir qu'assez exceptionnellement de telles dispositions restreint singulièrement la portée du 5^e alinéa de l'article 15 de la loi du 4 mars 1938. Il ne pourra être question d'exécution forcée proprement dite ni dans la plupart des cas de conflits relatifs à l'interprétation d'une convention collective, ni dans l'hypothèse d'un conflit économique à de très rares exceptions près, ni dans les litiges portant sur l'application de la plupart des lois et décrets sur le travail. Elle ne pourra être envisagée que pour les sentences comportant condamnation à des dommages-intérêts ou stipulation d'astreinte, pour celles qui, tranchant des conflits économiques, liquideraient les droits respectifs de chacun des salariés intéressés et représentés à l'arbitrage, et enfin, dans les cas tout à fait exceptionnels où une obligation de faire serait susceptible d'exécution directe.

A vrai dire, si les sentences contenant de telles condamnations sont encore assez exceptionnelles, il semble qu'elles pourraient être assez fréquentes si la pratique s'engageait

résolument dans cette voie, qui paraît être le meilleur moyen d'assurer le respect des sentences arbitrales, puisque seules de telles condamnations sont de nature à conférer aux sentences une valeur exécutoire effective.

Quant au droit des surarbitres de prononcer des condamnations de cet ordre, il ne saurait être mis en doute. La Cour supérieure d'Arbitrage l'a, à maintes reprises, reconnu, et notamment par deux arrêts en date des 23 et 30 mai 1938 (Rec. J. O., pages 10 et 33, Numéros 97 et 56), qui reconnaissent aux surarbitres le droit de fixer des indemnités au bénéfice d'ouvriers congédiés abusivement.

En ce qui concerne le droit de prononcer des astreintes, la sentence de M. Mosse, en date du 20 janvier 1938 (Gaz. Pal. 1938-1-663) qui a donné lieu au jugement du Tribunal civil de Beaune en date du 4 avril 1938 (Gaz. Pal. 1938-1-856, et supra, page 54), a été l'occasion pour la Cour de préciser sa jurisprudence. Cette sentence avait en effet été rendue à la suite d'un lock-out, et le surarbitre avait ordonné les mesures suivantes :

- 1) Réouverture de l'usine dans un délai de trois jours.
- 2) A l'expiration de ce délai sans que l'usine ait été remise en route, paiement à chaque ouvrier d'une indemnité journalière égale à l'allocation de chômage en vigueur dans la localité.
- 3) Versement à chacun des ouvriers de l'entreprise d'une indemnité de 2 fr. par jour depuis la date du lock-out jusqu'à l'expiration du délai de trois jours imparti pour la réouverture de l'usine.
- 4) Versement par l'employeur des prestations accessoires au salaire depuis la date du lock-out, et notamment de la

double prestation aux assurances sociales, à titre de supplément de dommages.

Par son arrêt du 15 juin 1938 (Rec. J. O., page 33, n° 56), la Cour a validé ces diverses condamnations, à l'exception toutefois de l'astreinte destinée à sanctionner le défaut de réouverture dans le délai de trois jours, pour laquelle le surarbitre n'avait pas précisé « dans quelles conditions et à l'expiration de quel délai lesdites indemnités devaient prendre fin ». La Cour paraît donc exiger que les sentences ne contiennent que des astreintes immédiatement liquidables. C'est peut-être là une entrave à la pleine efficacité de ces dernières, entrave qui se justifie mal si l'on reconnaît aux surarbitres le droit de liquider eux-mêmes par une seconde sentence les condamnations qu'ils ont pu prononcer. (V. supra, page 39 et décret-loi du 14 novembre 1938, infra page 93).



Ayant ainsi délimité le domaine de l'exécution forcée des sentences arbitrales, il nous reste à nous demander qui peut poursuivre l'exécution forcée, et de quelle manière.

1) *Qui peut exécuter.* — La réponse paraît, à première vue, assez simple : seule peut poursuivre l'exécution de la sentence la partie au profit de laquelle elle a été rendue. Mais du côté ouvrier au moins, cette partie sera toujours une organisation syndicale, qui agit sans aucun doute en son nom personnel, mais aussi, et surtout, au nom de ses adhérents. Lorsqu'elle exécute une condamnation prononcée à son profit exclusif, il n'y a pas de difficulté. Le problème se complique, par contre, lorsque la sentence qu'elle a obtenue contient des condamnations au bénéfice de certains de ses adhérents pris individuellement; ce sera le cas lorsque des ouvriers congédiés pour leur action syndicale ou en leur

qualité de délégués, auront obtenu du surarbitre une indemnité de renvoi abusif. En ce cas, il semble bien que le syndicat, qui avait qualité pour représenter ses membres au cours de la procédure d'arbitrage, étant donné l'intérêt collectif du différend, ait aussi qualité pour poursuivre l'exécution directe, en son nom personnel, mais au profit des ouvriers congédiés.

Mais ces bénéficiaires individuels de la sentence seraient-ils admissibles à poursuivre directement et personnellement l'exécution de la partie de la sentence qui leur profite ? On pourrait être tenté de répondre par l'affirmative, en considérant que, dans une pareille hypothèse, le syndicat stipule pour autrui, et que par l'exercice direct de leur droit, les salariés bénéficiaires d'une condamnation manifestent simplement leur acceptation de la stipulation. Mais une sentence arbitrale n'est pas un contrat, même judiciaire. Si elle peut contenir des condamnations au profit d'une personne étrangère à la procédure, c'est seulement dans la mesure où celle-ci y est représentée par son organisation syndicale. Là encore, les bénéficiaires de condamnations, comme au reste tous les salariés intéressés à la sentence à quelque titre que ce soit et quelque soit la nature du conflit, plaident par procureur.

Il appartiendra donc à l'organisation syndicale seule de poursuivre l'exécution des condamnations de ce genre. Il va sans dire qu'elle a l'obligation stricte de rendre compte aux bénéficiaires de l'exécution du mandat légal qui lui est conféré, qu'elle est comptable envers eux des deniers qu'elle viendrait à recueillir en l'exerçant, et que toute infidélité dans cette tâche l'exposerait à des dommages-intérêts non seulement à l'égard des bénéficiaires, mais aussi, pensons-nous, à l'égard des débiteurs de ces condamnations. Par

contre, nous pensons que rien ne s'oppose à ce que le syndicat, comme tout mandataire, retienne sur le montant des sommes recueillies par lui, la part des frais d'exécution qui incombe à chacun des intéressés.

Reste l'hypothèse où certains des bénéficiaires d'astreintes ou de dommages-intérêts ne seraient pas adhérents au syndicat qui a obtenu la sentence. On ne peut, en pareil cas, songer à appliquer les présomptions légales édictées par les articles 31 k et suivants du Livre 1 du Code du Travail, car elles ne peuvent être étendues à d'autres objets que ceux prévus par la loi, et ne peuvent, dès lors, déterminer les modalités de l'exécution forcée des sentences arbitrales, même au cas où celles-ci valent comme conventions collectives. Au reste, la partie d'une sentence qui vaudra comme convention collective sera toujours celle qui ne sera pas susceptible d'exécution forcée, et inversement. De même, si l'article 31 v permet aux syndicats d'exercer les droits et actions que leurs membres tirent d'une convention collective, ce droit est limité d'abord aux conventions collectives, et ensuite aux seuls membres du syndicat.

Ainsi, non seulement les syndicats ne peuvent poursuivre l'exécution des sentences au profit des salariés non adhérents, mais de plus les salariés non syndiqués ne peuvent poursuivre cette exécution en leur nom personnel, puisqu'ils n'étaient même pas représentés à l'arbitrage. Leur seul droit est de s'adresser à la juridiction prud'homale pour obtenir le bénéfice de la sentence en vertu de son caractère obligatoire pour l'employeur qui y était partie, et encore dans le seul cas où, la sentence valant comme convention collective, les présomptions des articles 31 k et suivants trouveraient à s'appliquer, ou encore si la sentence, intervenue

entre organisations syndicales les plus représentatives, avait fait l'objet d'un arrêté d'extension.

2) *Comment peut-on exécuter ?* — Sur ce point, les sentences obéissent aux règles générales de l'exécution des décisions de justice, et nous avons seulement à envisager l'application de ces règles aux diverses hypothèses qui peuvent se présenter en cette matière.

a) *Commandements et saisie-exécution.* — Les sentences arbitrales déposées ne peuvent servir de titre à un commandement ou à une saisie-exécution sur les meubles du débiteur qu'autant qu'elles comportent condamnation à des sommes déterminées, et qu'elles donnent naissance à des créances certaines, liquides et exigibles. Ainsi, même liquide et certaine, la créance née d'une astreinte ne peut donner lieu à commandement suivi de saisie, tant que le terme prévu pour l'astreinte n'est pas atteint, ou tant que l'astreinte, bien que certaine, n'est pas liquidée. Par contre, la sentence ordonnant une augmentation de salaires pourrait faire l'objet d'un commandement, si le surarbitre prenait soin de liquider les créances de chacun des ayant-droit à la date de la sentence.

De plus, et cette observation est commune à tous les modes d'exécution, de même qu'aucune exécution n'est permise en vertu d'un jugement non signifié, la notification de la sentence dans les formes de l'article 15, alinéa 2 et 3 de la loi 4 mars 1938 nous paraît nécessaire pour que l'exécution puisse être commencée; nous estimons, toutefois, que l'inobservation du délai de vingt-quatre heures imparti pour cette notification ne serait pas une cause de nullité du commandement, car ce délai est imposé aux arbitres et surarbitres et non aux parties, qui ne peuvent souffrir de la négligence d'un tiers.

b) *Saisies-arrêts*. — La sentence arbitrale déposée constituant un titre exécutoire, toute partie au profit de laquelle elle édicte une condamnation est fondée à pratiquer une saisie-arrêt contre la partie condamnée, et cela sans autorisation du Juge, pourvu que la créance soit certaine et liquide; par ailleurs, la saisie-arrêt étant un acte conservatoire en même temps qu'une voie d'exécution, il n'est pas nécessaire que la créance soit exigible : c'est ainsi qu'une créance d'astreinte pourra faire l'objet d'une saisie-arrêt avant que le terme imparti soit atteint, sauf au Tribunal saisi de la validité à surseoir à statuer en attendant la venue du terme.

Quant à la saisie-arrêt pratiquée avec l'autorisation du Juge au moment de l'introduction de la procédure d'arbitrage, elle présente des incertitudes et des dangers tels pour ceux qui tenteraient de l'utiliser, qu'elle est entièrement à écarter. Au reste, il est peu probable que l'autorisation du juge soit susceptible, dans de telles conditions, d'être accordée.

c) *Hypothèque judiciaire*. — Les sentences arbitrales de la loi de 1938 comportent nécessairement hypothèque judiciaire sur les immeubles de la partie condamnée, puisque la Jurisprudence interprète l'article 2123 du Code civil dans son sens le plus large, et admet que l'hypothèque s'attache aux jugements de toutes les juridictions, sans exception, civiles, commerciales, prud'hommales, pénales et administratives. Or, les sentences arbitrales de la loi du 4 mars 1938 sont de véritables jugements, auxquels la loi donne force exécutoire sans faire aucune réserve. Il n'y a dès lors aucune raison pour leur refuser la conséquence normale de cette force exécutoire, à la seule condition qu'elles contiennent des condamnations. Mais les hypothèques, de quelque nature

qu'elles soient, et même les judiciaires, pouvant être constituées en vue de garantir des créances indéterminées, éventuelles, à terme ou soumises à une condition, l'hypothèque judiciaire peut être inscrite en vertu d'une sentence arbitrale même pour avoir garantie d'une condamnation à une astreinte ou à des dommages-intérêts non encore liquidés ou non encore exigibles, pourvu seulement que l'obligation qu'elle fait naître soit appréciable en argent.

Conclusion

La loi du 4 mars 1938 marque un progrès incontestable sur celle du 31 décembre 1936, dans la mesure où elle élargit et précise le domaine de l'arbitrage obligatoire, tout en le soumettant à un contrôle juridictionnel sérieux. Nous estimons toutefois qu'elle présente encore d'incontestables lacunes, dont la plus grave est certainement l'absence de toutes sanctions pénales, que de nombreuses législations étrangères ont pourtant instituées. Certes, le décret-loi du 2 mai 1938 (art. 99 c du Livre I du Code du Travail) a, en partie répondu à ce grief en réprimant par une amende de 500 francs au maximum, 3.000 francs en cas de récidive, le fait pour un employeur de payer des salaires inférieurs à ceux fixés par une convention collective ou une sentence arbitrale ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension.

Mais le texte est très restrictif : seules les dispositions des sentences arbitrales relatives aux salaires bénéficient de la protection pénale nouvelle, et encore n'en bénéficient que les seules sentences ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension, ce qui, jusqu'ici, est demeuré une procédure exceptionnelle. De plus, et cette restriction est plus grave encore, car elle porte sur la mise en œuvre de l'action publique, celle-ci appartient exclusivement au Ministre du Travail. Le Gouvernement se trouve ainsi être seul juge de l'opportunité de la poursuite, à l'exclusion non seulement du Ministère public et des intéressés eux-mêmes, mais aussi de l'Inspection du Travail dont ce serait le rôle normal. L'application de la loi se trouve donc subordonnée à la volonté de l'exécu-

tif, qui sera plus souvent tenté de s'abstenir que de poursuivre.

Quoi qu'il en soit, l'arbitrage obligatoire, dans sa forme actuelle, est de nature à faciliter l'application de l'ensemble de la législation sociale existante, en évitant non point que les conflits éclatent, mais au moins qu'ils se prolongent dangereusement. Mais il semble que c'est là tout ce qu'il soit possible de lui demander. Depuis qu'il a été institué, des conflits d'une gravité certaine ont éclaté, et il est remarquable que deux au moins d'entre eux, celui des produits chimiques de la région marseillaise et celui du bâtiment de la région parisienne, soient nés à propos de sentences arbitrales défavorables aux salariés; le premier de ces conflits ne s'est terminé que par le recours du Ministre du Travail contre la sentence rendue par M. de Ségogne, qui a été annulée par la Cour supérieure d'arbitrage par un arrêt du 24 mai 1938; quant au second, il a fallu les dramatiques événements de septembre 1938 pour y mettre un terme et consacrer un échec ouvrier. A l'heure même où nous terminons cette étude, le conflit du bâtiment de Lyon vient de rebondir à la suite de l'arrestation d'un secrétaire de la Fédération ouvrière, et risque d'entraîner une grève de solidarité de toutes les industries de la région lyonnaise.

C'est dire que l'arbitrage obligatoire est incapable de faire régner une paix sociale qui, à la lumière de l'histoire contemporaine de tous les pays, apparaît comme une pieuse illusion; là où cette paix règne encore, c'est pour des raisons qui n'ont que de lointains rapports avec la perfection des institutions : l'arbitrage obligatoire des pays scandinaves s'inspire d'une technique juridique qui n'est ni pire ni meilleure que la nôtre, qui lui a fait, du reste, quelques emprunts; mais il est suffisant pour régler les rapports entre

employeurs et salariés, parce que l'ensemble de l'économie de ces pays, soustraits en grande partie aux compétitions internationales par la nature même de leurs productions, entraîne des antagonismes sociaux moins vifs; ceux-ci se sont apaisés aussi parce que, de très bonne heure, les classes dirigeantes ont su consentir à des concessions et des accords durables parce que sincères.

En France, l'arbitrage obligatoire est susceptible, avec le temps, d'avoir quelques effets salutaires, mais dans la stricte mesure où la classe ouvrière n'aura pas le sentiment que ses intérêts fondamentaux se trouvent menacés. Aussi longtemps qu'elle n'aura pas acquis de certitude dans la solidité de ses conquêtes, la grève demeurera son moyen d'action préféré à toute arme juridique.

Vu :

Le Président :

W. OUALID

Vu :

Le Doyen :

RIPERT

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur

de l'Académie de Paris :

ROUSSY

ANNEXE I

Le Décret-loi du 14 Novembre 1938

ANNEXE I

LE DECRET-LOI DU 14 NOVEMBRE 1938

L'exposé général des motifs des décrets-lois du 14 novembre 1938 présente celui qui concerne les procédures de conciliation et d'arbitrage comme une compensation accordée à la classe ouvrière, en contrepartie des « sacrifices » très lourds et de toutes natures que lui imposent les autres décrets, et particulièrement celui qui abroge pratiquement la loi des quarante heures.

En fait, ce texte apporte de sérieuses améliorations au régime instauré par la loi du 4 mars 1938, tant du point de vue de la procédure que de celui des sanctions et de l'exécution des sentences. Il est seulement regrettable qu'il comporte quelques obscurités et quelques inconséquences qu'une discussion parlementaire un peu sérieuse eussent certainement évitées.

1) *Modifications de procédure*

A) LES SENTENCES SUR LA COMPETENCE. — La plus importante des modifications de procédure est celle qui a trait aux sentences sur la compétence. L'article 12 de la loi du 4 mars 1938, nous l'avons vu, faisait aux arbitres ou surarbitres dont la compétence était contestée par l'une des parties, une obligation de statuer sur cette exception par une sentence séparée. Or, les milieux patronaux avaient fait de cette disposition un abus qui a largement contribué à encombrer le rôle de la Cour supérieure d'Arbitrage, en se pourvoyant devant elle contre ces sentences préparatoires avec une persistance regrettable, et alors même que la jurisprudence de la Cour sur la définition du conflit collectif était précisée depuis longtemps. Aux longueurs propres à la procédure d'arbitrage proprement dite venaient s'ajouter celles de la procédure devant la Cour, la sentence sur le fond ne pouvant être rendue que lorsque la première était devenue définitive, par le rejet de la requête patronale.

Désormais, les arbitres et surarbitres auront seulement la *faculté* de statuer sur leur compétence par une sentence préalable, qui devra être rendue dans les trois jours de la date où ils auront été saisis (art. 1). En fait, on ne comprend pas très bien la portée de

la « faculté » qui leur est ainsi offerte. Elle leur permettra sans doute de se dispenser de statuer au fond lorsqu'ils s'estimeront saisis d'un différend qui n'a pas un caractère collectif. Mais dans tous les autres cas, les longueurs que l'on avait jusqu'ici à déplorer se reproduiront. L'efficacité du texte aurait gagné à ce qu'une distinction fût faite entre le cas où les arbitres et surarbitres s'estimeraient incompétents et celle où s'estimeraient compétents, la règle, en ce second cas, devant être de rendre une seule sentence, sur la compétence et sur le fond.

En tout cas, le fait qu'il aura été statué sur la compétence et sur le fond par une seule sentence, cessera d'être une cause de nullité de cette dernière.

B) LA PROCEDURE DU RENVOI. — L'art. 14, dernier alinéa, de la loi du 4 mars 1938, prévoit l'obligation pour la Cour supérieure d'Arbitrage de nommer un nouveau surarbitre lorsqu'elle annule une sentence. Or, il arrivait fréquemment que la sentence rendue par le nouveau surarbitre sur le renvoi ordonné par la Cour, fût à son tour l'objet d'un recours, d'où de nouvelles longueurs dans la solution des conflits. Aussi l'article 3 du décret décide-t-il qu'en pareil cas, et pour mettre fin à la succession des sentences et des recours, l'affaire sera renvoyée devant l'un des rapporteurs de la Cour, qui devra procéder à un complément d'instruction et rendra une sentence que la Cour devra homologuer en Chambre du Conseil, et qui sera définitive et sans appel.

2) Renforcement des moyens d'application

A) LE DROIT D'ACTION DES SYNDICATS. — Nous avons signalé l'importance de l'article 18 de la loi du 4 mars 1938, qui assimilait les sentences intervenues sur les salaires ou sur l'interprétation des conventions collectives à des conventions proprement dites, et permettait ainsi la mise en œuvre de la procédure instituée par l'article 31 v du Livre I du Code du Travail.

Or, cette faculté, que nous avons déduite des termes de la loi, et qui paraît du reste devoir être consacrée par la Jurisprudence, a été expressément étendue, par l'article 5 du décret, à toutes les sentences arbitrales et surarbitrales, ainsi qu'aux procès-verbaux d'accord intervenus devant les commissions paritaires de conciliation. Il y a là un pas très important dans la voie de l'application des sentences arbitrales.

A l'avenir, toutes les sentences même non déposées au Greffe du Tribunal Civil, donneront aux syndicats qui y ont été parties le droit d'exercer, en leur nom personnel, les droits et actions qui en naissent pour chacun de leurs adhérents, sous la seule réserve que ceux-ci aient été avertis et n'aient déclaré s'y opposer. Le droit d'intervention des adhérents à l'instance est réservé dans

les mêmes termes que dans l'article 31 v du Livre I du Code du Travail, dont le texte a simplement été modifié pour remplacer les mots « convention collective » par « sentence arbitrale, etc. ».

B) LIMITATION DU DROIT DE FAIRE ECHEC A UNE SENTENCE ARBITRALE PAR UNE NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE. — Afin de se soustraire aux effets d'une sentence arbitrale qui leur était défavorable, certains employeurs avaient imaginé de conclure avec des organisations syndicales plus dociles mais généralement moins représentatifs que celles qui avaient obtenu la sentence, une convention collective qui en réduisait les effets : la présomption d'application édictée par l'article 31 r du Livre I du Code du Travail permettait de l'imposer à tout le personnel.

L'article 4 du décret-loi du 14 novembre 1938 empêchera désormais une pareille manœuvre : dans un délai de trois mois à dater de la notification de la sentence, il sera interdit à l'employeur de signer de convention avec d'autres organisations que celle qui a été partie à la procédure d'arbitrage.

Quelle sera la sanction de cette interdiction ? Bien que le texte ne le dise pas expressément, ce sera sans aucun doute la nullité de la convention signée dans les conditions qu'il prohibe. Mais cette nullité ne peut, à notre avis, être invoquée ni par le groupement signataire de la convention, qui en est entachée, ni par ses membres, qui ne pourront s'en dégager qu'en accomplissant les formalités des articles 31 n et 31 o : démission du syndicat signataire, et déclaration au secrétariat du Conseil des Prud'hommes. La convention est seulement nulle à l'égard des tiers, c'est à dire pour tous les membres du personnel non directement représentés à la conclusion, auxquels la présomption d'application de l'article 31 r ne pourra être opposée.

Remarquons, au reste, que si cet article exclut certaines manœuvres, il en rend possible de bien plus graves : si le syndicat qui engage la procédure d'arbitrage se trouve être l'un des moins représentatifs dans l'entreprise ou l'industrie, les employeurs peuvent trouver dans l'article 4 le moyen de se soustraire pendant trois mois à la conclusion d'une convention avec l'organisation la plus représentative, sous prétexte que celle-ci n'a pas été partie à l'arbitrage qui a fixé les conditions du travail. La seule ressource de celle-ci sera de contraindre l'employeur ou le groupement qui se retranche derrière l'article 4 du décret à signer, en tout état de cause la convention dont elle réclame la mise en vigueur : si le caractère relatif de la nullité établie par cet article correspond à la réalité, il en résultera au moins que la convention sera applicable dans les rapports entre employeurs et membres du syndicat signataire, les autres ne pouvant en réclamer l'application, s'ils la jugent favorable, qu'à condition de la faire

signer également par le syndicat qui a été partie à l'arbitrage; s'ils la jugent défavorable, ils peuvent invoquer son inopposabilité à leur égard.

3) Renforcement des sanctions

Ce troisième objet du décret répond dans une certaine mesure, et sous quelques réserves que nous formulerons, au principal reproche que nous formulons dans notre conclusion à l'étude de la loi du 4 mars 1938. Les sanctions des articles 6, 7 et 8 du décret sont en effet assez satisfaisantes et peuvent contribuer à assurer l'exécution des sentences arbitrales.

A) ASTREINTES. — Le droit des arbitres et surarbitres à prononcer des astreintes destinées à assurer l'exécution rapide de leurs sentences n'a jamais été sérieusement contesté. L'innovation de l'article 6 consiste, au cas d'inexécution d'une sentence par une partie au différend collectif qu'elle tranche, dans le droit accordé à toute personne intéressée à l'application de cette sentence de s'adresser aux arbitres et surarbitres qui l'ont rendue, afin d'obtenir qu'ils ordonnent une astreinte dont le montant sera au maximum de 1.000 francs par jour de retard à la charge des individus ou groupements qui en sont responsables.

Dans ce cas, les arbitres ou surarbitres qui ont rendu la première sentence, peuvent donc être saisis directement, sans qu'il soit nécessaire de procéder au préliminaire de conciliation. Le moyen de contrainte ainsi créé est mis à la disposition des parties patronales comme des parties ouvrières, qu'elles aient pris une part directe à la procédure d'arbitrage, ou qu'elles y aient seulement été représentées par leur groupement professionnel. Enfin, la nouvelle sentence prononçant l'astreinte peut être déférée à la Cour supérieure d'arbitrage dans les conditions habituelles.

Mais lorsque nous avons envisagé, jusqu'ici, la question des astreintes ordonnées par les arbitres et surarbitres, nous avons toujours considéré le cas d'astreintes prononcées au profit des parties à la sentence. Or, l'article 6 décide que désormais, le montant des astreintes ordonnées de la façon que nous venons de voir, sera versé au Trésor public, qui l'affectera au profit d'organismes publics d'intérêt social. L'astreinte prend donc le caractère d'une véritable amende.

Qui, dès lors, en assurera le recouvrement ? Sera-ce la personne qui a provoqué la sentence ordonnant l'astreinte, ou la partie qui a obtenu la sentence principale, ou enfin le Trésor public ? Certes, la sentence est exécutoire, mais, nous l'avons vu, elle ne l'est qu'au profit de la partie qui l'a obtenue; s'agissant d'une sentence complémentaire que « tout intéressé » peut provoquer, il semble que seul cet intéressé, quel qu'il soit, et en premier lieu

le syndicat qui a engagé la procédure, puisse en poursuivre l'exécution. Mais en ce cas, le Trésor public, bénéficiaire de l'amende, devrait logiquement supporter les frais d'exécution, toutes les fois que le redevable ne s'acquitte pas volontairement. Pourrait-il se substituer à « l'intéressé » et user en vue du recouvrement des moyens expéditifs dont il a le privilège ? Il faudra certainement qu'un nouveau texte vienne préciser les conditions d'application de l'article 6.

B) SANCTIONS DE L'INEXECUTION PAR UNE PARTIE PATRONALE. — Lorsque l'inexécution d'une sentence arbitrale est imputable à un employeur ou un groupement d'employeurs et aura été constatée par une sentence de l'article 6, ces personnes seront à l'avenir inéligibles pendant trois ans aux fonctions de membres des Chambres de Commerce et de Métiers, au Conseils de Prud'hommes et aux Tribunaux de Commerce. En outre, pendant le même délai, il leur sera fait interdiction de participer à une entreprise de travaux ou un marché de fournitures pour le compte de l'Etat ou d'une collectivité publique. Cette dernière incapacité est moins grave qu'il ne paraît, car le Ministre du Travail, d'accord avec le département ministériel dont le contrevenant est fournisseur, peut le relever de l'interdiction toutes les fois que ce sera indispensable. Celà protège contre l'application du deuxième alinéa de l'article 7 les plus importantes industries travaillant pour la défense nationale; celles-là mêmes dont les ouvriers ne peuvent refuser d'effectuer des heures supplémentaires.

C) SANCTION DE L'INEXECUTION PAR LES SALAIRES. — Alors que les employeurs ne sont pratiquement atteints, par l'article 7, que dans certaines manifestations extérieures de leur respectabilité, les salariés qui contreviendraient à une sentence arbitrale sont atteints dans leurs moyens de subsistance mêmes : pour eux, l'inexécution d'une sentence est un cas de rupture abusive du contrat individuel de travail, qui leur enlève le droit aux indemnités de préavis, de congédiement et de congés payés. Nous pensons que l'interdiction faite à un patron de devenir conseiller prud'homme pendant trois ans ne saurait être considéré comme une sanction équivalente à la mise en chômage d'un ouvrier pour une période indéterminée, alors que l'infraction demeure la même. Sur ce dernier point, au moins, le décret relatif à l'arbitrage obligatoire coïncide avec l'esprit général des « mesures sociales » du 14 novembre 1938.

Nous avons, dès les débuts de cette étude, mis l'accent sur le caractère tout relatif de la valeur de l'arbitrage obligatoire et de

ses modalités, la paix sociale et la prospérité générale de la Nation reposant sur d'autres bases que celles d'une procédure, si étudiée qu'elle soit. Nous pensons que sa plus récente réforme n'empêchera pas que les mesures dont elle s'assortit dans les autres domaines de la législation du travail ne créent un très profond et très grave malaise social.

ANNEXE II

Lois et Décrets

ANNEXE II

Lois et Décrets

LOI DU 31 DECEMBRE 1936

*sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les
conflits collectifs du travail*

(V. Journ. off. du 1^{er} janvier 1937)

Article premier. — Dans l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou lock-out.

Art. 2. — Est également soumis auxdites procédures le règlement des conflits déjà survenus.

En ce qui concerne les conflits en cours, la mise en mouvement de ces procédures entraînera de plein droit, pour toutes les parties, l'obligation de reprendre le travail.

A titre transitoire, toutes contestations de nature à retarder cette reprise immédiate du travail, seront portées directement et sans préliminaires de conciliation, devant les arbitres.

Les arbitres se prononceront sans délai en l'état des justifications produites, ou définitivement, ou seulement par provision; tous droits des parties demeureront, en ce cas, réservés jusqu'à solution des autres litiges en instance entre elles.

Les décisions des arbitres, provisoires ou définitives, seront sans appel.

Art. 3. — A défaut de convention collective fixant les règles de ces procédures de conciliation et d'arbitrage, le Gouvernement est autorisé, jusqu'à la clôture de la session ordinaire de 1937, et pour tous les conflits visés à l'article 1^{er}, à fixer les modalités de ces procédures, par décrets rendu en Conseil d'Etat, en conformité des dispositions de l'article 15, paragraphe 2 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936.

Les décrets visés à l'article 15 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936, seront abrogés de plein droit à la date sus-indiquée. Toutefois, les procédures commencées à cette date suivront leur cours.

Art. 4. — S'il y a lieu à désignation d'un surarbitre, à défaut par les parties ou par les premiers arbitres de s'être entendus sur ce choix, ce surarbitre sera désigné parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps d'Etat.

Art. 5. — Ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire seront organisées dans le cadre des lois existantes.

Les deux arbitres et le surarbitre auront les pouvoirs d'amiables compositeurs.

L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail, en vue de créer, aux lieux d'emploi, une atmosphère de collaboration, dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale.

Art. 6. — La sentence arbitrale sera motivée et sans appel.

Elle sera obligatoire.

Elle sera rendue publique.

LOI DU 4 MARS 1938

sur les procédures de conciliation et d'arbitrage

(V. Journ. off. du 5 mars 1938)

Article premier. — L'article 31 *vc* du livre I^{er} du Code du travail est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« 6° Les procédures de conciliation et d'arbitrage suivant lesquelles seront réglés tous les différends collectifs du travail qui pourront s'élever entre des employeurs et des travailleurs soumis aux obligations de la convention ;

.....

« 8° La stipulation de délais maximum qui ne pourront pas dépasser un mois pour le règlement de chaque différend, et huit jours pour chaque phase de la procédure. »

Art. 2. — Les dispositions de la convention collective de travail relatives aux procédures de conciliation doivent prévoir la constitution d'une commission paritaire de conciliation devant laquelle sera porté tout différend collectif du travail qui n'aura pu être réglé par les parties dans le délai fixé par la convention.

La commission paritaire de conciliation peut-être saisie soit par les parties, soit d'office par le préfet. Elle est présidée par ce dernier ou par son représentant.

En cas de non-conciliation, le procès-verbal des séances de la commission doit mentionner l'objet du différend et les points soumis à l'arbitrage.

Art. 3. — La convention collective de travail doit prévoir la désignation par chacune des parties d'un arbitre nommé pour la durée de la convention et d'arbitres suppléants. Les arbitres seront saisis de plein droit des conflits qui n'auront pu être réglés par la commission de conciliation dans le délai fixé par la convention.

Seuls peuvent être désignés comme arbitres ou surarbitres les citoyens français jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 4. — La convention collective doit prévoir l'établissement d'une liste de surarbitres dressée d'un commun accord entre les parties et comprenant au moins cinq noms.

Si dans le mois qui suit la passation ou le renouvellement de la convention collective, les parties n'ont pu se mettre d'accord sur l'établissement de la liste des surarbitres, cette liste sera dressée ou complétée d'office par le premier président de la cour d'appel, dans le ressort de laquelle s'est réunie la commission paritaire après avis du préfet.

Art. 5. — A défaut de solution du conflit par les deux arbitres dans le délai fixé par la convention collective, un surarbitre est choisi par eux, ou, faute d'accord entre eux, par le préfet ou par le ministre compétent si la convention collective est applicable dans plus d'un département ou intéresse plus de 1.000 salariés.

Art. 6. — L'absence d'une ou de plusieurs des clauses prévues aux articles ci-dessus ne fait pas obstacle à l'application des dispositions des articles 31 *vd*, 31 *ve* et 31 *vf* du livre 1^{er} du code du travail, aux conventions conclues avant la promulgation de la présente loi, même en cas de renouvellement par tacite reconduction, postérieur à cette promulgation.

Art. 7. — Des règlements d'administration publique pris dans le mois de la promulgation de la présente loi, après consultation des organisations patronales, ouvrières et artisanales les plus représentatives et avis du conseil national économique détermineront les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage applicable ;

1° Aux entreprises commerciales et industrielles pour lesquelles l'accord n'a pu se faire sur les modalités de cette procédure ;

2° Aux entreprises commerciales et industrielles dans lesquelles cette procédure ne serait pas fixée par une convention collective de travail ;

3° Aux conflits s'étendant à plusieurs entreprises commerciales et industrielles qui ne seraient pas régies par la même convention collective de travail ;

4° Aux divers contrats collectifs s'appliquant à différentes catégories de personnels pouvant avoir des intérêts distincts dans une même entreprise commerciale ou industrielle ;

5° Aux conflits intéressant les salariés des services publics concédés sous réserve, pour ces derniers, de l'accord de l'autorité concédante.

Une loi déterminera, avant le 15 avril 1938, les procédures de conciliation et d'arbitrage applicables à l'agriculture.

Les décrets pris en application des lois du 31 décembre 1936 et du 18 juillet 1937 resteront en vigueur jusqu'à la publication des règlements d'administration publique prévus par le premier alinéa du présent article.

Art. 8. — Les dispositions des articles précédents sont applicables aux procédures engagées avant la promulgation de la présente loi en ce qui concerne la partie de ces procédures non encore accomplie.

Art. 9. — Les arbitres et le surarbitre ne peuvent pas statuer sur d'autres objets que ceux déterminés par le procès-verbal de non conciliation ou ceux qui, résultant d'événements postérieurs à ce procès-verbal, sont la conséquence du conflit en cours.

Ils statuent, suivant les règles du droit commun, sur les conflits collectifs du travail d'ordre juridique, c'est-à-dire sur les conflits relatifs à l'exécution des conventions collectives, des lois et décrets sur le travail.

Les arbitres et le surarbitre statuent en équité sur tous les autres conflits collectifs du travail, et notamment sur ceux d'ordre économique.

Art. 10. — Les procédures de conciliation et d'arbitrage s'appliquent notamment en cas de variation notable du coût de la vie au règlement des différends nés des conséquences de cette variation et ayant trait à la revision des clauses relatives aux salaires contenues dans les conventions collectives en cours.

La demande en revision est recevable si la variation accusée par l'indice officiel du coût de la vie est d'au moins 5 % par comparaison avec l'indice arrêté à la date la plus voisine de celle où ont été fixés les salaires en cause.

Les arbitres ou le surarbitre doivent, en ce cas, proportionner à la variation constatée les salaires dont cette variation rend la modification nécessaire ainsi que les allocations familiales, à moins que ne soit rapportée la preuve que cet ajustement est incompatible avec les conditions économiques de la branche locale, régionale ou nationale d'activité économique pour laquelle a été formulée la demande d'ajustement.

Dans ce dernier cas, les salaires seront fixés par les arbitres s'ils sont d'accord, ou, à défaut d'accord, par le surarbitre, au niveau compatible avec les possibilités de la branche locale, régionale ou nationale d'activité économique pour laquelle a été formulée la demande d'ajustement.

Sauf accord entre les parties pour le choix d'un autre indice, l'indice pris en considération est l'indice officiel trimestriel du coût de la vie pour une famille ouvrière de quatre personnes dans le département du lieu du conflit. Cet indice officiel sera contrôlé par une commission spéciale présidée par un haut commissaire de la cour des comptes.

Si, dans ce département, l'indice officiel visé ci-dessus n'existe pas, la comparaison sera faite en prenant pour base la moyenne de ces indices dans les départements limitrophes.

La revision des salaires et des allocations familiales ne pourra être effectuée que tous les six mois, à moins que la hausse de l'indice considéré n'atteigne 10 %, auquel cas la revision pourra intervenir aussitôt connu l'indice.

Lorsque la demande de revision sera de nature à exercer des répercussions sur des contrats conclus par l'Etat ou par des collectivités publiques, les industriels et commerçants que concernera cette demande devront en donner avis au service public intéressé pour lui permettre de soumettre à l'arbitre toutes observations utiles.

Art. 11. — Les documents que les parties jugeront devoir verser au débat seront communiqués à l'arbitre patronal et à l'arbitre ouvrier, et, en cas de surarbitrage, discutés contradictoirement par eux en présence du surarbitre.

Le surarbitre, les arbitres et, le cas échéant, les experts, seront tenus au secret professionnel.

Art. 12. — Si l'une des parties soutient ou si les arbitres ou le surarbitre estiment que le différend n'a pas un caractère collectif, il ne pourra être prononcé sur le fond que lorsque la sentence sur la compétence sera devenue définitive.

La sentence sur la compétence devra être rendue dans le délai de trois jours à compter de celui où les arbitres ou le surarbitre ont été saisis.

Art. 13. — Les sentences arbitrales et surarbitrales doivent être motivées.

Elles ne sont pas susceptibles d'appel et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours, soit devant la cour de cassation, soit devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux.

Toutefois, les parties pourront, dans les trois jours francs à dater de la notification de la sentence, former au greffe du tribunal

devant la cour supérieure d'arbitrage, un recours motivé pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Un recours pourra, pour les mêmes motifs, être formé dans la huitaine de la sentence par le ministre du Travail qui, après avis du ministre compétent, s'il y a lieu, pourra, en outre, déférer la sentence sur le fond à la cour supérieure d'arbitrage dans l'intérêt public après avis de la commission permanente du conseil national économique.

Les recours ne sont pas suspensifs. L'arrêt devra être rendu au plus tard huit jours francs après que le recours aura été formé.

Si la sentence, qui est l'objet du recours, est relative à la compétence, la cour supérieure d'arbitrage devra statuer dans le délai de cinq jours à compter de celui où le recours a été formé.

Art. 14. — La cour supérieure d'arbitrage, dont les membres sont nommés par décret pour une durée de deux ans, est composée :

Du vice-président du Conseil d'Etat ou d'un président de section au Conseil d'Etat, président.

De deux conseillers d'Etat.

De deux hauts magistrats de l'ordre judiciaire et de deux hauts fonctionnaires de l'Etat en activité ou en retraite.

Et, en outre, lorsqu'il s'agira de statuer au fond sur les recours prévus à l'article 13, paragraphe 4, de deux représentants patronaux et de deux représentants ouvriers désignés respectivement par les représentants patronaux et ouvriers membres de la commission permanente du conseil national économique.

Quand la cour supérieure d'arbitrage prononce l'annulation d'une sentence arbitrale ou surarbitrale, elle procède à la désignation d'un nouveau surarbitre.

Art. 15. — L'accord constaté par le procès-verbal de conciliation et les sentences sont obligatoires. Ils produisent effet à dater du jour du dépôt de la requête aux fins de conciliation et aucune disposition ne peut prescrire que leurs effets rétroagiront au delà de cette date.

La sentence arbitrale ou surarbitrale sera notifiée aux parties dans les vingt-quatre heures de sa date par les soins de l'un des arbitres ou du surarbitre.

Cette notification sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

La minute de la sentence sera, dans le même délai, déposée par les soins de l'un des arbitres ou du surarbitre, au greffe du tribunal civil dans le ressort duquel la sentence a été rendue.

Par le seul fait de ce dépôt, la sentence aura force exécutoire, sous réserve de l'annulation éventuelle par la cour supérieure d'arbitrage.

Les arrêts de la cour supérieure d'arbitrage et les sentences surarbitrales rendues sur le renvoi qu'elle aura prononcé seront publiés tous les trois mois au *Journal officiel*.

Art. 16. — Un règlement d'administration publique, pris dans le mois de la promulgation de la présente loi déterminera les modalités d'application des articles 13 et 14, notamment les conditions d'organisation et le fonctionnement de la cour supérieure d'arbitrage et de son secrétariat.

Les dispositions de l'article 15 sont applicables aux sentences rendues par les commissions arbitrales fonctionnant en vertu de l'article 29 *d* du livre I^{er} du code du travail.

Art. 17. — Les dispositions des articles 13, 14 et 16 ne seront applicables qu'aux sentences arbitrales et surarbitrales rendues après la promulgation de la présente loi, exception faite pour les sentences arbitrales ou surarbitrales rendues avant la promulgation de la présente loi et non encore exécutées, qui pourront être rendues exécutoires dans le délai de quinzaine, à dater de la promulgation de la présente loi, dans les formes prévues à l'article 15.

Art. 18. — Lorsqu'une sentence arbitrale devenue exécutoire porte sur l'interprétation des clauses d'une convention collective existante ou sur les salaires, cette sentence, sous réserve du dépôt prévu par l'article 31 *c* du livre I^{er} du code du travail, produira les effets d'une convention collective de travail.

Si cette sentence est intervenue en vue de régler un différend entre organisations syndicales, patronales et ouvrières les plus représentatives, elle pourra faire l'objet d'un arrêté d'extension dans les conditions prévues aux articles 31 *vd* et suivants du livre I^{er} du code du travail.

Art. 19. — Tous les actes nécessités par l'application de la présente loi sont dispensés des formalités et de frais, en particulier de timbre et d'enregistrement.

Art. 20. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

Art. 21. — Les dispositions de la présente loi sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

DECRET-LOI DU 14 NOVEMBRE 1937

Art. 1^{er}. — Le premier paragraphe de l'article 12 de la loi du 4 mars 1938 est abrogé.

Le second paragraphe du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Lorsque les arbitres jugent nécessaire de se prononcer préalablement par une sentence sur la compétence, cette sentence doit

être rendue dans le délai de trois jours à compter de celui où les arbitres ou le surarbitre ont été saisis. »

Art. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 14 de la loi du 4 mars 1938 est modifié ainsi qu'il suit :

« Quand la cour supérieure d'arbitrage prononce l'annulation d'une sentence arbitrale ou surarbitrale et renvoie l'examen de l'affaire devant un nouveau surarbitre, celui-ci est désigné par ordonnance du président de la cour supérieure d'arbitrage. Dans le cas où la sentence rendue par le nouveau surarbitre ainsi désigné est, à la suite d'un nouveau pourvoi, annulée par la cour supérieure d'arbitrage, celle-ci nomment l'un de ses rapporteurs pour procéder à une instruction complémentaire et statuer par une nouvelle sentence soumise à son homologation en chambre du conseil. Cette dernière sentence ne peut faire l'objet d'aucun recours. »

Art. 3. — Peuvent être désignés pour président la cour supérieure d'arbitrage ou pour y siéger au lieu et place des membres du Conseil d'Etat en activité mentionnés à l'article 14 de la loi du 4 mars 1938 et à l'article 1^{er} du décret du 3 avril 1938, les présidents ou vice-présidents honoraires du Conseil d'Etat, les présidents de section honoraires au Conseil d'Etat et les conseillers d'Etat honoraires.

Art. 4. — Lorsque les conditions du travail ont été déterminées pour un établissement par une sentence arbitrale, l'employeur ne peut, pendant une durée de trois mois, y substituer d'autres conditions de travail par l'élaboration d'une convention collective nouvelle, que si cette convention a été signée pour le personnel, par l'organisation ou le groupement qui a été partie à l'arbitrage.

Art. 5. — Les syndicats professionnels peuvent exercer toutes actions qui naissent d'un procès-verbal de conciliation ou d'une sentence arbitrale ou surarbitrale en faveur de chacun de leurs membres sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer. L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par le syndicat.

Art. 6. — Si une sentence arbitrale ou surarbitrale devenue définitive n'est pas exécutée par une partie ou un membre d'un groupement qui a été partie au différend collectif, tout intéressé peut demander aux arbitres ou au surarbitre qui ont rendu la sentence de constater son inexécution et de condamner le groupement ou la personne auquel elle est imputable, au paiement d'une astreinte. Le montant de celle-ci ne peut excéder 1.000 fr. par jour de retard. Le produit en est versé au Trésor public au profit d'organismes publics d'intérêt social.

La décision des arbitres ou du surarbitre rendue dans les conditions fixées au paragraphe précédent peut être déférée en appel à la cour supérieure d'arbitrage dans le délai prévu au paragraphe 3 de l'article 13 de la loi du 4 mars 1938.

Art. 7. — L'inexécution d'une sentence arbitrale ou surarbitrale par un employeur ou un groupement d'employeurs entraîne pour ceux-ci, lorsqu'elle a été constatée conformément à l'article 6 par les arbitres ou le surarbitre, l'inéligibilité pendant trois ans aux fonctions de membres des chambres de commerce, des chambres des métiers, des tribunaux de commerce ou des conseils des prud'hommes.

Elle entraîne en outre l'interdiction pendant la même période de participer, sous une forme quelconque, à une entreprise de travaux ou à un marché de fournitures pour le compte de l'Etat ou d'une collectivité publique. L'employeur ne peut être relevé de cette interdiction dans un intérêt public que par décision concertée du ministre du travail et du ministre de qui relève l'entreprise de travaux ou le marché de fournitures.

Art. 8. — L'inexécution d'une sentence arbitrale ou surarbitrale par un ou plusieurs salariés constitue un cas de rupture injustifiée du contrat individuel de travail. Elle entraîne la perte du droit aux indemnités de préavis, de congédiements et du congé payé.

Art. 9. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 5 octobre 1938.

Art. 10. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le vice-président du conseil, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du travail et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1938.

DECRET DU 3 AVRIL 1938

(*Journal officiel* du 5-4-1938)

Sur l'organisation de la Cour Supérieure d'arbitrage

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre du Trésor, du garde des sceaux, Ministre de la Justice, du ministre du budget et du Ministre du Travail;

Vu la loi du 4 mars 1938, relative aux procédures de conciliation et d'arbitrage, spécialement l'article 16 de cette loi, aux

termes duquel « un règlement d'administration publique pris dans le mois de la promulgation de la présente loi déterminera les modalités d'application des articles 13 et 14, notamment les conditions d'organisation et de fonctionnement de la cour supérieure d'arbitrage et de son secrétariat »;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

TITRE I^{er}

Organisation de la Cour Supérieure d'arbitrage

Article premier. — La Cour supérieure d'arbitrage, instituée par la loi du 4 mars 1938 comprend, indépendamment du vice-président du Conseil d'Etat qui en est le président de droit :

1° Un président de section au conseil d'Etat, deux conseillers d'Etat; deux hauts magistrats de l'ordre judiciaire, deux hauts fonctionnaires de l'Etat en activité ou en retraite, et, en outre, lorsqu'il s'agira de statuer sur les recours prévus à l'article 13, paragraphe 4 de ladite loi, deux représentants patronaux et deux représentants ouvriers désignés respectivement par les représentants patronaux et ouvriers, membres de la commission permanente du conseil national économique;

2° Un nombre égal de conseillers d'Etat, de hauts magistrats et de hauts fonctionnaires de l'Etat, en activité ou en retraite, de représentants patronaux et de représentants ouvriers, nommés à titre de suppléants et choisis respectivement dans les mêmes catégories que celles auxquelles appartiennent les membres titulaires qu'ils sont appelés à remplacer en cas d'empêchement.

Pour l'application de cette disposition, les représentants patronaux et ouvriers, membres de la commission permanente du conseil national économique désigneront respectivement, en même temps que les deux représentants patronaux et les deux représentants ouvriers appelés à siéger comme membres titulaires, deux représentants patronaux et deux représentants ouvriers, appelés à siéger comme membres suppléants.

Les décrets nommant les membres de la cour sont contresignés par le président du conseil, le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre du travail.

Art. 2. — Lorsque le vice-président du conseil d'Etat et le président de section au conseil d'Etat siègent à la même audience, le moins ancien des deux conseillers d'Etat, membres de la cour, doit s'abstenir.

En cas d'empêchement simultané du vice-président du conseil d'Etat et du président de section, la présidence de l'audience

est assurée par le plus ancien des conseillers d'Etat, membres de la cour.

Art. 3. — Dans le cas où l'un des membres de la cour supérieure d'arbitrage vient à perdre la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il est procédé par décret à la désignation de son successeur, qui restera en fonctions jusqu'à l'expiration de la durée normale des fonctions de celui qu'il aura remplacé.

Il est procédé de même dans le cas où une vacance viendrait à se produire par suite de décès ou de démission.

Art. 4. — Les membres de la cour supérieure d'arbitrage ne peuvent siéger et délibérer qu'en nombre impair.

La cour ne peut statuer valablement sur les recours formés pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi que si cinq membres au moins sont présents.

Lorsqu'elle est appelée à statuer au fond sur le recours formé par le Ministre du travail en vertu de l'article 13 (parag. 4) de la loi du 4 mars 1938, elle doit comprendre au moins, outre les cinq membres ci-dessus mentionnés, un représentant patronal et un représentant ouvrier.

Les représentants patronaux et ouvriers ne peuvent siéger qu'en nombre égal. S'ils sont en nombre inégal, le plus jeune des deux représentants patronaux ou des représentants ouvriers présents, doit s'abstenir.

Art. 5. — Des maîtres des requêtes ou des auditeurs au Conseil d'Etat, nommés commissaires du Gouvernement auprès de la cour d'arbitrage par décret contresigné par le garde des sceaux, ministre de la Justice, concluent, dans chaque affaire, au nom de la loi.

Art. 6. — Des maîtres de requêtes ou des auditeurs au Conseil d'Etat sont adjoints à la cour en qualité de rapporteurs.

Ils sont nommés dans les mêmes formes que les commissaires du Gouvernement.

Ils ont voix consultative dans les affaires dont le rapport leur a été confié.

Art. 7. — La cour supérieure d'arbitrage siège au Conseil d'Etat.

Ses audiences sont publiques. Toutefois il est fait exception à cette règle dans tous les cas où sont soumis à la cour les documents au sujet desquels le surarbitre et les arbitres sont, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 11 de la loi du 4 mar 1938, tenus au secret professionnel.

Sont applicables à la cour les dispositions des articles 88 et suivants du code de procédure civile sur la police des audiences.

TITRE II

Introduction, Instruction et Jugement des Recours

Art. 8. — Les recours devant la cour supérieure d'arbitrage sont formés par requêtes, rédigées sur papier libre et signées par les parties ou un mandataire. Celui-ci devra justifier d'un mandat régulier, s'il n'est ni avocat au conseil d'Etat et à la cour de cassation, ni avoué.

La requête contient l'exposé des moyens d'incompétence, d'excès de pouvoir ou de violation de la loi sur lesquels elle est fondée.

Elle doit être accompagnée :

1° De copies, en triple exemplaire, de ladite requête et de la sentence attaquée.

2° Des pièces dont le requérant entend se servir.

Art. 9. — Dès réception du recours, le greffier du Tribunal civil, délivre, sans frais, au requérant, récépissé de la requête et la transmet immédiatement à la cour supérieure d'arbitrage.

Sont inscrites au secrétariat de la cour supérieure, sur un registre et suivant l'ordre de leur arrivée, les requêtes transmises par les greffiers ainsi que celles qui seraient déposées ou envoyées directement par les requérants à ce secrétariat.

Art. 10. — Lorsque, à l'issue d'une procédure d'arbitrage, la sentence est notifiée aux parties dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 15 de la loi du 4 mars 1938, il est procédé par les soins du surarbitre ou de l'un des arbitres à l'envoi au ministre du travail, sous pli recommandé, d'un exemplaire de la sentence. Sont jointes à cet envoi, les pièces qui avaient été communiquées au surarbitre ou aux arbitres.

Dès que l'accusé de réception de la lettre recommandée prévue par l'article 15 (parag. 3) de la loi du 4 mars 1938 pour la notification des sentences est parvenu entre les mains du surarbitre ou de l'arbitre qui a expédié ladite lettre, l'indication de la date de cet accusé de réception est transmise au ministre du travail.

Le délai de huitaine, prévu par le paragraphe 4 de l'article 13 de la loi du 4 mars 1938, en ce qui concerne les recours formés par le Ministre du Travail pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi, court de la date de la réception au ministère du travail de la sentence et des pièces mentionnées au paragraphe I^{er} du présent article.

En ce qui concerne les recours appelant la cour à statuer au fond, un délai de huitaine, à compter de la date ci-dessus fixée, est imparti au ministre du travail pour saisir la commission permanente du conseil national économique. Le ministre devra saisir

la cour supérieure d'arbitrage dans la huitaine à compter du jour de l'avis émis par la commission permanente du conseil national économique. Cet avis doit être joint au recours.

Les recours formés par le Ministre du Travail sont déposés directement au secrétariat de la cour supérieure.

Ils contiennent l'exposé des moyens invoqués, ainsi que les conclusions du ministre.

Le ministre transmet en outre le dossier qui lui a été envoyé par l'arbitre ou le surarbitre, ainsi que tous documents qu'il juge utile de produire.

Art. 11. — Chaque affaire est instruite par un membre de la cour supérieure ou par un des rapporteurs adjoints à la dite cour, désigné à cet effet par le président.

Le rapporteur donne immédiatement avis au Ministre du Travail des recours formés par les parties, en l'invitant à produire le dossier qui lui aura été adressé par l'arbitre ou le surarbitre et à y joindre, le cas échéant, les observations qu'il jugerait utile de présenter.

Il avise les parties intéressées, par l'envoi d'une copie de la requête, de l'instance introduite devant la cour.

S'il s'agit d'un recours du ministre du travail appelant la cour à statuer au fond, le rapporteur ordonne communication du recours aux parties intéressées.

Dans les cas visés aux deux paragraphes précédents du présent article, les parties sont invitées à prendre connaissance du dossier au secrétariat de la cour.

Art. 12. — Les rôles de chaque séance sont préparés par le commissaire du Gouvernement et arrêtés par le président de la cour.

Ils sont communiqués au ministre du travail.

Avis de la date de l'audience est donné aux parties dont les affaires sont inscrites au rôle.

Art. 13. — Le rapporteur donne, à l'audience, lecture de son rapport.

Avant que le commissaire du Gouvernement donne ses conclusions, le président peut autoriser soit les parties, soit les avocats au Conseil d'Etat et à la cour de cassation et les avocats régulièrement inscrits à un barreau qui assistent les parties, à présenter brièvement des observations orales.

Art. 14. — Les décisions de la cour supérieure d'arbitrage sont rendues au nom du peuple français.

Elles contiennent l'exposé sommaire des moyens et les conclusions des recours, le visa des pièces soumises à la Cour et des lois appliquées.

Elles sont signées par le président, le rapporteur et le secrétaire ou le secrétaire adjoint et lues en séance publique.

Art. 15. — Les expéditions des décisions, délivrées par le secrétaire ou le secrétaire adjoint de la cour supérieure d'arbitrage, portent la formule exécutoire suivante :

« La République mande et ordonne au ministre (ajouter le département ministériel désigné par la décision), en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision ».

Art. 16. — Les expéditions des décisions de la cour supérieure d'arbitrage et généralement tous les actes de procédure auxquels donne lieu l'application du présent décret, sont dispensés des formalités de timbre et d'enregistrement.

Ils portent la mention qu'ils sont faits en exécution de la loi du 4 mars 1938 et du présent décret.

TITRE III

Secrétariat de la Cour Supérieure d'Arbitrage

Art. 17. — Le service du secrétariat est assuré, sous l'autorité du président, par des fonctionnaires appartenant au personnel des bureaux du conseil d'Etat, désignés à cet effet par le vice-président du Conseil d'Etat et, dans la limite des crédits accordés pour cet objet, par des agents auxiliaires temporaires recrutés par le vice-président du Conseil d'Etat et dont les conditions de rémunération seront fixées par décret contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice, et par le ministre du budget.

Art. 18. — Le président du conseil, ministre du Trésor, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du budget et le ministre du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Avril 1938.

Par le Président de la République :

Albert LEBRUN.

Le Président du Conseil, Ministre du Trésor :

Léon BLUM.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

Marc RUCART.

Le Ministre du Budget :

Charles SPINASSE.

Le Ministre du Travail :

Albert SEROL.

DECRET DU 20 AVRIL 1938

relatif à l'organisation des procédures de conciliation et d'arbitrage

(V. *Journal officiel* du 21 avril 1938)

Vu la loi du 31 décembre 1936 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail ;

Vu les lois des 18 juillet 1937 et 11 janvier 1938 ;

Vu les décrets des 16 janvier et 18 septembre 1937 ;

Vu la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail, et notamment les dispositions comprises dans l'article 7 de cette loi et ainsi conçues :

Des règlements d'administration publique pris dans le mois de la promulgation de la présente loi, après consultation des organisations patronales, ouvrières et artisanales les plus représentatives, et avis du conseil national économique, détermineront les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage applicables :

« 1° Aux entreprises commerciales et industrielles pour lesquelles l'accord n'a pu se faire sur les modalités de cette procédure ;

« 2° Aux entreprises commerciales et industrielles dans lesquelles cette procédure ne serait pas fixée par une convention collective de travail ;

« 3° Aux conflits s'étendant à plusieurs entreprises commerciales et industrielles qui ne seraient pas régies par la même convention collective de travail ;

« 4° Aux divers contrats collectifs s'appliquant à différentes catégories de personnels pouvant avoir des intérêts distincts dans une même entreprise commerciale ou industrielle ;

« 5° Aux conflits intéressant les salariés des services publics concédés, sous réserve pour ces derniers de l'accord de l'autorité concédante » ;

Vu les avis des organisations patronales, ouvrières et artisanales les plus représentatives ;

Vu les avis du conseil national économique ou de sa commission permanente, en date des 28 mars et 4 avril 1938.

Article premier. — Les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage prévue par l'article 7 de la loi du 4 mars 1938 sont fixées conformément aux articles ci-après :

TITRE I^{er}

Dispositions générales

Art. 2. — Lorsqu'un différend collectif du travail intéressant une ou plusieurs entreprises industrielles ou commerciales se trouve pour l'un des motifs énoncés à l'article 7 de la loi du 4 mars 1938 en dehors du champ d'application des procédures contractuelles de conciliation et d'arbitrage et qu'il n'a pas été réglé par les parties, la partie la plus diligente adresse au préfet une requête aux fins de conciliation, rédigée sur papier libre, et exposant les points sur lesquels porte le litige.

Le préfet soumet cette requête à la commission départementale de conciliation. Il peut aussi saisir spontanément cette commission par une communication écrite précisant l'objet du conflit. Lesdites requêtes ou communications doivent être mentionnées à leur date sur un registre tenu dans chaque préfecture.

Toutefois, en raison des circonstances du litige et notamment de son importance particulière, le préfet a la faculté, avant de saisir la commission départementale de conciliation, d'en référer, soit d'office, soit sur la demande de l'une des parties, au ministre compétent qui, après consultation du ministre du Travail, peut déférer d'office le différend à une commission nationale de conciliation par une communication écrite précisant l'objet du conflit. Cette communication doit être mentionnée sur un registre tenu au ministère intéressé.

Art. 3. — La commission départementale de conciliation, présidée par le préfet ou son représentant, est composée en nombre égal d'employeurs et de salariés. Le nombre des membres de chaque catégorie, titulaires et suppléants, est fixé par le préfet. Ces membres sont désignés par le préfet, dans des conditions fixées par des arrêtés ministériels qui tiendront compte de tous les éléments et notamment de l'importance respective des organisations professionnelles existant dans le département.

Le préfet peut subdiviser la commission en sections locales ou professionnelles. Chaque section comprend de trois à cinq membres de chaque catégorie, avec un nombre égal de suppléants.

L'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre, ayant compétence pour le département, assiste aux séances de la commission avec voix consultative. Il peut se faire représenter par un des inspecteurs et inspectrices départementaux qualifiés pour le département.

Art. 4. — Chaque commission nationale de conciliation, présidée par le ministre compétent ou son délégué, est composée d'un nombre égal d'employeurs et de salariés désignés dans des

conditions fixées par un arrêté ministériel tenant compte de tous les éléments et notamment de l'importance respective des organisations professionnelles nationales intéressées.

Art. 5. — Les parties doivent, devant les commissions de conciliation, comparaître en personne; assistées ou non d'un membre de l'organisation professionnelle à laquelle elles appartiennent; elles ne peuvent se substituer un représentant ayant qualité pour se concilier qu'en cas d'empêchement grave; ce représentant doit obligatoirement soit appartenir à la même organisation professionnelle que la partie qu'il représente soit exercer effectivement à titre permanent un emploi dans l'entreprise où existe le conflit.

Art. 6. — Lorsqu'un accord est intervenu devant une commission départementale ou nationale de conciliation, un procès-verbal en est dressé sur-le-champ; il est signé du Président et des membres présents de la commission ainsi que des parties, ou, le cas échéant, de leurs représentants. Le procès-verbal est notifié, sans délai, par le Président de la commission aux parties et au ministre du Travail.

Art. 7. — La non-comparution de la partie qui a introduit la requête aux fins de conciliation vaut renonciation à sa demande.

Si les parties ne se mettent pas d'accord sur tout ou partie du litige, un procès-verbal de non-conciliation, précisant les points sur lesquels le différend persiste, est aussitôt dressé. Il est signé du Président et des membres présents de la commission ainsi que des parties présentes ou de leurs représentants s'il y a lieu.

Art. 8. — Le Président de la commission de conciliation invite les parties présentes ou représentées à désigner, dans le délai de deux jours francs, chacune un arbitre ou un arbitre commun. La même invitation est adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie contre laquelle la demande a été introduite si elle n'a pas comparu, le délai imparti courant dans ce cas de la réception de la lettre recommandée.

A défaut de désignation d'arbitres dans ce délai, le ministre compétent, s'il s'agit de la commission nationale, ou le préfet, s'il s'agit de la commission départementale, procède d'office, pour les parties défaillantes, à la désignation d'arbitres choisis sur une liste établie dans les conditions prévues à l'article suivant.

Art. 9. — Dans le délai d'un mois à dater de la publication du présent décret, le premier président de chaque cour d'appel établit pour chaque département de son ressort, sur avis du préfet pris après consultation des organisations patronales et ouvrières les plus représentatives, deux listes de chacune dix noms

au moins sur lesquelles devront être choisis les arbitres, soit patronaux, soit ouvriers, que le préfet pourra désigner d'office.

Les listes des arbitres appelés à être désignés d'office par le ministre compétent devront comprendre chacune soixante noms au moins; elles seront établies, dans le délai ci-dessus indiqué, par la commission permanente du conseil national économique.

Les listes prévues aux deux alinéas ci-dessus sont chaque année l'objet d'une revision avant le 1^{er} mars. Elles peuvent être complétées à toute époque, en raison de l'insuffisance du nombre des arbitres restant inscrits.

Jusqu'à l'établissement de ces listes, la désignation d'office des arbitres continuera de se faire dans les conditions fixées par le décret du 16 janvier 1937, modifié par le décret du 18 septembre 1937.

Art. 10. — Les arbitres, dans le plus bref délai, doivent rendre leur sentence sur tous les points au sujet desquels ils se sont mis d'accord, dresser, s'il y a lieu, un procès-verbal précisant les questions restant en litige, désigner en ce cas un surarbitre, et, s'ils ne peuvent s'entendre sur son choix, le constater dans le procès-verbal qui sera aussitôt notifié par l'un des arbitres au ministre du Travail ainsi qu'au ministre compétent ou au préfet, suivant que le règlement du conflit a été soumis à une commission nationale ou départementale de conciliation.

Le ministre compétent, après consultation du ministre du Travail, désigne d'urgence, dans les conditions fixées par l'article 4 de la loi du 31 décembre 1936, un surarbitre qui doit rendre la sentence sans délai.

Art. 11. — L'introduction d'un recours sur la compétence devant la cour supérieure d'arbitrage ne suspend pas l'instruction au fond du litige et ne dispense pas les parties de répondre aux convocations, ni aux demandes de renseignements qui leur sont adressées.

Art. 12. — Les frais engagés par les arbitres et les surarbitres leur seront remboursés par une indemnité forfaitaire dont le montant et le mode de payement seront fixés par décrets contresignés par le ministre des Finances et le ministre du Travail.

TITRE II

Dispositions spéciales aux services publics concédés

Art. 13. — La procédure de conciliation et d'arbitrage prévue par le présent décret ne s'applique, en ce qui concerne les services publics concédés, qu'aux différends collectifs du travail dont le règlement n'est soumis ni à des procédures contractuel-

les de conciliation et d'arbitrage conformes aux prescriptions des articles 1^{er} à 5 de la loi du 4 mars 1938, ni à des prescriptions législatives ou réglementaires spéciales.

Art. 14. — L'accord de la collectivité publique concédante sur le principe de l'ouverture de la procédure de conciliation et d'arbitrage, exigé par l'article 7, 5°, de la loi du 4 mars 1938 est donné, lorsqu'il ne résulte pas d'une disposition du cahier des charges de la concession, par le représentant légal de la collectivité publique concédante.

A défaut d'accord permanent, toujours révocable sur préavis d'un mois, l'accord peut n'être donné qu'à l'occasion d'un conflit déterminé.

En cas de pluralité de collectivités publiques concédantes, l'accord est celui qui est donné, soit par la collectivité administrativement la plus élevée, soit, à défaut, par un ensemble de collectivités groupant, d'après les résultats du dernier dénombrement de la population, le plus grand nombre d'habitants.

Art. 15. — Le concessionnaire ou, s'il y a lieu, l'exploitant d'un service public concédé qui est appelé à comparaître devant une commission de conciliation est tenu, sous sa responsabilité, de produire, dans le délai de deux jours à compter de la demande qui lui en est faite par le préfet, soit un document établissant que l'accord prévu à l'article précédent a été donné, soit le récépissé de la lettre recommandée adressée par lui au représentant légal de la collectivité publique concédante pour l'inviter à fournir son accord.

Si le concessionnaire ne produit pas l'une des pièces ci-dessus visées, le Président de la commission de conciliation avise immédiatement le préfet qui prévient le concédant de la procédure engagée, pour lui permettre éventuellement de faire valoir son opposition.

L'accord de la collectivité publique concédante est réputé acquis et ne peut plus être rapporté, si le représentant légal de cette collectivité n'a pas fait connaître au préfet son opposition à l'ouverture de la procédure dans les trois jours à dater soit de la réception de la lettre recommandée du concessionnaire ou, s'il y a lieu, de l'exploitant du service public concédé, soit de l'avis donné par le préfet.

Art. 16. — La collectivité publique concédante a la faculté, soit spontanément, soit à la demande de l'une des parties, de se faire représenter aux séances de la commission départementale ou nationale de conciliation saisie du litige ainsi que de présenter des observations devant les arbitres et le surarbitre.

Les fonctionnaires chargés de l'inspection du travail du service public concédé, ou leurs représentants, assistent aux séances de la commission départementale de conciliation.

TITRE III

Dispositions diverses

Art. 17. — Un décret portant règlement d'administration publique déterminera les procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires, applicables aux différends collectifs intéressant les entreprises de transports maritimes ou de pêches maritimes et leurs équipages.

Art. 18. — Le président du Conseil, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, le garde des Sceaux, ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances, le ministre du Commerce, le ministre des Travaux publics et le ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ANNEXE III

La Jurisprudence

Jurisprudence

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE, 20 DECEMBRE 1937

(7^e CHAMBRE)

Obligation pour le Conseil du Prud'homme d'appliquer les sentences arbitrales. Exequatur de la sentence pas nécessaire.

LE TRIBUNAL. — Sur appel par Vagnair, fabricant d'articles de voyage, d'un jugement du Conseil des prud'hommes de la Seine (section des tissus) qui l'a condamné à payer à Mojard, son ancien ouvrier, la somme de 96 francs pour semaine de congé et celle de 240 francs pour vacances et l'a débouté de sa demande reconventionnelle en 288 francs pour semaine de congé et 1.600 francs pour rupture abusive :

Attendu que la demande de Mojard est basée sur l'application d'une sentence rendue le 2 mars 1937, par M. Chaillé, inspecteur divisionnaire du travail, chef adjoint du cabinet du ministre du Travail, désigné comme arbitre par la Chambre syndicale des fabricants d'articles de voyage, pour régler la situation créée par la grève intervenue dans cette corporation le 21 novembre 1936 ;

Attendu, en fait, qu'une première sentence contradictoire a été rendue par l'arbitre le 16 janvier 1937 ; que cette sentence disposait en premier lieu : « Tous les travailleurs inscrits à la date du 20 novembre 1936 sur les contrôles des maisons engagées dans le conflit seront réembauchés » ;

Attendu que le 20 janvier, à la demande du syndicat ouvrier, et sans que le syndicat patronal ait été entendu ni appelé, l'arbitre a rendu une deuxième sentence, décidant qu'il y avait lieu « d'interpréter ou de préciser comme suit les termes de la précédente sentence : La grève terminée par un arbitrage n'ayant fait qu'interrompre les contrats de travail qui étaient en cours lorsque la grève a éclaté, ce sont les mêmes contrats qui continuent... » ;

Attendu que le 23 janvier et le 2 mars, deux nouvelles sentences contradictoires achevaient de fixer les modalités de reprise de leurs anciens ouvriers par les employeurs et accordaient une indemnité compensatrice aux ouvriers qui n'auraient pas retrouvé leur emploi, et n'auraient pas non plus été pourvus d'emplois nouveaux ;

Attendu que l'appelant soutient que la sentence arbitrale du 2 mars serait nulle, comme ayant été rendue dans des conditions irrégulières et comme n'ayant pas été précédée du compromis

prévu par les art. 1003 et suiv. C. pr. civ. ; qu'elle serait en outre inapplicable tant qu'elle ne serait pas revêtue de l'exequatur ;

Sur la compétence : — Attendu que, bien qu'aucune exception d'incompétence n'ait été soulevée, il échet de rechercher en premier lieu si la demande soumise au conseil des prud'hommes entrait dans sa compétence ;

Attendu que l'action intentée par Mojard tend au paiement d'indemnités auxquelles il prétend avoir droit en vertu de son contrat de travail dont certaines conditions ont été réglées par des sentences arbitrales rendues en application de la loi du 31 décembre 1936 ;

Attendu que la juridiction prudhommale eût été incompétente pour statuer sur la validité de ces sentences si cette validité avait fait l'objet d'une demande principale ;

Attendu que cette juridiction peut, au contraire, être compétente pour statuer sur la nullité d'un acte juridique, lorsque celle-ci est soulevée comme moyen de défense (le juge de l'action étant également juge de l'exception), à condition qu'aucune disposition de la loi ne lui interdise de se saisir de ce moyen et qu'elle n'ait à connaître d'aucun acte de de l'autorité administrative (Cass. civ. 19 octobre 1937, Gaz. Pal. 1937.2.784) ;

Attendu qu'aucun texte et en particulier aucune disposition de la loi du 31 décembre 1936 n'interdit à la juridiction prudhommale d'examiner la validité des sentences arbitrales ;

Attendu qu'il importe d'étudier si ces sentences ont le caractère de décisions d'ordre administratif ; que la loi de 1936 a ordonné et organisé l'arbitrage des conflits collectifs du travail ; que l'arbitrage est le jugement d'un litige par une personne investie du pouvoir exceptionnel de trancher cette contestation déterminée ;

Attendu que la loi précitée a conféré aux arbitres qu'elle a institués, un pouvoir exorbitant du droit commun, celui d'établir des règlements (art. 5 § 3) ; que leur décision est donc en même temps un jugement et un règlement ;

Mais attendu que le caractère primordial de ces décisions est leur caractère juridictionnel ; que c'est ce caractère que font ressortir les termes employés par la loi : arbitrages, arbitres, surarbitres et spécialement les prescriptions de l'art. 6 § 1^{er} : la sentence arbitrale sera motivée et sans appel ; que cela serait confirmé si besoin était par les travaux préparatoires où l'on peut notamment relever les expressions typiques suivantes : « le tribunal arbitral » (art. 13 du texte établi par la commission du Commerce du Sénat, annexe au P.-V. de la séance du 8 décembre 1936, n.º 881) ; « solution juridictionnelle des conflits collectifs ». (M. René Dommange, Ch. des députés, Séance du 1^{er} décembre 1936, *Jour-*

nal officiel, p. 3174, col. 1) ; « les arbitres jugeront d'après leur conscience ». (M. Ch. Raynaud, rapp. de la commission de Législation du Sénat, Séance du 26 novembre 1936, p. 1745) ;

Attendu que ces sentences sont donc des décisions juridictionnelles et qu'elles ne constituent pas, par essence, des actes administratifs qui échapperaient à l'autorité judiciaire en vertu de l'art. 13 de la loi des 16-24 août 1790; que la juridiction prud-hommale est donc compétente pour apprécier le moyen soulevé par Vagnair ;

Sur la demande principale : — Attendu qu'il n'est pas possible d'examiner isolément la sentence du 2 mars; que celle-ci se réfère expressément à celle du 16 janvier, qu'elle ne peut être séparée non plus de celles des 20 et 23 janvier; que ces diverses décisions s'enchaînent et se commandent puisque c'est le principe de la continuation du contrat de travail primitif, principe fixé par la sentence du 20 janvier, qui détermine les conditions de reprise des ouvriers ou l'allocation d'indemnités à ceux d'entre eux qui n'auraient pas retrouvé leur emploi ;

Attendu que nul ne peut être légalement atteint, ni dans sa personne, ni dans ses biens, sans s'être défendu ou sans avoir été mis à même de se défendre; que ce principe de droit naturel, expressément consacré par toutes les législations, s'impose à tous les juges sans exception ;

Attendu que la loi du 31 décembre 1936 prescrit dans son art. 5 l'organisation des arbitrages « dans le cadre des lois existantes » et rappelle le respect des droit mutuels des parties ; qu'elle commande par là implicitement le respect du droit de la défense, droit essentiel qui doit être garanti à tout justiciable devant toute juridiction ;

Attendu que la sentence du 20 janvier 1937, rendue à la requête d'une seule des parties sans que l'autre ait été appelée, a enfreint ce droit; que la violation de ce principe rend cette sentence nulle et dépourvue de tout effet juridique; que cette nullité s'étend aux décisions suivantes qui ont été la conséquence et le complément de la précédente; que cete nullité n'a pu être couverte par le fait que la partie absente lors de la sentence du 20 janvier ait ensuite comparu lorsqu'à été prononcée la sentence dernière; que celle-ci est également nulle; que, par suite, la demande principale basée sur la sentence du 2 mars 1937 n'est pas fondée ;

Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que la demande reconventionnelle repose sur la rupture du contrat que Vagnair impute à ses ouvriers du fait de la grève; qu'il se heurte aux dispositions de l'arbitrage du 20 janvier 1937 décidant le réembauchage de tous les ouvriers, ce qui exclut la possibilité

pour le patron de leur demander ni indemnité de brusque rupture, ni indemnité de rupture abusive;

Attendu qu'avant de statuer sur l'application de cet arbitrage, il est nécessaire d'examiner si, comme le prétend l'appelant, les règles du Code de procédure civile sur les arbitrages doivent être suivies en matière de conflits collectifs du travail;

Attendu qu'un arrêt récent de la Cour de cassation (Req. 7 décembre 1937, Gaz. Pal. 1937.2.931), décidant que les sentences rendues en vertu de la loi de 1936 ne sont pas susceptibles de pourvoi, a envisagé l'application des règles du Code de procédure civile aux dites sentences; que cet arrêt s'est borné à examiner cette hypothèse, sans avoir à trancher la question de principe; qu'il serait par suite téméraire de chercher à déduire de cette décision la solution du problème posé par la présente instance;

Attendu que les lois spéciales doivent s'entendre d'après le système qui leur est propre; qu'elles sont censées ne se référer aux lois générales que sur les points qu'elles ne règlent ni implicitement, ni explicitement;

Attendu que ni la loi du 31 décembre 1936 qui a institué l'arbitrage obligatoire, ni le décret du 16 janvier 1937, qui a fixé les modalités de cette procédure, ne se réfèrent aux dispositions du Code de procédure civile;

Attendu, il est vrai, que l'art. 5 de la loi dispose dans son alinéa 1^{er} : « ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire seront organisées dans le cadre des lois existantes »; que le même article donne à l'arbitre le pouvoir d'amiable compositeur (alinéa 2), et qu'il rappelle plus particulièrement à côté du respect des lois existantes, le respect de droits déterminés : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail et liberté syndicale (alinéa 3);

Attendu que si l'on se réfère aux travaux préparatoires, l'intention du législateur apparaît clairement dans les paroles suivantes du rapporteur de la commission de Législation du Sénat : « Je crois... quoi qu'il en soit de la compétence dévolue aux arbitres, et même si l'on estime qu'il ne faut pas restreindre le champ de leurs attributions, qu'il serait bon du moins d'indiquer qu'ils devront statuer dans le cadre et selon les lois existantes, plus particulièrement de celles qui concernent les libertés individuelles et la sécurité des personnes et des biens (Sénat, Séance du 15 décembre 1936, *Journal officiel*, p. 1612); qu'elle est confirmée par les conditions dans lesquelles l'alin. 1^{er} a été inséré par le Sénat dans le texte qui lui était soumis (Sénat, Séance du 26 décembre 1936, *Journal officiel*, p. 1784, et suiv.);

Attendu que l'art. 5 précise et délimite les pouvoirs de l'arbitre, conformément aux principes généraux du droit;

Attendu que ce serait restreindre le sens et la portée de l'alin. 1^{er} que de dire que l'emploi du terme « procédure » implique nécessairement le renvoi aux lois existantes en matière de procédure, c'est-à-dire au Code de procédure civile; que, tout au contraire, le mot « procédure » doit être pris ici dans son acception la plus large, celle d'instance; que c'est d'ailleurs la même signification qui est donnée à ce mot dans le titre de la loi : « loi sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail »;

Attendu que cet art. 5 n'a pas imposé les règles elles-mêmes de la procédure, c'est-à-dire les modalités de forme, par référence à celles déjà fixées par les lois existantes; que ces modalités de forme ont été expressément prévues par une autre disposition de la loi, l'art. 3, lequel, à défaut de convention collective les fixant, renvoie à des décrets d'application;

Attendu, d'autre part, qu'il existe entre le système d'arbitrage réglé par le Code de procédure civile et celui institué par la loi de 1936 des différences importantes; que le Code vise une procédure facultative entre personnes privées, au sujet d'un litige portant sur des droits civils individuels; que les décisions ainsi rendues se conforment aux règles ordinaires des jugements; que, pour lui conférer la force exécutoire propre aux décisions de justice, le Code a prévu qu'elles seraient soumises à l'exequatur;

Attendu par contre, que les arbitrages de la loi de 1936, concernant des conflits collectifs nés de difficultés économiques, doivent obligatoirement être déférés aux arbitres dont la sentence est sans appel; que ces arbitres n'ont pas seulement pour mission de statuer sur des contestations, mais encore d'établir un règlement des conditions de travail (art. 5), c'est-à-dire de prononcer par voie de disposition réglementaire, ce qui est rigoureusement interdit aux juges du droit commun par les art. 5 C. civ. et 127 C. pén.;

Attendu que le législateur de 1936 a intentionnellement écarté toute sanction positive à la décision arbitrale; que cette volonté ressort nettement des travaux préparatoires; qu'on ne concevrait donc pas qu'une telle décision fût revêtue de l'exequatur, qui aurait pour principal effet de lui donner directement force exécutoire;

Attendu que la loi a prévu que la sentence arbitrale serait « obligatoire » (art. 6, alin. 2); que cette sentence fait ainsi la loi des parties et qu'à défaut d'exécution volontaire, tout intéressé peut, comme en l'espèce, s'adresser à justice pour faire constater et sanctionner le manquement à l'obligation née de la décision de l'arbitre;

Attendu donc que, malgré la communauté de leur caractère juridictionnel, les arbitrages en matière de conflits collectifs du travail se distinguent nettement des arbitrages du droit commun par leur objet, leur nature et leur mode d'exécution;

Attendu que la loi du 31 décembre 1936 et les décrets fixant son application ont organisé un mode de règlement des conflits collectifs qui comporte une procédure spéciale distincte et différente de celle prévue par le livre III, 2^e partie C. pr. civ.; qu'en particulier, les sentences rendues en vertu de cette loi sont obligatoires par elles-mêmes et n'ont pas à être soumises à l'exequatur;

Attendu que la sentence du 20 janvier 1937 s'impose à Vagnair, qu'il n'est donc pas fondé en sa demande reconventionnelle;

Par ces motifs, — Dit nulle et de nul effet la sentence arbitrale du 2 mars 1937; infirme, en conséquence, le jugement dont appel; décharge Vagnair des condamnations contre lui prononcées; — Déclare Vagnair mal fondé en sa demande reconventionnelle, l'en déboute; — Condamne Mojard en tous les dépens de première instance et d'appel.

TRIBUNAL CIVIL DE LILLE (3^e CH.).

19 JUILLET 1938

Compétence du Conseil des Prud'hommes

Soc. anon. Etablissements Lemaire et Dillies c. X...

LE TRIBUNAL, — Attendu que la Sté Lemaire et Dillies a interjeté appel d'un jugement rendu le 31 mai 1938 par le Conseil des prud'hommes de Roubaix, et par lequel cette juridiction s'est déclarée compétente pour connaître de la demande de X..., tendant à faire condamner ladite Société : 1^o au paiement des salaires depuis la sentence surarbitrale de M. Cazes, c'est-à-dire depuis le 17 février 1938 à raison de 50 francs par jour et, au besoin, à titre de dommages-intérêts; 2^o ou à le recevoir dans son usine et à lui fournir du travail et à défaut lui payer une somme de 56 francs par jour à titre de salaires et ce, au besoin, à titre de dommages-intérêts;

Sur la compétence : — Attendu que l'intimé, licencié de l'Usine Lemaire et Dillies en décembre 1937, avec 80 autres ouvriers parmi lesquels tous les délégués, invoque au soutien de ses prétentions la sentence surarbitrale de M. le président Cazes qui, pour mettre fin à la grève qu'avait déclenchée ledit licenciement massif a décidé que « les usines de la Sté Lemaire et Dillies seraient ouvertes de nouveau et que le personnel qui y était employé le 11 décembre 1937, y serait réembauché dans un délai de

8 jours, exception faite pour les nommés Vienne, Durieux, Decourcelle, Vroeux, Liévens et Mélinck, qui ne seraient pas réembauchés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les faits qui leur étaient reprochés ;

Attendu que ladite sentence, régulièrement déposée au greffe du Tribunal civil de Lille, le 11 mars 1938, ayant force exécutoire, étant obligatoire et génératrice d'obligations, c'est à bon droit que les premiers juges ont admis « qu'elle fait la loi des parties et qu'à défaut d'exécution volontaire, tout intéressé peut s'adresser à justice et faire sanctionner le manquement à l'obligation née de la décision de l'arbitre » ; qu'à juste titre, ils ont déclaré être saisis, non d'un conflit collectif de travail, mais d'une action individuelle basée sur l'application d'une sentence surarbitrale ayant mis légalement fin audit conflit ; que, rejetant encore les prétentions de la Sté défenderesse, ils ont non moins justement jugé qu'il ne leur était pas demandé d'homologuer ladite sentence ou de lui donner effet, mais d'obtenir le paiement d'indemnités auxquelles le demandeur prétendait avoir droit en vertu de son contrat de travail, dont certaines conditions avaient été réglées par la décision dont s'agit ;

Attendu que, se saisissant de ce dernier motif, la Sté Lemaire et Dillies soutient, en cause d'appel, qu'il ne peut s'agir en l'occurrence d'une demande se référant au contrat de travail, celui-ci ayant été rompu par elle, mais d'un différend né de l'inexécution d'une obligation de faire prétendument née de la sentence et dont ne peuvent connaître que les tribunaux de droit commun ;

Mais attendu qu'il ne faut pas perdre de vue, d'une part, que suivant l'art. 1^{er}, livre IV C. trav., les conseils de prud'hommes sont institués pour terminer les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de travail et, d'autre part, qu'aux termes de l'art. 5 de la loi du 31 décembre 1936, l'objet de la sentence arbitrale est non seulement de statuer sur des contestations, mais encore, d'établir un règlement équitable des conditions de travail, en vue de créer, au lieu d'emploi, une atmosphère de collaboration dans le respect des droits mutuels des parties ;

Attendu, en l'espèce, au vu des faits, et à défaut d'ailleurs de comparution et d'explications des patrons, que le surarbitre répondant à « la nécessité de faire cesser au plus vite un conflit générateur d'aussi douloureuses conséquences », et, écartant toute idée de rupture de contrat, tant par les employeurs que par les ouvriers, a fixé réglementairement les conditions de travail de la façon suivante : réouverture de l'usine, réintégration des ouvriers, exception faite de 6 d'entre eux ; qu'en se substituant ainsi, de par la loi, à la volonté des parties, il a imposé, dans les limites de ses attributions, à la Sté Lemaire et Dillies, une obligation de

faire créée à l'occasion du contrat de travail liant antérieurement les parties, et qui peut, dès lors, servir de base à une action devant le conseil des prud'hommes ; qu'en principe, cette juridiction demeure, du reste, compétente pour connaître de toutes les contestations nées à l'occasion du contrat de travail, alors même qu'elles seraient relatives à des faits postérieurs à la résiliation de ce dernier !

Par ces motifs, — Dit bien jugé mal appelé; confirme le jugement, et déclare que le conseil des prud'hommes est compétent pour connaître du litige dont s'agit.

COUR SUPERIEURE D'ARBITRAGE

18 Mai 1938

(Droit d'interpréter les sentences)

N° 54. — SOCIETE ALESIA-TAXIS, PARIS

La cour supérieure d'arbitrage,

Vu la requête présentée par la société Alésia Taxis, société à responsabilité limitée, dont le siège est à Paris, 156, rue d'Alésia, ladite requête enregistrée au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage le 26 mars 1938, et tendant à ce qu'il plaise à la cour annuler une sentence surarbitrale en date du 3 mars 1938, qui a décidé que les licenciements de personnel pour cause de réduction des effectifs, prévus par la société Alésia-Taxis, devaient s'opérer, à l'exclusion de toute autre considération, en commençant par les conducteurs les moins anciens; ce faire, attendu que c'est à tort que le surarbitre a considéré comme un licenciement de personnel la suppression pure et simple d'un service déficitaire; qu'il a méconnu la convention collective du 24 juin 1936, laquelle répartit en deux catégories distinctes les chauffeurs de jour et les chauffeurs de nuit; qu'il a également méconnu l'arrêté ministériel du 10 décembre 1936;

.....

Sur le moyen tiré de l'irrégularité de « l'additif » à la sentence

Considérant que par « l'additif » du 4 juin 1937, le surarbitre ne s'est pas borné à interpréter sa sentence du 22 précédent, mais l'a modifiée; qu'en prenant ainsi une décision nouvelle sur le différend qui avait fait l'objet de la sentence du 22 mai 1937, il a excédé ses pouvoirs; que l'additif du 4 juin 1937 doit, par suite, être annulé, sans qu'il y ait lieu de désigner un nouveau surarbitre.

Décide :

Annule l'additif du 4 juin 1937.

.....

COUR SUPERIEURE D'ARBITRAGE

30 Mai 1938

(Droit de prononcer des condamnations)

N° 70. — SOCIETE DES ETABLISSEMENTS NIAM

La cour supérieure d'arbitrage,

Vu la requête et les observations présentées par la société des établissements Niam, dont le siège est à Paris, 45, rue Ollivier-Métra, ladite requête enregistrée le 21 mars 1938 au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage et lesdites observations enregistrées le 28 avril 1938, audit secrétariat de la cour, et tendant à ce qu'il plaise à la cour annuler la sentence surarbitrale rendue à la date du 19 novembre 1937 dans le différend existant entre la société des établissements Niam et le syndicat des métaux;

Ce faire, attendu que le 20 janvier 1937, ladite société licencia une demoiselle D... en raison de la réorganisation de ses services; que dix-huit autres ouvrières cessèrent le travail pour se solidariser avec ladite demoiselle D..., et, malgré une mise en demeure de la direction, refusèrent de reprendre le travail et furent, en conséquence, licenciées; que c'est à tort que la procédure de conciliation et d'arbitrage a été engagée pour régler un semblable différend qui est de nature individuelle dès son origine; que la nature de ce différend ne saurait se modifier par le fait d'une cessation collective de travail, qu'ainsi, le surarbitre était incompétent pour statuer sur un tel différend; que le surarbitre nommé était sans qualité pour être désigné pour remplir ces fonctions; qu'en outre, les contrats de travail individuels ayant été rompus du fait de la cessation collective de travail des ouvrières, ladite procédure — qui ne peut être engagée qu'avant toute cessation de travail et afin d'éviter celle-ci — ne pouvait être mise en mouvement sans violer la loi du 31 décembre 1936; que le surarbitre a statué sur des questions qui ne faisaient pas partie de la demande initiale du syndicat ouvrier; qu'enfin, ledit surarbitre a outrepassé ses pouvoirs en statuant sur des questions de salaires, d'indemnités de rupture, de congés payés et de certificats de travail;

.....
Sur le moyen tiré de ce que le surarbitre aurait excédé sa compétence en statuant sur des questions relatives aux salaires, aux indemnités de rupture des contrats de travail, aux congés payés et à la remise de certificats de travail;

Considérant qu'en statuant sur lesdites questions sur lesquelles les deux parties n'avaient pu se mettre d'accord, le surarbitre n'a pas excédé les pouvoirs qu'il tenait de la loi du 31 décembre 1936 et du décret du 16 janvier 1937,

Décide :

Rejette

COUR SUPERIEURE D'ARBITRAGE

1^{er} Juin 1938

(Absence de compromis d'arbitrage; nullité : non)

N^{os} 62, 64, 65, 66. — LA FEDERATION DES CHAMBRES SYNDICALES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE SEINE-ET-MARNE

La cour supérieure d'arbitrage,

Vu les requêtes présentées par la fédération des chambres syndicales du bâtiment et des travaux publics de Seine-et-Marne, par la chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de l'arrondissement de Fontainebleau, agissant aux poursuites et diligences du sieur Leroux, président de ladite chambre syndicale ayant comme mandataire le sieur Chartier, avoué, par le groupe des chambres syndicales du bâtiment et des industries qui s'y rattachent, agissant aux poursuites et diligences du sieur Quilléry, son président en exercice, ayant comme mandataire le sieur Chartier, avoué, lesdites requêtes enregistrées le 21 mars 1938 au greffe du tribunal civil de la Seine et le 29 mars 1938 au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage, tendant à l'annulation de 4 sentences surarbitrales rendues les 3 novembre et 24 décembre 1937 au sujet des différends existant entre les entreprises du bâtiment et des travaux publics de la Seine et de Seine-et-Marne et leur personnel ensemble les mémoires ampliatifs;

.....

*Sur le moyen tiré de ce qu'un compromis d'arbitrage
n'aurait pas été dressé*

Considérant que la procédure de conciliation et d'arbitrage est obligatoire, que, par suite, l'absence d'un compromis d'arbitrage ne saurait entacher d'irrégularités les sentences arbitrales ou surarbitrales.

COUR SUPERIEURE D'ARBITRAGE

18 Mai 1938

(Pouvoirs d'interprétation : sentence nouvelle prohibée)

N° 29. — CHAMBRE SYNDICALE DE L'INDUSTRIE ET DU
COMMERCE PARISIEN DES SOIERIES ET RUBANS

La cour supérieure d'arbitrage,

Vu la requête présentée par la chambre syndicale de l'industrie et du commerce parisiens des soieries et rubans, agissant aux poursuites et diligences de son président en exercice, ayant le sieur Duiss comme mandataire, ladite requête enregistrée le 18 mars 1938 au greffe du tribunal civil de la Seine et le 24 mars 1938 au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage tendant à ce qu'il plaise à la cour annuler les sentences surarbitrales intervenues les 27 avril 1937 et 25 mai 1937 au sujet d'un différend entre la chambre syndicale requérante d'une part, la chambre syndicale des employés de la région parisienne et la confédération française des travailleurs chrétiens, d'autre part;

En ce qui concerne l'additif du 25 Mai 1937,

Considérant que par l'additif du 25 mai 1937, le surarbitre ne s'est pas borné à interpréter sa sentence du 27 avril 1937, mais l'a modifiée : qu'en prenant ainsi une décision nouvelle sur le différend qui avait fait l'objet de sa sentence du 27 avril 1937, il a excédé ses pouvoirs, que l'additif du 25 mai 1937 doit, par suite être annulé, sans qu'il y ait lieu de désigner un nouveau surarbitre.

Décide :

Rejette

Annule l'additif du 25 mai.

COUR SUPERIEURE D'ARBITRAGE

23 Mai 1938

(Droit de prononcer des condamnations)

N° 97. — SOCIETE INDUSTRIELLE DE LOUVRES

La cour supérieure d'arbitrage,

Vu la requête présentée pour la Société industrielle de Louvres, dont le siège social est à Louvres (Seine-et-Oise), ladite requête enregistrée au greffe du tribunal civil de la Seine le 24 mars 1938 et au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage le 30 mars 1938 et tendant à ce qu'il plaise à la cour annuler

une sentence rendue le 22 février 1938 dans le conflit entre la société requérante et son personnel licencié le 5 juin 1937;

Ce faire, attendu que la sentence attaquée est entachée d'incompétence, d'excès de pouvoir et de violation de la loi;

*Sur les moyens tirés d'excès de pouvoir qu'aurait commis
le surarbitre*

Considérant, d'une part, qu'en adoptant les salaires prévus dans une convention collective, déclarée par lui inapplicable en l'espèce le surarbitre n'a pas étendu ladite convention mais a seulement utilisé certaines de ses dispositions pour donner un règlement équitable au conflit; qu'il n'a ainsi commis aucun excès de pouvoir;

Considérant, d'autre part, qu'en condamnant la société requérante à payer des indemnités aux ouvriers congédiés par elle et à les réembaucher par priorité, le surarbitre n'a créé à leur profit aucun « privilège syndical » et n'a pas dénié à la société le droit d'embaucher des ouvriers non syndiqués; qu'il a ainsi régulièrement usé des pouvoirs qu'il tenait de la loi du 31 décembre 1936.

COUR SUPERIEURE D'ARBITRAGE

15 Juin 1938

(Condamnations et astreintes : pas d'astreintes indéterminées à peine de nullité; validité de condamnations à dommages-intérêts)

N° 56. — SOCIÉTÉ COTONNIÈRE DU SUD EST

La cour supérieure d'arbitrage,

Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés pour la Société cotonnière du Sud-Est, dont le siège est à Trouhans (Côte-d'Or), agissant poursuites et diligences de son directeur en exercice, ladite requête enregistrée le 25 mars 1938 au greffe du tribunal civil de Gap et le 26 mars 1938 au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage, ledit mémoire enregistré le 20 avril 1938 au secrétariat de la cour supérieure d'arbitrage et tendant à ce qu'il plaise à la cour annuler une sentence surarbitraie rendue le 20 janvier 1938 dans un différend survenu entre ladite société et le syndicat du textile de Savines;

Ce faire, attendu que quatre ouvriers de l'usine de Savines appartenant à la société requérante ont été licenciés le 29 octobre 1937 pour avoir envahi les locaux de la société sans autorisation pour présenter un cahier de revendication, alors que les délégués d'usine n'avaient soumis aucune réclamation à la direction; que le syndicat ouvrier du textile de Savines déclencha aussitôt

une grève avec occupation des lieux de travail à la suite de laquelle la société requérante donna congé régulier à tous ses ouvriers avec le préavis d'usage accepté par ceux-ci; qu'elle prit la décision de fermer son usine pour un temps indéterminé; que la procédure de conciliation et d'arbitrage qui a abouti à la sentence surarbitrale attaquée, ne pouvait être mise en mouvement pour régler le litige de caractère individuel qui existait entre la requérante et quatre de ses ouvriers; que ceux-ci ont reconnu ce caractère en portant leur réclamation devant le conseil des prud'hommes qui était seul compétent pour en connaître; que le mouvement de grève qui a éclaté à la suite du licenciement de ces quatre ouvriers n'a pu donner lieu à un conflit collectif, puisqu'à la suite de ce mouvement, les ouvriers ont cessé d'être au service de la société, leurs contrats de travail ayant été rompus et que, par suite, aucun différend ne pouvait plus être mis en mouvement conformément à l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1936, en présence d'une grève du personnel; qu'en second lieu, le surarbitre a méconnu l'autorité qui s'attachait au jugement rendu le 16 décembre 1937 par la juridiction prud'hommale qui avait rejeté ce pourvoi formé devant elle par les quatre ouvriers licenciés en ordonnant leur réintégration et le paiement intégral des salaires de deux d'entre eux; qu'en troisième lieu, le surarbitre a commis un excès de pouvoir en assortissant sa sentence de la formule exécutoire et d'astreintes comminatoires applicables indéfiniment et en ordonnant la réouverture de l'usine, alors que les circonstances économiques obligeaient la société à prendre cette mesure; qu'enfin, la sentence attaquée doit être regardée comme exécutée conformément à l'article 159 du code de procédure civile et que, par suite, le surarbitre ne pouvait la rendre exécutoire en procédant à son dépôt au greffe du tribunal civil, par application de l'article 17 de la loi du 4 mars 1938;

.....
*Sur la fin de non-recevoir opposée par le syndicat
du textile de Savines*

Considérant qu'un mémoire ampliatif contenant les moyens du pourvoi était joint à la requête déposée au greffe du tribunal civil dans le délai légal par la Société cotonnière du Sud-Est; que le recours satisfait ainsi aux prescriptions de l'article 13 de la loi susvisée du 4 mars 1938;

Sur les moyens de la requête

Considérant qu'il résulte des mentions de la sentence attaquée que les ouvriers de l'usine de Savines, propriété de la Société co-

tonnière du Sud-Est, ont cessé momentanément leur travail pour protester contre le renvoi de deux ouvriers et de deux ouvrières; effectué par ladite société le 29 octobre 1937; que, sans tenir compte de la circonstance que les ouvriers étaient décidés à reprendre leur travail presque aussitôt, la société requérante a, pour répondre aux revendications ouvrières, et non, par suite de nécessités économiques, procédé au licenciement de tous ses ouvriers et à la fermeture de son usine de Savines; que le licenciement de l'ensemble de ce personnel et la fermeture de l'établissement, prononcés dans ces conditions, ont donné lieu à un conflit collectif de travail qui a pu valablement être soumis à l'arbitrage; que par suite c'est à bon droit que le surarbitre s'est reconnu compétent pour connaître dudit conflit;

Considérant, d'autre part, qu'en admettant que le litige né entre la société requérante et ses quatre ouvriers et ouvrières licenciés le 29 octobre 1937 échappa à la compétence du surarbitre, celui-ci n'a pas entendu, par sa sentence, trancher le litige, mais s'est borné, en vue de mettre fin au conflit collectif soumis à l'arbitrage, dans l'intérêt du rétablissement de la paix sociale, à prescrire le réembauchage des quatre ouvriers et ouvrières dont s'agit; que, par suite, en statuant ainsi, le surarbitre n'a commis aucun excès de pouvoir et n'a pas porté atteinte à l'autorité qui s'attache au jugement rendu le 16 décembre 1937 par le juge de paix du canton de Savines statuant en matière prud'homale;

Considérant, enfin, que le surarbitre n'a pas excédé les pouvoirs qu'il tenait de la loi du 31 décembre 1936 en ordonnant dans les conditions de fait ci-dessus relatées la réouverture de l'usine de Savines et en prévoyant qu'en cas de non réouverture de l'usine dans le délai de trois jours francs, les ouvriers auraient droit à une indemnité journalière;

Mais, considérant que le surarbitre n'a pu légalement condamner la société requérante au paiement de ces indemnités, sans préciser dans quelles conditions ni à l'expiration de quel délai lesdites indemnités devaient prendre fin; qu'en outre, aucune disposition de la loi précitée du 31 décembre 1936 ne l'autorisait à décider que sa sentence aurait force exécutoire, en la faisant suivre de la formule exécutoire; que, par suite, ladite sentence doit être annulée sur ces deux points.

Décide :

Annule la sentence en tant que : 1° le surarbitre, en condamnant ladite société, en cas de non-réouverture de l'usine de Savines dans un délai de trois jours francs à payer à ses ouvriers une indemnité journalière, n'a pas précisé dans quelles conditions ni à l'expiration de quel délai ces indemnités devaient prendre fin; 2° le surarbitre a décidé qu'elle aurait force exécutoire en la faisant suivre de la formule exécutoire.

COUR SUPERIEURE D'ARBITRAGE

26 AOUT 1938

(Droit d'interpréter les sentences)

Société provençale de Constructions navales

Recours contre un avis additif en date du 16 juillet 1938, à une date du 16 juillet 1938, à une sentence surarbitrale rendue le 13 du même mois. Req. n° 464 bis. — Arrêt :

LA COUR SUPÉRIEURE D'ARBITRAGE, — Vu les lois des 31 décembre 1936 et 4 mars 1938, et le décret du 3 avril 1938 ;

Sur le moyen tiré de ce que le surarbitre, dans la décision que contient sa lettre additive en date du 16 juillet 1938, ne se serait pas borné à interpréter sa sentence, mais en aurait modifié la portée : — Considérant que la sentence rendue par le surarbitre à la date du 13 juillet 1938 précisait insuffisamment le point de savoir si le sieur Papazian, qui, aux termes de cette sentence, devait cesser son emploi de dessinateur principal « pendant une période de 2 années », serait ou non obligatoirement réintégré sur sa demande dans cet emploi par la Société provençale de Constructions navales à l'expiration de ladite période; qu'il y avait donc lieu d'interpréter ladite sentence sur ce point; que, dans ces conditions, le moyen tiré de ce que le surarbitre aurait dans sa lettre en date du 16 juillet 1938, non procédé à une interprétation de sa sentence primitive, mais rendu une sentence nouvelle, doit être rejeté.

Sur le moyen tiré de ce que le surarbitre aurait violé les droits de la défense en procédant à l'interprétation de sa sentence sur la seule demande du Syndicat ouvrier, sans avoir préalablement invité la partie patronale à présenter ses observations : — Considérant que le surarbitre qui, à la suite de sa sentence du 13 juillet 1938, a été saisi d'une « demande de précisions » émanant de la partie ouvrière ne pouvait procéder à l'interprétation de sa sentence par une nouvelle décision présentant, comme celle qu'il se proposait d'interpréter, un caractère juridictionnel, sans respecter la règle inhérente au fonctionnement de toute juridiction et d'après laquelle toute partie défenderesse doit être avisée de la demande qui la concerne et ainsi mise en mesure de présenter ses observations; qu'il est constant que le surarbitre a méconnu cette règle et ainsi violé les droits de la défense; qu'il y a donc lieu d'annuler pour ce motif la sentence interprétative rendue par lui à la date du 16 juillet 1938 ;

Décide : — La sentence est annulée...

ANNEXE IV

Formulaire

Formules

MODELE DE REQUETE

A déposer dans les trois jours de la notification de la sentence

A Messieurs les Présidents et Conseillers
composant la *Cour Supérieure d'Arbitrage*
Palais du Conseil d'Etat - PARIS

Nous soussignés (*nom de l'organisation syndicale*), dont le
siège est à , département de , rue , n° .

Représentés par M. , agissant en vertu d'un pou-
voir en date du ,

Avons l'honneur de vous exposer les faits suivants :

ORIGINE ET NATURE DU CONFLIT

(*Exposer les faits et préciser la revendication ouvrière*).

PROCEDURE D'ARBITRAGE

Les organisations patronales et ouvrières intéressées n'ayant
pu aboutir à un accord sur les faits ci-dessus exposés, M. ,
arbitre patronal, et M. , arbitre ouvrier, ont été
choisis le ,

Ils ont rendu le , la sentence dont copie est jointe à
la présente requête, laquelle sentence nous a été notifiée le

(ou : n'ayant pu se mettre d'accord, M. , en qua-
lité de surarbitre, a rendu la sentence, etc...)

(*Si l'un des arbitres ou le surarbitre a été désigné d'office,
l'indiquer*).

OBJET DU POURVOI

Nous considérons que la dite sentence doit être annulée, du
fait qu'elle contient une (ou plusieurs) dispositions qui violent
la loi (*indiquer les textes de lois violés*)

(ou : que les arbitres n'étaient pas compétents)

(ou : que la décision des arbitres (*ou du surarbitre*), est enta-
chée d'excès de pouvoir)

Cette sentence déclare en effet :

(Reproduire la disposition contestée).

(Développer le moyen invoqué).

C'est pourquoi nous formons le présent recours, pour faire dire et juger par la Cour que

Nous sollicitons de la Cour qu'elle donne communication du présent recours à (*nom et adresse de l'organisation patronale*), et qu'à l'audience qu'elle fixera, elle nous autorise à faire présenter des observations orales par M. _____, notre mandataire (ou par M^e _____, avocat au Barreau de _____, ou par M^e _____, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation).

PLAN DE MEMOIRE (1)

N°

A Messieurs les Président et Conseillers
composant la *Cour Supérieure d'Arbitrage*,
Palais du Conseil d'Etat - PARIS

Pour : (*nom de l'organisation syndicale*).

Contre : (*nom de l'adversaire*).

Un recours a été déposé le _____, sous le numéro _____, par (*indication de la personne du demandeur*), contre une sentence arbitrale rendue par (*nom des arbitres ou du surarbitre*), en date du _____. Ce recours est motivé de la façon suivante :

(résumer les motifs du recours).

Nous soutenons que ce recours est mal fondé (*ou qu'il doit être accueilli*), et qu'en conséquence, il doit être rejeté (*ou : que la sentence attaquée doit être annulée*).

1) *Sur le premier moyen*

2) *Sur le second moyen*

..... etc...

(1) Le mémoire, qui développe les arguments des parties peut émaner soit du demandeur, pour développer les motifs de la requête (mémoire ampliatif), soit du défendeur : mémoire en défense.

Il n'y a pas de délai, pour déposer un mémoire : il suffit qu'il soit remis en temps utile pour que le rapporteur en ait connaissance avant l'audience.

On peut, après les conclusions du Commissaire du gouvernement, déposer dans les mêmes formes une « note » après plaidoiries.

C'est pourquoi nous demandons à la Cour de rejeter le recours introduit par (*ou* : d'annuler la sentence attaquée).

Nous sollicitons en outre l'autorisation, au jour qui sera fixé pour l'audience, de faire présenter de brèves observations orales par... (*comme dans la requête*).

Bibliographie

- Paul PIC. — *Traité élémentaire de Législation industrielle* (Paris, Arthur Rousseau, 1930-33).
- G. PIROU. — *La crise du capitalisme* (Sirey, 1936).
- Jean LESCURE. — *Le nouveau régime corporatif italien* (Paris, Domat-Montchrestien, 1934).
- H. DUBREUIL. — *Les Codes de Roosevelt* (« Les écrits », Grasset 1934).
- Georges SOREL. — *Réflexions sur la violence* (Marcel Rivière, 1936).
- Henri DELMONT. — *La pratique des nouvelles lois sociales* (Sirey, 1938).
- Palm DUTT. — *Fascisme et Révolution* (E. S. 1936).
- Daniel GUERIN. — *Fascisme et Grand Capital* (N.R.F., coll. Problèmes et documents, 1936).
- Dott. Alberto PENACCHIO. — *Lo Stato corporativo fascista* (Hœpli, Milano, 1928).
- LORD AMULREE. — *Industrial Arbitration in Great Britain* (Oxford University Press, London, 1929).
- EM. STEIN, CARL RAUSHENBUSH et L. MAC DONALD. — *Labor and the New Deal* (New-York, Crofts et C°, 1934-35).
- Elmer A. LEWIS. — *Compilation of Laws relating to mediation, conciliation and arbitration...* (U.S. Government printing Office, Washington, 1936).
- R. I. T. — *La conciliation et l'arbitrage des conflits du travail*, Genève, 1933.

REVUES PERIODIQUES ET RECUEILS

- DALLOZ. — *Répertoire pratique de Droit et de Jurisprudence*.
La Gazette du Palais.
Journal officiel. — Débats parlementaires.
Journal officiel. — Recueil des décisions de la Cour supérieure d'arbitrage.
Les Archives Contemporaines.
Ministère du Travail. — *Bulletin trimestriel*.
L'Usine, Le Temps, l'Information, la journée Industrielle. La vie Ouvrière, La Voix des Industries Chimiques, L'Humanité.

Table des matières

<i>INTRODUCTION</i>	1
 <i>CHAPITRE I. — LES INSTITUTIONS D'ARBITRAGE A L'ETRANGER</i>	7
1° La Grande-Bretagne	7
3° La Nouvelle-Zélande	13
2° L'Australie	17
4° Les Etats-Unis	19
5° L'Allemagne de Weimar	28
6° Les Etats Scandinaves	32
 <i>CHAPITRE II. — L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE DANS LA LOI FRANÇAISE DU 31 DECEMBRE 1936 ET LE DECRET DU 17 JANVIER 1937</i>	37
1° Analyse de la loi du 31 décembre 1936	40
2° La nature juridique des sentences de la loi de 1936	42
3° L'interprétation des sentences arbitrales	50
4° L'exécution des sentences arbitrales sous le régime de la loi de 1936	53
5° La Jurisprudence	55
 <i>CHAPITRE III. — LA LOI DU 4 MARS 1938</i>	63
1° Analyse de la loi du 4 mars 1938	65
La procédure de conciliation et d'arbitrage..	66
Les règles de fond	67
Le contrôle de la légalité des sentences	69
L'application des sentences	70
2° L'exécution des sentences arbitrales	75
A. Les conséquences du caractère obligatoire	75
B. Les conséquences du caractère exécutoire	80

<i>CONCLUSION</i>	88
ANNEXE I. — Le décret-loi du 14 novembre 1938.....	91
ANNEXE II. — Lois et décrets	99
ANNEXE III. — Jurisprudence	121
ANNEXE IV. — Formulaire	139
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	145

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 23 NOVEMBRE 1938

PAR LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

PARIS (1^{er})

